



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 18 FEVRIER, 1893.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

4807

Nominations

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer MM. Hermenégilde Godin, Prosper Mayrand, Nazaire Tessier, Louis Vallée et Jean-Baptiste Marcotte, commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, comté de Champlain, et de révoquer l'ancienne commission en date du 19 octobre 1887.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

743

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 10 février 1893.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer, le 10 février courant, MM. Jean Lemieux et Barthelemi Carrier, conseillers de la municipalité de partie des cantons de Shenley, Dorset, Jersey et Marlow, en remplacement de MM. George Rancourt et Olivier Quirion, sortis de charge.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la province.

747

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 18th FEBRUARY, 1893.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

4808

Appointments

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Messrs. Hermenégilde Godin, Prosper Mayrand, Nazaire Tessier, Louis Vallée and Jean Baptiste Marcotte, commissioners for the summary trial of small causes in the parish of Sainte Anne de la Pérade, county of Champlain, and to revoke the former commission dated the 19th October, 1887.

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

744

DEPARTMENT OF THE PROVINCIAL SECRETARY.

Quebec, 10th February, 1893.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 10th February instant, Messrs Jean Lemieux and Barthelemi Carrier, councillors for the municipality of part of the townships of Shenley, Dorset, Jersey and Marlow, *vice* Messrs George Rancourt and Olivier Quirion, retired from office.

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial Secretary.

748

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer Xiste Tétreau, notaire et greffier de la Cour de Circuit pour le comté d'Ottawa, à Papineauville, commissaire *per dedimus potestatem*.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer Hugh McMillan, député du comté de Vaudreuil, à la Chambre des Communes, du village de Rigaud, dans la comté de Vaudreuil, commissaire *per dedimus potestatem*.

745 LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, de faire les nominations suivantes de juges de paix :

District de Québec : MM. Martin Foley, jr., et Bernard Leonard, de la cité de Québec.

District de Montréal : MM. Francis Alexander Routh et Michael McCready, de la cité de Montréal ; Toussaint Bourassa, du village de Laprairie.

District de Chicoutimi : MM. Joseph Langevin, Téléphore Guilmette et Jean Bélanger, de la paroisse de Saint-Méthode.

District d'Ottawa : MM. Louis Napoléon Desjardins, Joseph F. Séguin et Albert Manseau, de la paroisse de Sainte-Angélique.

741 LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer Hamilton Maxwell, de la cité de Edinburgh, en Ecosse, dans le Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, écuyer, commissaire pour recevoir des dépositions sous serment, devant servir dans les cours de record de la province de Québec.

761 LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en date du 10 février courant (1893), de nommer M. Benjamin F. Beaulieu, commissaire d'écoles de la municipalité de Sainte-Martine, comté de Châteauguay, en remplacement de M. Cyprien Primeau, absent.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en date du 10 février courant (1893), de nommer M. Thomas J. Brown, syndie des écoles dissidentes de la paroisse de Saint-Zotique, (Coteau-Landing), comté de Soulanges, en remplacement de M. George A. Scott, absent.

811

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint Xiste Tétreau, notary and clerk of the Circuit Court for the county of Ottawa, at Papineauville, commissioner *per dedimus potestatem*.

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint Hugh McMillan, member for the county of Vaudreuil, to the Commons, of the village of Rigaud, in the county of Vaudreuil, commissioner *per dedimus potestatem*.

746 LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to make the following appointments of justices of the peace :

District of Quebec : Messrs. Martin Foley, jr., and Bernard Leonard, of the city of Quebec.

District of Montreal : Messrs. Francis Alexander Routh and Michael McCready, of the city of Montreal ; Toussaint Bourassa, of the village of Laprairie.

District of Chicoutimi : Messrs. Joseph Langevin, Téléphore Guilmette and Jean Bélanger, of the parish of Saint Méthode.

District of Ottawa : Messrs. Louis Napoléon Desjardins, Joseph F. Séguin and Albert Manseau, of the parish of Sainte Angélique.

742 LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint Hamilton Maxwell, of the city of Edinburgh, Scotland, in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, esquire, commissioner to receive affidavits to be used in the courts of record of the province of Quebec.

762 LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 10th of February instant, (1893), to appoint Mr. Benjamin F. Beaulieu, school commissioner for the municipality of Sainte-Martine, county of Chateauguay, *vice* Mr. Cyprien Primeau, absent.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 10th of February instant, (1893), to appoint Mr. Thomas J. Brown, trustee of the dissentient schools of the parish of Saint Zotique, (Coteau Landing), county of Soulanges, *vice* Mr. George A. Scott, absent.

812

Proclamation

Canada, }
Province of } J. A. CHAPLEAU.
Québec. }
(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

TH. CHASE-CASGRAIN, } ATTENDU que par un
Proc. Génl. } acte de la législature
de Notre Province de Québec, passé dans la cin-
quante-troisième année de Notre Règne, intitulé :
"Acte à l'effet d'étendre les dispositions de l'article
2175 du code civil, relativement à certaines subdivi-
sions cadastrales," il est entr'autres choses décrété
que "dans le cas où un terrain, avant la passation
du présent acte, a été subdivisé et venu par lots en
tout ou en partie, sans que, au préalable, un plan et
un livre de renvoi aient été préparés conformément
à l'article 2175 du code civil, ou en conformité des
actes 38 V., c. 15, s. 2, et 48 V., c. 26, le Commis-
saires des terres de la Couronne pourra, sur requête
à lui adressée par la majorité des parties intéres-
sées, permettre qu'un plan et livre de renvoi de la
subdivision de ce terrain ou partie de terrain soient
faits, pourvu, que les formalités suivantes soient
observées :

a. Un plan sera fait portant des numéros comme
les subdivisions ordinaires, ainsi qu'un livre de
renvoi y correspondant, lesquels seront signés et
certifiés corrects par la majorité des parties intéres-
sées, et adressés avec une copie des dits plan et
livre de renvoi, au commissaire des terres de la
Couronne, qui gardera l'original et expédiera cette
copie certifiée par lui, au régistrateur de la division;

b. Le régistrateur préparera alors son index aux
immeubles pour tel terrain ou partie de terrain
ainsi cadastré dans son livre d'index pour les subdivi-
sions :

c. Sur certificat du régistrateur du dépôt du plan
et du livre de renvoi de telle subdivision ainsi pré-
parés, le lieutenant-gouverneur en conseil lancera
une proclamation par laquelle il ordonnera que
toutes les hypothèques affectant particulièrement
aucun des lots mentionnés aux dits plan et livre de
renvoi, et non compris les hypothèques affectant
tout le terrain ainsi subdivisé, soient renouvelées
dans un délai d'un an à compter du jour fixé dans
telle proclamation, et à défaut de faire tel renou-
vellement, toute personne qui ne se sera pas confor-
mée aux dispositions de cette section, perdra son
rang ou priorité d'hypothèque ;

ET ATTENDU que le lot No. six cent quarante-
sept (647), du plan et du livre de renvoi du quartier
Saint-Roch de la cité de Québec, dans la division
d'enregistrement de Québec, a été, avant la passa-
tion du susdit acte, 53 Vic., c. 53, subdivisé en lots
sans qu'au préalable un plan et un livre de renvoi
aient été préparés conformément à l'article 2175 du
code civil, ou en conformité des dits actes 38 Vic.,
c. 15, et 48 Vic., c. 26.

ET ATTENDU qu'un plan de la subdivision susdite
comportant les numéros 647 A et 647 B, a été fait,
ainsi qu'un livre de renvoi y correspondant :

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi
ont été adressés au Commissaires des terres de la
Couronne pour Notre Province de Québec, avec une
copie certifiée des dits plan et livre de renvoi :

ET ATTENDU que la dite copie des plan et livre de
renvoi de la dite subdivision a été déposée au bureau
d'enregistrement de la division d'enregistrement de
Québec.

A CES CAUSES, en vertu de l'acte ci-dessus cité,
53 Vic., ch. 53, Nous avons ordonné et par les pré-

Proclamation

Canada, }
Province of } J. A. CHAPLEAU.
Québec. }
(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, } WHEREAS by an act of
Att. Genl. } the legislature of Our
Province of Québec, passed in the fifty-third year of
Our Reign, intituled : "An act to extend the provi-
sions of article 2175 of the Civil Code, respecting
certain cadastal subdivisions," it is amongst other
things enacted that "in the case where property,
before the passing of this act, has been in whole or
in part, subdivided and sold by lots, without there
having previously been a plan and book of reference
prepared, according to article 2175 of the Civil Code,
or in compliance with the acts 38 Victoria, chapter
15, section 2, and 48 Victoria, chapter 26, the Commis-
sioner of Crown Lands may, on requisition ad-
dressed to him by a majority of the persons inter-
ested, permit that a plan and a book of reference of
such property or portion of a property be made,
provided that the following formalities be observed :

a. A plan shall be made, bearing number as ordi-
nary subdivision, also a book of reference correspond-
ing therewith, which shall be signed and certify as
correct by the majority of the parties interested,
and addressed with a copy of such plan and book
of reference, to the commissioner of Crown Lands,
who shall keep the original and remit such copy
certified by him, to the registrar of the registration
division ;

b. The registrar shall then prepare his index to
immovables for such property or portion of a prop-
erty thus cadastred in his index book for the
subdivisions :

c. On certificate of the registrar of the deposit of
the plan and book of reference of such subdivision
so made, the Lieutenant Governor in Council shall
issue a Proclamation by which he shall order that
all the hypothecs particularly affecting any of the
lots mentioned in the said plan and book of refer-
ence, and not including the hypothecs affecting the
whole property so divided, be renewed within a
delay of one year, to be computed from the day
fixed in such Proclamation, and in default of such
renewal being made, any person who has not con-
formed to the provisions of this section, shall lose
his rank or priority of hypothec ;

AND WHEREAS the lot number six hundred and
forty-seven (647), of the plan and book of reference
of Saint Roch's ward of the city of Québec, in the
registration division of Québec, has been before the
passing of the above mentioned Act, 53 Vic., ch. 53,
subdivided into lot without there having previously
been a plan and book of reference prepared accord-
ing to article 2175 of the Civil Code, or in compli-
ance with the Acts 38 Vic., ch. 15 and 48 Vic., c. 26.

AND WHEREAS a plan of the aforesaid subdivision
comprising the numbers 647 A and 647 B, has been
made, also a book of reference corresponding therewith ;

AND WHEREAS such plan and book of reference
have been addressed to the Commissioner of Crown
Lands for Our Province of Québec, with a certified
copy of such plan and book of reference ;

AND WHEREAS the said copy of the plan and book
of reference of the said subdivision has been depo-
sited in the registry office of the registration divi-
sion of Québec.

WHEREFORE, in virtue of the above mentioned
act, 53 Vic., chap. 53, We have ordered and do

sentés ordonnons que toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots mentionnés aux dits plan et livre de renvoi, et non compris les hypothèques affectant le lot No. 647, ainsi subdivisé, soient renouvelées dans un délai d'un an à compter du QUINZIÈME jour du mois de MARS prochain, et qu'à défaut de faire ce renouvellement, toute personne qui ne se sera pas conformée aux dispositions du susdit acte, 53 Vict., ch. 53, perdra son rang et priorité d'hypothèque.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EX FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: Témoin, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce HUITIÈME jour de FEVRIER dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-treize, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

739

hereby order that all the hypothecs particularly affecting any of the lots mentioned in the said plan and book of reference, and not including the hypothecs affecting the part of lot No. 647, so subdivided, be renewed within a delay of one year, to be computed from the FIFTEENTH day of the month of MARCH next, and that in default of such renewal being made, any person who has not conformed to the provisions of the aforesaid act, 53 Vict., ch. 53, shall lose his rank and priority of hypothec.

Of all which all Our loving subjects and all others to whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well Beloved, the Honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of the said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTH day of FEBRUARY in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-three, and in the fifty-sixth year of Our Reign.

By command,

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

740

Avis du Gouvernement

EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL DE L'INDE.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA.
Ottawa, 14 février 1893.

Avis est donné par le présent que les règlements, etc., concernant demande d'admission à l'examen pour le service civil de l'Inde, pour 1893, sont déposés au département du secrétaire d'État, aux secrétariats des diverses provinces et au bureau du secrétaire particulier de Son Honneur le lieutenant-gouverneur des Territoires du Nord-Ouest, où les candidats pourront les consulter.

Par ordre,

JOHN COSTIGAN,
Secrétaire d'État.

763

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la Loi Corporative des Compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du septième jour de février courant, incorporant Walter Whitfield Bostwick, de la cité de New-York, dans les États-Unis d'Amérique, manufacturier; John W. Allison, de la cité de Montréal, agent; Thomas Arthur Morrison, de la cité de Montréal, commerçant; George Hiram Kendall, de la cité de Montréal, manufacturier, et Rienzi A. Mainwaring, de la cité de Montréal, gentilhomme, dans le but de manufacturer et vendre des lattes composées de métal, et aussi du plâtre et autres matériaux employés dans les bâtisses, sous le nom de "Bostwick Metal Lath Company," avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en mille actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce septième jour de février 1893.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

735

Government Notices

EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE OF INDIA.

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE.
Ottawa, 14th February, 1893.

Notice is hereby given that the regulations, &c., governing the open competition for admission to the Indian civil service, for 1893, are filed in the department of the secretary of State, in those of secretaries of the several provinces and in the office of the private secretary of His Honor the lieutenant governor of the North West Territories, where they may be seen by intending candidates.

By command,

JOHN COSTIGAN,
Secretary of State.

764

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the seventh day of February instant, incorporating Walter Whitfield Bostwick, of the city of New-York, in the United States of America, manufacturer; John W. Allison, of the city of Montreal, agent; Thomas Arthur Morrison, of the city of Montreal, trader; George Hiram Kendall, of the city of Montreal, manufacturer, and Rienzi A. Mainwaring, of the city of Montreal, gentleman, for the manufacture and sale of laths composed of metal, and also of plaster and other materials used for building purposes, by the name of "Bostwick Metal Lath Company," with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000), divided into one thousand shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this seventh day of February, 1893.

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

736

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la Loi Corporative des Compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émisees sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du septième jour de février courant, incorporant Bendix Aaron Boas, marchand; Aaron Boas, marchand; Dame Lillie Boas, fille majeure et usant de ses droits; Samuel Davis, manufacturier; Adolphe Hertz, marchand, et Nathan Cohen, marchand, dans le but de faire les affaires d'importation d'articles étrangers de toute description, et de vendre, tenir et faire le commerce de marchandises sèches, et en général de faire les affaires de marchandises sèches et de manufacturer et vendre toute sorte de marchandises sèches et de lainages, sous le nom de B. A. Boas Company, avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce septième jour de février 1893.

LOUIS P. PELLETIER,

Secrétaire.

737

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Percé.

Lot 8, du 3e rang, à J. McCarthy.

E. E. TACHE,

Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne,

Québec, 18 février 1893.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton New-Richmond.

Est du lot 18, du 6e rang, à Jean Ls. Leblanc.

Canton McNider.

7e rang.

Partie S. O. du lot 2, à Paschal Franceur.

8e rang.

1/2 N. E. du lot 1, à Solom. Fraser.

Lot 2, à Aug. Ross.

Lot 3, à Guill. Ross.

Lot 4, à Wilf. St. Laurent.

Lot 5, à Joshua St. Laurent.

11e rang.

Lot 3, à Victor Thibault.

Lot 4, à Franc. Gagnon.

Lot 5, à Elz. Gagné.

E. E. TACHE,

Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne.

Québec, 18 février 1893.

789

No. 172.93.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Détacher de la paroisse de Saint-Colomban, comté des Deux-Montagnes, les lots du cadastre Nos. 1, 2, 3, 4, 5 et 6, et les annexer pour les fins scolaires à la municipalité de Saint-Canut No. 2, même comté.

815

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the seventh day of February instant, incorporating Bendix Aaron Boas, merchant; Aaron Boas, merchant; Dame Lillie Boas, spinster, *filie majeure et usant de ses droits*; Samuel Davis, manufacturer; Adolphe Hertz, merchant, and Nathan Cohen, merchant, to carry on the business of importing foreign goods of all descriptions, and to sell, handle and deal in dry goods, and generally to carry on a dry goods business and to manufacture and sell all kinds of dry goods and woollens, by the name of "B. A. Boas Company," with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this seventh day of February, 1893.

LOUIS P. PELLETIER,

Secretary.

738

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Percé.

Lot 8, of 3rd range, to J. McCarthy.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Crown Lands Department,

Quebec, 18th February, 1893.

PROVINCE OF QUEBEC

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township New-Richmond.

East 1/2 of lot 18, of 6th range, to Jean Ls. Leblanc.

Township McNider.

7th range

S. W. part of lot 2, to Paschal Franceur.

8th range.

N. E. 1/2 of lot 1, to Solom. Fraser.

Lot 2, to Aug. Ross.

Lot 3, to Guill. Ross.

Lot 4, to Wilf. St. Laurent.

Lot 5, to Joshua St. Laurent.

11th range.

Lot 3, to Victor Thibault.

Lot 4, to Franc. Gagnon.

Lot 5, to Elz. Gagné.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Crown Lands Department.

Quebec, 18th February, 1893.

790

No. 172.93.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To detach from the parish of Saint-Colomban, county of Two Mountains, the cadastral lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5 and 6, and annex them for school purposes, to the municipality of Saint-Canut No. 2, same county.

816

3709-92.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 13 février 1893.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en vertu de l'article 5253 et suivants, des statuts refondus de la province de Québec, par ordre en conseil en date du dixième jour de février courant, (1893), de sanctionner les actes de vente consentis par Calvin S. Richardson, du canton de North Stukely, comté de Shefford, et autres, du même comté, à Walter A. Taylor et autres, du village de Waterloo, dans le comté de Shefford, et les parties mentionnées aux dits actes, savoir: Walter A. Taylor, Hon. Gardner G. Stevens, H. L. Robinson, George H. Allen, John P. Noyes, Daniel Darby et Edward Slack, tous du village de Waterloo, dans le comté de Shefford, sont incorporés sous le nom de "Waterloo Cemetery Company." Lesquels dits actes et ordre en conseil ont été dûment enregistrés dans la division d'enregistrement du comté de Shefford.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la Province.

757

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érections de municipalités scolaires.

Eriger le canton Otis, dans le comté de Chicoutimi, en municipalité scolaire, sous le nom de Saint-Félix de Otis.

GEDEON OUMET,
Surintendant.

Québec, 8 février 1893.

705-2

No. 1300.90.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érections de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité de Saint-Michel d'Yamaska, dans le comté d'Yamaska, les lots du cadastre de la paroisse d'Yamaska, Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 20, 21, 24, 25, 28, 29, 32, 33, 44, 45, 49, 50, 54, 55, 59, 60, 62, 65, 66, 67, 68, 72, 73, 76, 77, 81, 82, 88 et 89.

Et de la municipalité scolaire de Saint-Michel d'Yamaska No. 3, les lots du dit cadastre Nos. 108 et 112, et annexer tous ces dits lots à la municipalité de Saint-François du Lac, paroisse, dans le même comté, pour les fins scolaires.

GEDEON OUMET,
Surintendant.

Québec, 9 février 1893.

707-2

No. 1937.90.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité de Saint-Prospér, dans le comté de Dorchester, les rangs onze, douze, treize et quatorze, du canton de Cranbourne, et les rangs un, deux et trois, du canton de Watford, partie sud-ouest, même comté, qui forment la mission de Saint-Benjamin, et les annexer à la municipalité de Cranbourne, même comté, pour les fins scolaires.

GEDEON OUMET,
Surintendant.

Québec, 6 février 1893.

703-2

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÉGLEMENTS DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Relating to notices for Private Bills.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de

3709-92.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 13th February, 1893.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, pursuant to article 5253 and following, of the revised statutes of the province of Quebec, by order in council dated the tenth of February instant (1893), to sanction the deeds passed by Calvin S. Richardson, of the township of North Stukely, county of Shefford, and others, of the same county, to Walter A. Taylor and others, of the village of Waterloo, in the county of Shefford, and the parties named in the said deeds, to wit: Walter A. Taylor, Hon. Gardner G. Stevens, H. L. Robinson, George H. Allen, John P. Noyes, Daniel Darby and Edward Slack, all of the village of Waterloo, in the county of Shefford, are incorporated under the name of "Waterloo Cemetery Company." Which said deeds and order in council have been duly registered in the registration division of the county of Shefford.

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial Secretary.

758

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Notice of application for the erection of school municipalities.

To erect township of Otis, in the county of Chicoutimi, into a school municipality, under the name of Saint Félix de Otis.

GEDEON OUMET,
Superintendent.

Quebec, 8th February, 1893.

706

No. 1300.90.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect school municipalities.

To detach from the municipality of Saint Michel d'Yamaska, in the county of Yamaska, the lots of the cadastre of the parish of Yamaska, Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 20, 21, 24, 25, 28, 29, 32, 33, 44, 45, 49, 50, 54, 55, 59, 60, 62, 65, 66, 67, 68, 72, 73, 76, 77, 81, 82, 88 and 89.

And from the school municipality of Saint Michel d'Yamaska No. 3, the lots of the said cadastre Nos. 108 and 112, and to annex all the said lots to the municipality of Saint François du Lac, parish, in the same county, for school purposes.

GEDEON OUMET,
Superintendent.

Quebec, 9th February, 1893.

708

No. 1937.90.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect school municipalities.

To detach from the municipality of Saint Prosper, in the county of Dorchester, ranges eleven, twelve, thirteen and fourteen, of the township of Cranbourne, and ranges one, two and three, of the township of Watford, south west part, same county, which form the mission of Saint Benjamin, and annex them to the municipality of Cranbourne, same county, for school purposes.

GEDEON OUMET,
Superintendent.

Quebec, 6th February, 1893.

704

EXTRAITS OF THE RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway,

fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des bateaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent cinquante piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant qu'un projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

a turnpike road or telegraph line the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works, the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting, to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bills shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

4271

G. C. L.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le déparçage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas de journal publié en français, soit de journal publié en français dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

4272

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of

déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Les bills pour incorporer les villes ne doivent contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que "on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décrire que la clause que on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeront pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

L. G. DESJARDINS,
4273-2 Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est donné que, les soussignés et beaucoup d'autres, dont les propriétés sont cotisées pour l'élargissement de la rue Bleury, s'adresseront à la Législature Provinciale, à cette session, pour faire changer les limites.

J. Y. GILMOUR,
LUCIEN HUOT,
HENRY AUSTIN,

Pour la succession John Tiffin.

Montréal, 9 février 1893. 687-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Pomological Society de la province de Québec," pour l'avancement de l'art de cultiver les fruits, en tenant des assemblées dans toute la province, par l'exposition de fruits et pour la discussion de toutes questions relatives à la culture des fruits, en recueillant et disséminant les informations utiles et par tels autres moyens qui seront, de temps en temps, jugés à propos.

(Signé), WHITE & DUCLOS,
Solliteurs des Requérants.

Montréal, 12 janvier 1893 289-5

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'à la session actuelle de la Législature de la province de Québec, George Tanguay, écuyer, rentier, Edouard Murdock Mackenzie, écuyer, notaire, Philibert Tanguay, écuyer, médecin, tous trois de Saint-Gervais,

the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of towns only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. G. DESJARDINS,
4274 Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Notice is given that, the undersigned and many others, whose properties are assessed for the widening of Bleury street, will apply to Provincial Legislature, at present session, to have the limits altered.

J. Y. GILMOUR,
LUCIEN HUOT,
HENRY AUSTIN,

For estate John Tiffin.

Montreal, 9th February, 1893. 688

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Québec, for an act to incorporate the Pomological Society of the province of Québec, for the advancement of the art of fruit culture, by holding meetings throughout the province, for the exhibition of fruit and for the discussion of all questions relative to fruit culture, by collecting and disseminating useful information and by such other means as may, from time to time, seem advisable.

(Signed), WHITE & DUCLOS,
Solicitors for Applicants.

Montreal, 12th January, 1893. 290

NOTICE.

Notice is hereby given that at the actual session of the Legislature of the province of Québec, George Tanguay, esquire, renter, Edouard Murdock Mackenzie, esquire, notary, Philibert Tanguay, esquire, physician, all three of Saint Gervais, Ephrem Audet,

Ephrem Aulet, écuyer, marchand, de Saint-Lazare, John Lavallée, écuyer, marchand, de Saint-Charles, et Solymes Fougues, écuyer, régistrateur, de Saint-Michel, demanderont un acte de la dite législature, les incorporant et toutes autres personnes qui deviendront actionnaires sous le nom de La Compagnie de Téléphone de Bellechasse, et leur accordant une charte pour leur donner droit de construire, entretenir et exploiter une ou des lignes électriques pour communication téléphonique dans et avec les diverses paroisses des comtés de Bellechasse, Montmagny, l'Islet, Lévis, et communication avec la cité de Québec, et aussi droit de louer, vendre ou autrement disposer des dites lignes et dépendances, d'acquiescer le bois et autres matériaux nécessaires pour les fins de les dites fins et d'en disposer. Le principal lieu d'affaires de la dite compagnie sera dans la paroisse de Saint-Gervais.

AMYOT & LEBEL,
Avocats et Procureurs des Requérants.

Québec, 19 janvier 1893. 371-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Lake Megantic Pulp Company," dans le but de manufacturer de la pulpe de bois moulu et toutes autres affaires y ayant rapport. Le principal bureau sera dans le canton de Whitton.

JOSEPH L. TERRILL,
Solliciteur des Requérants.

7 janvier 1893. 407-5

La Compagnie du chemin de fer du Parc de l'Isle de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, durant la présente session, pour obtenir des amendements à son acte d'incorporation et à l'acte qui l'amende.

E. LEF. DE BELLEFEUILLE,
Procureur de la requérante.
Montréal, 19 janvier 1893. 415-5

AVIS DIVERS

AVIS PUBLIC.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Municipalité du comté d'Ottawa.

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, P. Thos. Desjardins, secrétaire-trésorier :

Que le conseil de cette municipalité, à une session générale tenue le quatorzième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-douze, a passé la résolution suivante :

"Que le territoire formant présentement partie de la municipalité du canton de Lochaber, étant composé de tous les lots depuis No. un (No. 1), jusqu'au No. quatorze (No. 14), inclusivement, des huitième, neuvième, dixième, onzième et douzième concession du dit canton, et de tous les lots des sixième, septième, huitième et neuvième rangs de son *gore* ou augmentation; le dit territoire étant borné au sud par le septième rang du dit canton et par le cinquième de son *gore* ou augmentation, au nord par les cantons de Ripon and Mulgrave, à l'est par la paroisse de Sainte-Angélique, et à l'ouest par la paroisse de Sainte-Malachie, soit et est par les présentes érigé en municipalité sous le nom de "Municipalité de la partie nord du canton de Lochaber", et que copie de la présente résolution avec tous les documents nécessaires soient transmis au lieutenant-gouverneur en conseil, pour son approbation aux frais des pétitionnaires."

Que cette résolution a été approuvée par le li u-

esquire, merchant of Saint Lazare, John Lavallée, esquire, merchant, of Saint Charles, and Solyme Fougues, esquire, registrar, of Saint Michel, will apply to the said Legislature for an act incorporating them and all other persons who may become shareholders under the name of The Telephonic Company of Bellechasse, and granting them a charter giving them the right of building, maintaining and operating telegraphic line or lines for a telephonic communication between and with the several parishes of the counties of Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Lévis, and communication with the city of Québec, and also the right of leasing, selling and otherwise disposing of the said lines and dependencies, and to acquire the timber and other necessary materials for the said end, and to dispose of the same. The chief place of business of the said company will be in the parish of Saint Gervais.

AMYOT & LEBEL,
Advocates and Attorneys
for the said Applicants.

Quebec, 19th January, 1893. 372

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate the Lake Megantic Pulp Company, for the purpose of manufacturing ground wood pulp and any other business incidental thereto. The head office to be in the township of Whitton.

JOSEPH L. TERRILL,
Solicitor for Applicants.

7th January, 1893. 408

The Montreal Park and Island Railway Company, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session, for an amendment to its act of incorporation and to the act amending the same.

E. LEF. DE BELLEFEUILLE,
Attorney for petitioner.
Montreal, 19th January, 1893. 416

Miscellaneous Notices

PUBLIC NOTICE.

PROVINCE OF QUEBEC.

Municipality of the county of Ottawa.

Public notice is hereby given, by the undersigned, P. Thos. Desjardins, secretary treasurer :

That the conseil of this municipality, at a general session held on the fourteenth day of December, one thousand eight hundred and ninety-two, adopted the following resolution :

"That the territory presently forming part of the municipality of the township of Lochaber, and being composed of all the lots from No. one (No. 1), to No. fourteen (No. 14), inclusive, of the eighth, ninth, tenth, eleventh and twelve ranges of the said township, and of the sixth, seventh, eighth and ninth ranges of its *gore*; the said territory being bounded on the south by the seventh range of the said township and fifth range of its *gore*, on the north by the townships of Ripon and Mulgrave, on the east by the parish of Sainte-Angélique, on the west by the parish of Sainte-Malachie, be and the same is hereby erected into a municipality under the name of "Municipality of the north part of the township of Lochaber," and that copy of the present resolution with all the necessary documents be forwarded to the lieutenant governor in council, for the approval of the same at costs of petitioners."

That this resolution has been approved by the

tenant-gouverneur en conseil, le septième jour de février A. D. 1893.

P. THOS. DESJARDINS,
Secrétaire-trésorier.

Donné à Hull, 13 février 1893. 765

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau de la province de Québec, octroyant une charte incorporant en corps politique (en communlité) les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie.

1° Le nom incorporé de la compagnie sera "Montreal Stave & Barrel Company."

2° Son but est de manufacturer toute espèce d'articles de tonnellerie, douves, fonds de bard, bords, caques, barillets, boîtes et autres articles y ayant rapport.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de douze mille piastres, divisé en cent vingt actions de cent piastres chacune.

5° Les noms des requérants sont comme suit : Robert Gardner, manufacturier ; James C. King, fondateur ; Edward Langley Bond, gérant d'assurance ; Davis S. Walker, marchand de quincaillerie ; William Gibbon Pullan, marchand ; Joseph Ney Babson, manufacturier ; David Seath, comptable ; Evangelist Beausoleil, propriétaire de moulin ; Arthur M. Perkins, agent, tous de la cité de Montréal.

6° Les dits Robert Gardner, James C. King, Edward L. Bond, Davis S. Walker, Joseph Ney Babson, William G. Pullan et David Seath seront les premiers directeurs et directeurs provisoires de la compagnie dont la majorité desquels sont sujets anglais.

W. G. CRUICKSHANK,
Procureurs de requérants.

Montréal, 13 février 1893. 797

Province de Québec,)
District de Beauharnois.) *Cour Supérieure.*
No. 1143.

Dame Marie Tétrault, de la paroisse de Saint-Antoine Abbé, dit district, a ce jour intentée une action en séparation de biens contre Isaac Séguin, carrossier, du même lieu.

THOS. BROSSOIT,
Avocat de la demanderesse.

Beauharnois, 7 janvier 1893. 635-2

Province de Québec,)
District de Montréal.) *Cour Supérieure.*
No. 1932.

Dame Annie Beauchamp, de Montréal, autorisée à ester en justice, Demanderesse :

vs.

Adonias Dansereau, de Montréal, confiseur, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée.

L. CONRAD PELLETIER,
Procureur de la Demanderesse.

Montréal, 26 janvier 1893. 531-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes en vertu des dispositions de la "loi corporative des compagnies à fonds social," afin d'incorporer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, à être créée en corps politique comme dit ci-après :

1° Le nom corporatif de la compagnie est "L'Association Athlétique de Saint-Roch de Québec" ;

lieutenant governor in council, on the seventh day of February, A. D. 1893.

P. THOS. DESJARDINS,
Secretary treasurer.

Given at Hull, 13th February, 1893. 766

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, to obtain letters patent under the great Seal of the province of Quebec, granting a charter incorporating as a body politic (limited) the petitioners and such other persons as may become shareholders of the company.

1° The corporate name of the company will be "Montreal Stave & Barrel Company."

2° Its object is the manufacture of all kinds of coopers stock, staves, headings, barrels, casks, kegs, boxes and all collateral lines connected therewith.

3° The chief place of business of the said company will be the city of Montreal.

4° The amount of capital stock of the said company will be twelve thousand dollars and will be divided into one hundred and twenty shares of one hundred dollars each.

5° The names of the petitioners are as follows : Robert Gardner, manufacturer ; James C. King, founder ; Edward Langley Bond, insurance manager ; Davis S. Walker, hardware merchant ; William Gibbon Pullan, merchant ; Joseph Ney Babson, manufacturer ; David Seath, accountant ; Evangelist Beausoleil, mill owner ; Arthur M. Perkins, agent, all of the city of Montreal.

6° The said Robert Gardner, James C. Kings, Edward L. Bond, David S. Walker, Joseph Ney Babson, William G. Pullan and David Seath are the first provisional directors of the company and the majority of whom are British subjects.

W. G. CRUICKSHANK,
Attorney for petitioners.

Montreal, 13th February, 1893. 798

Province of Quebec,)
District of Beauharnois.) *Superior Court.*
No. 1143.

Dame Marie Tétrault, of the parish of Saint-Antoine Abbe, said district, has this day instituted an action in separation as to property against her husband Isaac Séguin, carriage maker of the same place.

THOS. BROSSOIT,
Attorney for plaintiff.

Beauharnois, 7th January, 1893. 636

Province of Quebec,)
District of Montreal.) *Superior Court.*
No. 1932.

Dame Annie Beauchamp, of Montreal, authorized to sue, Plaintiff ;

vs.

Adonias Dansereau, of Montreal, confectioner, Defendant.

An action for separation of property has been instituted.

L. CONRAD PELLETIER,
Attorney for Plaintiff

Montreal, 26th January, 1893. 532

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for letters patent under the provisions of the "Joint Stock Companies' Incorporation Act", to incorporate the applicants and such other persons who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1° The corporate name of the proposed company is "L'Association Athlétique de Saint-Roch de Québec" ;

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'établir et d'exploiter un lieu de réunion pour des fins sociales, littéraires, récréatives et aussi d'exercices athlétiques ;

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec, Puissance du Canada ;

4° Le chiffre projeté du fonds social sera de cinq mille piastres (\$5,000) ;

5° Le nombre d'actions sera de deux cent cinquante, et le montant de chaque action sera de vingt piastres (\$20.00) ;

6° Les noms, résidence et profession de chacun des requérants sont :

Jean-Baptiste Laliberté, manufacturier ; Gaspard Rochette, manufacturier ; Joseph Gauthier, peintre ; le Chevalier Jean Elie Martineau, négociant en quincaillerie ; Charles E. Roy, marchand de cuir ; E. T. Nesbitt, entrepreneur-constructeur ; I. Honoré Gignac, conseiller de ville et propriétaire de scieries ; Napoléon Lavoie, gérant de Banque ; et Joseph Edouard Boily, notaire, tous sont sujets britanniques et résidant dans la dite cité de Québec.

J. E. BOILY,

Secrétaire *pro tem.*

Québec, 30 janvier 1893.

571-3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No. 771.

Dame Marie Nativité Boisjoly, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Narcisse Bourbeau, du même lieu, présentement en la cité de Montréal, journalier, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Narcisse Bourbeau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt de janvier courant 1893.

IGN. AUBERT,

Procureur de la Demanderesse.

Québec, 21 janvier 1893.

429-4

District de Montréal—Cour Supérieure.

Dame Philomène Boulanger, épouse de Paul Couture, de la cité et du district de Montréal, a ce jour institué une action en séparation de biens contre son dit époux, par action portant le No. 1863, des dossiers de cette cour.

MERCIER, GOUIN & LEMIEUX,

Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 18 janvier 1893.

453-4

Province de Québec, }
District de St-Hyacinthe, } *Cour Supérieure.*
No. 39.

Madame Luce Chagnon, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, épouse de Léon Roireau dit Laliberté, de la paroisse de Sainte-Rosalie, dans le dit district,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Léon Roireau dit Laliberté, Défendeur.
Aujourd'hui, la demanderesse a pris contre le défendeur une action en séparation de corps et de biens en cette cause.

A. O. T. BEAUCHEMIN,

Avocat de la Demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 25 janvier 1893.

467-4

Province de Québec, }
District de Terrebonne, } *Cour Supérieure.*
No. 401.

Dame Louisa Parson, du village de Carillon, dit district, épouse de William Manson, du même lieu, boulanger, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

R. P. DE LARONDE,

Avocat de la Demanderesse.

Saint-Scholastique, 14 décembre 1892.

473-4

2° The object for which incorporation is sought is to establish and carry on a place of meeting for social and literary purposes, and for the practise of athletic games and recreative exercises ;

3° The chief place of business of the company is to be in the city of Quebec, province of Quebec, Dominion of Canada ;

4° The proposed amount of the capital stock is five thousand dollars (\$5,000) ;

5° The number of shares is to be two hundred and fifty, and the amount of each share is to be twenty dollars (\$20.00) each ;

6° The names in full, the residences and callings of each of the applicants are :

Jean Baptiste Laliberté, manufacturer ; Gaspard Rochette, manufacturer ; Joseph Gauthier, house painter ; Jean Elie Martineau, Knight, hardware merchant ; Charles E. Roy, leather merchant ; E. T. Nesbitt, builder and contractor ; I. Honoré Gignac, city councillor and saw-mill proprietor ; Napoléon Lavoie, bank manager ; and Joseph Edouard Boily, notary, all of whom are british subjects and resident in said city of Quebec.

J. E. BOILY,

Secretary *pro tem.*

Quebec, 30th January, 1893.

572

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 771.

Dame Marie Nativité Boisjoly, of the city of Quebec, wife common as to property of Narcisse Bourbeau, of the same place, now in the city of Montreal, laborer, duly authorized to sue,
Plaintiff ;

vs.

The said Narcisse Bourbeau, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the twentieth of January instant, 1893.

IGN. AUBERT,

Attorney for Plaintiff.

Quebec, 21st January, 1893.

430

District of Montreal—Superior Court.

Dame Philomène Boulanger, wife of Paul Couture, of the city and district of Montreal, has this day instituted an action for separation as to property against her said husband, said writ being No. 1863, of the records of this court.

MERCIER, GOUIN & LEMIEUX,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 18th January, 1893.

454

Province of Quebec, }
District of St. Hyacinth, } *Superior Court.*
No. 39.

Luce Chagnon, of the city and district of Saint Hyacinthe, wife of Léon Roireau dit Laliberté, of the parish of Sainte Rosalie, in the said district,
Plaintiff ;

vs.

The said Léon Roireau dit Laliberté, Defendant.
The plaintiff has entered, to day, against the defendant an action in separation from bed and board in this cause.

A. O. T. BEAUCHEMIN,

Attorney for Plaintiff.

Saint Hyacinthe, 25th January, 1893.

468

Province of Quebec, }
District of Terrebonne, } *Superior Court.*
No. 401.

Dame Louisa Parson, of the village of Carillon, said district, wife of William Manson, of the same place, baker, has this day instituted an action in separation of property from her said husband.

R. P. DE LARONDE,

Attorney for Plaintiff

Saint Scholastique, 14th December, 1892. 474

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 127.
 Dame M. S. Joséphine Brosseau, de Montréal,
 autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
 vs.
 Pierre Thomas Brosseau, de Montréal,
 Défendeur ;
 et
 Octave Dumontel, de Laprairie, Tiers Saisi.
 Une action en séparation de biens a été instituée.
 L. CONRAD PELLETIER,
 Procureur de la Demanderesse.
 Montréal, 23 janvier 1893. 471-4

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }
 Lew Rohdt, des cité et district de Montréal, trésorier,
 Demandeur ;
 vs.
 Dame Albina Quesnel, du même lieu, épouse com-
 mune en biens du dit Lew Rohdt
 Défenderesse.
 Le dit Demandeur a institué ce jour une action
 en séparation de corps et de biens contre sa dite
 épouse, la susdite défenderesse.
 HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
 Procureurs du Demandeur.
 Montréal, 18 janvier 1893. 497-4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 1804.
 Dame Julie Vallée, de la cité et du district de
 Montréal, épouse de Jean Baptiste Fortin, du même
 lieu, a institué, ce jour, une action en séparation de
 biens contre son dit époux.
 LAMOTHE & TRUDEL,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 31 décembre 1892. 343-5

Cour Supérieure.—Montreal.
 No. 1007.
 Alphonsine Côté, de la cité et du district de Mont-
 réal, épouse de Napoléon Dupont, manufacturier,
 du même lieu, dûment autorisée à ester en jus-
 tice, Demanderesse ;
 et
 Le dit Napoléon Dupont, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 19 décembre 1892.

U. PLOURDE,
 Avocat de la Demanderesse.
 Montréal, 25 janvier 1893. 469-4

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Dans la Cour Supé-
 rieure.*
 No. 907.
 Dame Margaret Catherine Lloyd, de la ville de Coa-
 ticook, dans le district de Saint-François, épouse
 commune en biens de George W. McKee, du même
 lieu, commerçant, dûment autorisée à ester en jus-
 tice, a institué une action en séparation de biens
 contre son dit mari.
 W. L. SHURTLEFF,
 Procureur de la demanderesse.
 Sherbrooke, 18 janvier 1893. 413-5

Province de Québec, }
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
 Avis est par les présentes donné que Dame Rosalba
 Cyr, de la ville et du district d'Iberville, épouse
 d'Alphonse Bessette, commerçant, du même lieu, a
 ce jour, institué une action en séparation de biens
 contre son dit époux devant la dite cour.
 PARADIS & CHASSÉ,
 Avocats de la demanderesse.
 Saint-Jean, 18 janvier 1893. 339-5

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 127.
 Dame M. S. Josephine Brosseau, of Montreal, duly
 authorized to sue, Plaintiff ;
 vs.
 Pierre Thomas Brosseau, of Montreal,
 Defendant ;
 and
 Octave Dumontel, of Laprairie, Garnishee.
 An action for separation of property has been
 instituted.
 L. CONRAD PELLETIER,
 Attorney for Plaintiff.
 Montreal, 23rd January, 1893. 472

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }
 Lew Rohdt, of the city and district of Montreal,
 treasurer, Plaintiff ;
 vs.
 Dame Albina Quesnel, of the same place, wife
 common as to property of the said Lew Rohdt.
 Defendant.
 The said plaintiff has this day instituted an action
 for separation as to bed and board from his said
 wife, the above named defendant.
 HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
 Attorneys for Plaintiff.
 Montreal, 18th January, 1893. 498

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1804.
 Dame Julie Vallée, of the city and district of
 Montreal, wife of Jean Baptiste Fortin, of the same
 place, has this day, instituted an action for separa-
 tion as to property against her said husband.
 LAMOTHE & TRUDEL,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 31st December, 1892. 344

Superior Court.—Montreal.
 No. 1007.
 Alphonsine Côté, of the city and district of Mont-
 real, wife of Napoléon Dupont, manufacturer, of
 the same place, duly authorized to sue, Plaintiff ;
 and
 The said Napoleon Dupont, Defendant.
 An action for separation of property has been
 instituted in this cause, on the 19th December,
 1892.
 U. PLOURDE,
 Attorney for Plaintiff.
 Montreal, 25th January, 1893. 470

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *In the Superior Court.*
 No. 907.
 Dame Margaret Catherine Lloyd, of the town of
 Coaticook, in the district of Saint Francis, wife
 commune en biens of George W. McKee, of the same
 place, trader, judicially authorized to ester en jus-
 tice, has this day instituted an action in separation
 as to property against her said husband.
 W. L. SHURTLEFF,
 Attorney for plaintiff.
 Sherbrooke, 18th January, 1893. 414

Province of Quebec, }
 District of Iberville. } *Superior Court.*
 Notice is hereby given that Dame Rosalba Cyr,
 of the town and district of Iberville, wife of Alphonse
 Bessette, of the same place, trader, has, this day,
 instituted an action for separation as to property
 against her said husband before the said court.
 PARADIS & CHASSÉ,
 Attorneys for plaintiff.
 Saint John, 18th January, 1893. 340

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 162.

Dame Délima Morin, de la cité et du district de Montréal, épouse de Adélar Lanthier, chapelier, du même lieu, a ce jour institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

BEAUDIN & CARDINAL,
 Avocats de la demanderesse

Montréal, 7 février 1893. 677-2

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 No. 1430.

Dame Marie Aglaé Massé, du village de Saint-Césaire, dans le district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Amédée Fréchette, hôtelier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a intentée devant la cour supérieure de ce district, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

GIRARD & PELLETIER,
 Avocats de la Demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 12 septembre 1892. 723-2

Cour Supérieure—Quebec.
 No. 869.

Dame Joséphine Allard, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Olivier Bélanger, du même lieu, messenger, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Olivier Bélanger, de la cité de Québec, messenger, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été institué par la demanderesse en cette cause, contre le défendeur, son mari.

MONTAMBAULT, LANGELIER &
 LANGELIER,

697-2 Procureurs de la Demanderesse.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 162.

Dame Délima Morin, of the city and district of Montreal, wife of Adélar Lanthier, latter, of the same place, has this day instituted an action for separation of property against her said husband.

BEAUDIN & CARDINAL,
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th February, 1893. 678

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 No. 1430.

Dame Marie Aglaé Massé, of the village of Saint-Césaire, in the district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Amédée Fréchette, hotel keeper, of the same place, and duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted before the superior court of this district, an action in separation as to property from her said husband.

GIRARD & PELLETIER,
 Attorneys for Plaintiff.

Saint Hyacinth, 12th September, 1892. 724

Superior Court—Quebec.
 No. 869.

Dame Josephine Allard, of the city of Quebec, wife common as to property of Olivier Belanger, of the same place, messenger, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs.

Olivier Belanger, of the city of Quebec, messenger, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by the plaintiff in this cause, against the defendant, her husband.

MONTAMBAULT, LANGELIER &
 LANGELIER,

693 Attorneys for Plaintiff.

Avis de Faillites

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Beauce. }
 De J. Fortin et c^{ie}, Demandeurs ;

vs.

David Mathieu, commerçant, de Saint-François, Beauce, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 30^{ème} jour de janvier 1893, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

A. FORTIER,
 Curateur.

Saint-François, nord-est, Beauce. 755

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Douglass & McNiece, de la cité de Montréal, marchands, Faillis.

Avis est par le présent donné que, le dixième jour de février courant, dix-huit cent quatre-vingt-treize, par ordre de la dite cour supérieure, à Montréal, le soussigné a été dûment nommé curateur des biens des susdits faillis, qui en ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être déposées entre les mains du soussigné, dans son bureau, 501, rue Mignonne, dans la cité de Montréal, sous trente jours.

DAVID YUILE,
 Curateur.

Montréal, 10 février 1893. 729

Bankrupt Notices

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Beauce. }
 De J. Fortin et c^{ie}, Plaintiffs ;

vs.

David Mathieu, merchant, of Saint Francis, Beauce, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 30th day of January, 1893, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

A. FORTIER,
 Curator.

Saint Francis, north east, Beauce. 756

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Douglass & McNiece, of the city of Montreal, merchants, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the tenth day of February instant, eighteen hundred and ninety-three, by an order of the said superior court, at Montreal, the undersigned was duly appointed curator to the estate of the above mentioned insolvents, who have made a judicial abandonment of their estate for the benefit of their creditors.

Claims must be filed with the undersigned, at his office, 501, Mignonne street, in the city of Montreal, within a delay of thirty days.

DAVID YUILE,
 Curator.

Montreal, 10th February, 1893. 730

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Alphonse David, Montréal, Insolvable.
 Avis vous est donné que, le 14^e jour de février 1893,
 par un ordre de la cour, nous avons été nommés
 curateurs conjoints à la succession du sus-nommé,
 qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et
 effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être filées à notre bureau
 sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
 7, Place d'Armes.
 Montréal, 18 février 1893. 775

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de C. Rousseau, épiciier, Québec,
 Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
 dernier bordereau de dividende a été préparé en
 cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 6
 mars prochain.

Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou
 après le 7 mars prochain.

HENRY A. BEDARD,
 Curateur.

Bureau : 125, rue Saint-Pierre.
 Québec, 16 février 1893. 821

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 Zéphirin Boisclair, Requéant cession ;
 et

Alexandre Provencher, Débiteur cédant.
 Je, soussigné, Zéphirin Boisclair, requérant ces-
 sion en cette cause, donne avis que, le treizième
 jour de février courant, Alexandre Provencher,
 commerçant, de la paroisse de Sainte-Monique, a
 fait abandon de ses biens pour le bénéfice de ses
 créanciers, au bureau du protonotaire de la cour
 supérieure pour le district des Trois-Rivières.

ZEPHIRIN BOISCLAIR,
 Requéant cession.
 E. D. BOISCLAIR,

Procur. du Requéant cession.
 Trois-Rivières, 13 février 1893. 803

Dans l'affaire de J. Alf. Bernier, marchand, Québec,
 Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
 ordre de la cour, en date du 11 février 1893, j'ai été
 nommé curateur, et MM. J. B. E. Letellier et
 Octave T. Poitras, inspecteurs aux biens de cette
 succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
 cette succession sont requises de les produire devant
 moi dans les 30 jours de la dite date.

J. A. COTE,
 Curateur.

Bureau : 118-120, rue Saint-Paul.
 Québec, 13 février 1893. 759

Province de Québec, }
 District de Gaspé. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de James Méthot, marchand, Grande
 Rivière, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
 dernier bordereau de dividende a été préparé en
 cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 6
 mars prochain.

Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou
 après le 7 mars prochain.

HENRY A. BEDARD,
 Curateur.

Bureau : 125, rue Saint-Pierre.
 Québec, 15 février 1893. 791

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Alphonse David, Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the 14th day of
 February, 1893, by order of the court, we were
 appointed joint curators to the estate of the above
 named, who has made a judicial abandonment of all
 his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one
 month.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint Curators.

Office of Kent & Turcotte,
 7, Place d'Armes, sq.
 Montreal, 18th February, 1893. 776

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 In the matter of C. Rousseau, grocer, Quebec,
 Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final
 dividend sheet has been prepared in this matter, and
 will be subject to objection until the 6th of March
 next.

This dividend will be payable at my office, on or
 after the 7th of March next.

HENRY A. BEDARD,
 Curator.

Office : 125, Saint Peter street.
 Quebec, 16th February, 1893. 822

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 Zéphirin Boisclair, Petitioner for assignment ;
 and

Alexandre Provencher, Assigning debtor.
 I, the undersigned, Zéphirin Boisclair, petitioner
 for assignment in this cause, hereby give notice
 that, on the thirteenth of February instant, Alexan-
 dre Provencher, trader, of the parish of Sainte
 Monique, has made an assignment of his estate for
 the benefit of his creditors, at the office of the pro-
 thonotary of the superior court for the district of
 Three Rivers.

ZEPHIRIN BOISCLAIR,
 Petitioner for assignment.
 E. D. BOISCLAIR,

Atty. of Petitioner for assignment.
 Three Rivers, 13th February, 1893. 804

In the matter of J. Alf. Bernier, merchant, Quebec,
 Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order
 of the court, dated 11th February, 1893, I have
 been appointed curator, and Messrs. J. B. E. Letel-
 lier and Octave T. Poitras, inspectors to the pro-
 perty of this estate.

All persons having claims against said estate are
 requested to file them with me within 30 days from
 this date.

J. A. COTE,
 Curator.

Office : 118-120, Saint Paul street.
 Quebec, 13th February, 1893. 760

Province of Quebec, }
 District of Gaspé. } *Superior Court.*
 In the matter of James Méthot, marchand, Grande
 Rivière, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final divid-
 end sheet has been prepared in this matter, and will
 be subject to objection until the 6th of March next.

This dividend will be payable at my office, on or
 after the 7th of March next.

HENRY A. BEDARD,
 Curator.

Office 125, Saint Peter street,
 Quebec, 15th February, 1893. 792

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de William Murray, de Sherbrooke,
failli.

Avis est par le présent donné que, le dixième jour de février 1893, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoint des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations dûment attestées doivent être déposées entre les mains de Royer & Burrage, sous un mois.

R. R. BURRAGE,
C. H. NUTTER,
Curateurs conjoints.

Bureau de Royer & Burrage,
87, rue Wellington, Sherbrooke, Qué.,
Sherbrooke, 14 février 1893. 781

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re J. A. Riopelle, Failli.

Nous, sous-signés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs aux biens du dit failli, par l'honorable juge, en date du 9ième jour de février courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à notre bureau, No. 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours, à compter du présent avis.

BILODEAU & RENAUD,
Curateurs.

Montréal, 9 février 1893. 795

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Wm F. Dougherty & Cie, Faillis.

Nous, sous-signés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs aux biens des dits faillis par l'honorable juge, en date du 9ième jour de février courant.

Les créanciers des dits faillis sont requis de produire leurs réclamations à notre bureau, No. 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours, à compter du présent avis.

BILODEAU & RENAUD,
Curateurs.

Montréal, 10 février 1893. 793

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
In re Lemire & Frère, Drummondville, Insolubles.

Avis est par le présent donné que, le 11ième jour de février 1893, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers. Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

LAMARCHE & OLIVIER,
Curateurs conjoints.

No. 1709, rue Notre-Dame,
Montréal, 15 février 1893. 799

Règles de Cour

Dans la Cour Suprême.

Dans l'affaire de "The Maritime Bank of the Dominion of Canada" et de sa liquidation, en vertu de l'acte des liquidations.

Sur demande des liquidateurs de la susdite banque, et vu leur requête ci-annexée, le premier jour d'avril prochain est par le présent fixé comme le jour ou avant lequel tous les porteurs de billets de la dite banque dont les réclamations n'ont pas été produites, doivent produire leurs réclamations à leur sujet entre les mains des dits liquidateurs, dans la cité de Saint-Jean, dans la

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
In the matter of William Murray, of Sherbrooke,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the tenth day of February, 1893, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims duly attested must be filed with Royer & Burrage, within one month.

R. R. BURRAGE,
C. H. NUTTER,
Joint curators.

Office of Royer & Burrage,
87, Wellington street, Sherbrooke, Que.,
Sherbrooke, 14th February, 1893. 782

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re J. A. Riopelle, Insolvent.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators in the estate of said insolvent, by the honorable judge, in date of 9th day of February instant.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims at our office, No. 15, Saint James street, within thirty days, from the present notice.

BILODEAU & RENAUD,
Curators.

Montreal, 9th February, 1893. 796

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Wm F. Dougherty & Co, Insolvents.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators in the estate of said insolvent by the honorable judge, in date of 9th day of February instant.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims at our office, No. 15, Saint James street, within thirty days, from the present notice.

BILODEAU & RENAUD,
Curators.

Montreal, 10th February, 1893. 794

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
In re Lemire & Frère, Drummondville, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 11th day of February, 1893, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors. Claims must be filed at our office within one month.

LAMARCHE & OLIVIER,
Joint Curators.

No. 1709, Notre Dame street,
Montreal, 15th February, 1893. 800

Rules of Court

In the Supreme Court.

In the matter of The Maritime Bank of the Dominion of Canada, and in the winding up of the same, under the Winding up Act.

Upon the application of the liquidators of the above bank, and upon reading their petition hereto annexed, the first day of April next is hereby fixed as the day on or before which all holders of notes of the said bank in respect of which claims have not been filed, must file their claims in respect thereof with the said liquidators, at the city of Saint John, in the province of New Brunswick, and I do hereby

province du Nouveau-Brunswick, et j'ordonne par le présent que le montant réservé en vertu de la section 103, de l'Acte des Liquidations pour le paiement de tels billets en circulation, ou un égal montant d'iceux, d. nt il ne sera pas demandé, fasse, après le dit premier jour d'avril prochain, partie du fonds général et soit payable comme une partie d'un dernier dividende aux créanciers de la dite banque; et que tous les porteurs de tels billets de la dite banque qui ne produiront pas leurs réclamations ou ne feront pas application pour les dividendes dans le temps ci-dessus fixé par cet ordre, seront alors pour toujours absolument exclus de toutes et aucune réclamations en rapport avec les dits billets de la dite banque alors en circulation et que tous droits ou réclamations en rapport avec iceux seront alors, en conséquence, désavoués.

Daté dans la cité de Fredericton, dans la province du Nouveau-Brunswick, ce vingt-huitième jour de janvier A. D. 1893.

(Signé.) JOHN C. ALLEN,
Juge en chef,
Cour Suprême.

685-2

Dans la Cour Suprême.

Dans l'affaire de "The Maritime Bank of the Dominion of Canada," et sa liquidation, en vertu de l'acte des liquidations.

Vu la requête des liquidateurs de la susdite banque, et sur la demande des dits liquidateurs, le premier jour d'avril prochain est fixé le jour ou avant lequel les créanciers de la dite banque et autres qui ont des réclamations peuvent envoyer leurs réclamations, les dites réclamations devant être envoyées aux dits liquidateurs de la dite banque, dans la cité de Saint-Jean, dans la province du Nouveau-Brunswick; et j'ordonne qu'avis du dit jour soient donnés par les dits liquidateurs par publication de cet ordre dans la *Gazette du Canada* et dans la *Gazette Officielle* de chaque province du Canada, trois fois, et dans deux journaux quotidiens publiés dans la dite cité de Saint-Jean, durant deux semaines consécutives.

Daté ce vingt-huitième jour de janvier A. D. 1893.

(Signé.) JOHN C. ALLEN,
Juge en Chef, Cour Suprême.

649-2

Canada,
Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cou Supérieure.*
No. 3742

Le premier jour de février mil huit cent quatre-vingt-treize.

Présent: L'Hon. J. A. OUMET, J. C. S.
Hercule Godin, Demandeur;

vs.

Joseph Badayac dit Laplante, fils de Pierre, et al.,
Defendeurs;

et

Pierre Letendre, Opposant.

La cour, sur motion du demandeur, par ses procureurs, MM. Wurtele et Lacroix;

Attendu qu'il appert que le shérif du district de Richelieu a fait rapport devant cette cour, qu'il a prélevé sur les meubles du défendeur, Pierre Badayac dit Laplante, la somme de cent quarante et une piastres et quarante-six centimes, ses frais payés, pour être distribuée suivant la loi;

Attendu que l'opposant, Pierre Letendre, en cette cause, allègue dans sa dite opposition, que le dit Pierre Badayac dit Laplante est en déconfiture.

Ordonne que les créanciers du dit défendeur, Pierre Badayac dit Laplante, soient appelés sur l'ordre de cette cour publié deux fois dans les langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*; et leur enjoint par les présentes de produire leurs réclamations contre le dit Pierre Badayac dit Laplante, accompagnées des pièces justificatives, s'il y en a, si non, d'une déposition sous serment que la

order that the amount reserved under section 103 of the Winding Up Act for payment of such notes still outstanding, or so much of the amount thereof, as shall not have been applied for, do, after the said first day of April next, form part of the general fund and be payable as a part of a last and final dividend to the creditors of the said bank; and that all holders of such notes of the said bank who shall not file their claims or apply for dividends within the time above limited by this order, shall be then forever absolutely debarred from all and every claim in respect of the said notes of the said bank then outstanding and that all rights or claims in respect of the same shall be then and thereafter disallowed.

Dated at the city of Fredericton, in the province of New Brunswick, the twenty-eighth day of January, A. D. 1893.

(Signed,) JOHN C. ALLEN,
Chief Justice,
Supreme Court.

686

In the Supreme Court.

In the matter of the Maritime Bank of the Dominion of Canada, and the winding up of the same, under the Winding up Act.

Upon reading the petition of the liquidators of the above bank, and upon the application of the said liquidators, the first day of April next is hereby fixed as the day on or before which creditors of the said bank and other who have claims thereon may send in their claims, such claims to be sent to the said liquidators of the said bank, at the city of Saint John, in the province of New Brunswick; and I do order that notices of the said day be given by the said liquidators by publication of this order in the *Canada Gazette* and in the *Official Gazette* of each province of Canada, three times, and in two daily newspapers issued in the said city of Saint John, for two consecutive weeks.

Dated the twenty-eighth day of January, A. D. 1893.

(Signed,) JOHN C. ALLEN,
Chief Justice, Supreme Court

650

Canada,
Province of Québec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 3742

On the first day of February, one thousand eight hundred and ninety-three.

Present: the Honorable J. A. OUMET, J. S. C.
Hercule Godin, Plaintiff;

vs.

Joseph Badayac dit Laplante, son of Pierre, et al.,
Defendants;

and

Pierre Letendre, Opposant.

The court, upon motion of the plaintiff, by his attorneys, Messrs Wurtele & Lacroix;

Whereas it appears that the sheriff of the district of Richelieu has made a return to this court, that he has levied on the moveables of the defendant, Pierre Badayac dit Laplante, the sum of one hundred and forty-one dollars and forty-six cents, apart from his costs, to be distributed according to law;

Whereas the opposant in this cause, Pierre Letendre, alleges in his said opposition, that the said Pierre Badayac dit Laplante is insolvent.

That the creditors of the said defendant, Pierre Badayac dit Laplante, be called by order of this court, published twice in the french and english languages, in the *Quebec Official Gazette*, and they are hereby ordered to file their claims against the said Pierre Badayac dit Laplante, accompanied with vouchers, if there are any, if not, with a deposition under oath attesting that the amount claimed is

somme réclamée est justement due, sous quinze jours à compter de la date de la première insertion de la présente ordonnance.

De par la cour,
(Vraie copie.) A. N. GOUIN,
605-2 P. C. S.

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux espectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } IN RE L. J. B. BRAS-
No. 85. } I SARD, Failli; et E. A.
PICHE, Curateur.

Un terrain formant partie du lot de terre numéro un, du quatrième rang de Wendover, contenant soixante pieds de front sur un arpent de profondeur; borné en front par le chemin entre les quatre et cinquième rangs de Wendover, en arrière par le morceau de terre ci-après décrit, du côté nord-ouest par Ed. Martin, et du côté sud-est par M. Lafontaine—avec les bâtisses y érigées, avec de plus un autre terrain adjoignant de quatre-vingt-dix pieds sur cent quatre-vingt pieds, et formant partie des mêmes lot et rang; borné en front par le terrain sus-désigné et M. Lafontaine, en arrière par une rue, du côté nord-ouest par C. Dionne, et du côté sud-est par MM. Guertin, Paquet et Poisson—sans bâtisse.

La dite vente sujette aux frais et dépens mentionnés à l'autorisation de l'honorable M. A. Plamondon, juge de la cour supérieure, accordée au dit curateur, le six février courant.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille de Wendover, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 15 février 1893. 807
[Première publication, 18 février 1893.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.
Arthabaska, à savoir: } PIERRE NARCISSE
No. 32. } I MARTEL, écuyer,
Demandeur; contre DOLPHIS ALIAS ADOLPHE
GELINAS, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1° Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Clotilde de Horton, dans le cinquième rang du canton de Horton, étant la moitié nord-est du numéro cent quatre-vingt-neuf (189), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Horton.

2° Une terre formant partie des numéros deux, trois et quatre, du cinquième rang du canton de Horton, à prendre sur le travers des lots, connue et désignée sous le numéro cent quatre-vingt-un (181), du cadastre officiel du canton de Horton; bornée d'un bout par la rivière Nicolet, branche sud-ouest, de l'autre bout par le canton de Simpson, d'un côté

justly due, within fifteen days from the date of the first insertion of the present order.

By the court,
(True copy). A. N. GOUIN,
606 P. C. S.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } IN RE L. J. B. BRAS-
No. 85. } I SARD, Insolvent; and E.
A. PICHE, Curator.

A piece of land forming part of lot number one, in the fourth range of Wendover, containing sixty feet in front by one arpent in depth; bounded in front by the road between the fourth and fifth ranges of Wendover, in the rear by the piece of land herein-after described, on the north west side by Ed. Martin, and on the south east side by Mr. Lafontaine—with buildings thereon erected, furthermore with another piece of land adjoining of ninety feet by one hundred and eighty feet, and forming part of same lot and range; bounded in front by the land hereinabove described and Mr. Lafontaine, in the rear by a street, on the north west side by C. Dionne, and on the south east side by Messrs. Guertin, Paquet and Poisson—without any buildings.

Said sale subject to the costs and expenses mentioned in the authorization of the Honorable Mr. A. Plamondon, judge of the superior court, granted to said curator, on the sixth of February instant.

To be sold at the parochial church door of Saint Cyrille of Wendover, on the TWENTIETH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 15th February, 1893. 808
[First published, 18th February, 1893.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.
Arthabaska, to wit: } PIERRE NARCISSE
No. 32. } I MARTEL, esquire, Plain-
tiff; against DOLPHIS ALIAS ADOLPHE GELI-
NAS, Defendant.

As belonging to the defendant:

1° An emplacement situate in the parish of Sainte-Clotilde of Horton, in the fifth range of the township of Horton, being the north east half of number one hundred and eighty-nine (189), on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Horton.

2° A land forming part of numbers two, three and four, in the fifth range of the township of Horton, to be taken across said lots, known and designated under number one hundred and eighty-one (181), of the official cadastre for the township of Horton; bounded on one end by the Nicolet river, south west branch, on the other end by the town-

par la route conduisant à Drummondville, et de l'autre côté par Paul Gélinas—avec maison et autres bâties dessus érigées.

3^e Partie d'un lot de terre située dans le canton de Horton, dans le quatrième rang du dit canton, dans la dite paroisse de Sainte-Clotilde de Horton, faisant partie des lots numéros cent trente-quatre, cent trente-cinq et cent trente-six (134, 135 et 136), du dit cadastre pour le dit canton de Horton, bornée comme suit : à un bout par la rivière Nicolet, branche sud-ouest, à l'autre bout par le canton de Simpson, d'un côté par Pierre Désilets, et de l'autre côté par la rivière susdite—circonstances et dépendances.

4^e Une partie de terre étant le quart nord du lot numéro seize (16), du neuvième rang du canton de Simpson, contenant environ cinquante acres en superficie.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Clotilde de Horton, le VINGT HUITIÈME jour de FEVRIER prochain (1893), à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de mars prochain (1893).

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Arthabaskaville, 21 décembre 1892. 5569-3
[Première publication, 24 décembre 1892.]

ship of Simpson, on one side by the route leading to Drummondville, and on the other side by Paul Gélinas—with a house and other buildings thereon erected.

3^d Part of a lot of land situate in the township of Horton, in the fourth range of said township, in the said parish of Sainte-Clotilde de Horton, forming part of lots numbers one hundred and thirty-four, one hundred and thirty-five, and one hundred and thirty-six (134, 135 and 136), of the said cadastre for the said township of Horton, bounded as follows : on one end by the Nicolet river, south west branch, on the other end by the township of Simpson, on one side by Pierre Désilets, and on the other side by the river above described—circumstances and dependencies.

4th A part of land being the north quarter of lot number sixteen (16), in the ninth range of the township of Simpson, containing about fifty acres in superficies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Clotilde de Horton, on the TWENTY-EIGHTH day of FEBRUARY next (1893), at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the tenth day of March next (1893).

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 21st December, 1892. 5570
[First published, 24th December, 1892.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

Sheriff's Sales—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } ALEXANDER McIN-
District de Beauharnois, } A TOSH, Deman-
No. 1152. } deur ; contre JAMES
FURRY ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à John McHugh, l'un des Défendeurs :

Un emplacement situé au village de Huntingdon, connu désigné et aux plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro cent quarante et un (1) (141-1), du village de Huntingdon—avec les bâties sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Huntingdon, MERCREDI, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le vingt-quatrième jour d'avril aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 14 février 1893. 801
[Première publication, 18 février 1893.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } ALEXANDER McIN-
District of Beauharnois, } A TOSH, Plaintiff ;
No. 1152. } against JAMES FURRY
ET AL., Defendants.

As belonging to John McHugh, one of the defendants :

A lot of land situate in the village of Huntingdon, known and designated on the official plan and in the book of reference for the village of Huntingdon, under number one hundred and forty-one (1) 141-1)—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de Huntingdon, on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the twenty-fourth day of April also next.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 14th February, 1893. 802
[First published, 18th February, 1893.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } SAMUEL FILGATE,
District de Beauharnois, } Demandeur ; contre
No. 1069. } CELESTIN BERGE-
VIN, Défendeur.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } SAMUEL FILGATE,
District of Beauharnois, } Plaintiff ; against
No. 1069. } CELESTIN BERGE-
VIN, Defendant.

Un certain lot de terre de forme irrégulière, situé sur la rue Ellice, dans la ville de Beauharnois; borné en front par la dite rue Ellice, en arrière par les numéros cent trente-huit (138), cent quarante-deux (142) et cent quarante et un (141), d'un côté par la ligne de division entre la ville de Beauharnois et la paroisse de Saint-Clément, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Beauharnois, sous le numéro cent trente-neuf (139)—avec les bâtisses sus-érigées.

A distraire du dit lot de terre :

1° Un certain lopin vendu à Alexandre Seers, écuyer, avocat, par acte passé à Beauharnois, le sept novembre mil huit cent soixante et dix-sept, devant F. C. Basinet, notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Beauharnois, sous le numéro 14116.

2° Un emplacement partie du dit numéro cent trente-neuf (139), borné comme suit : en front par la rue Ellice, en arrière et d'un côté par le résidu du dit No. 139, de l'autre côté par le numéro soixante (60), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Clément, mesurant cent pieds de front en ligne directe à partir du milieu de fossé qui divise le dit numéro 139 du numéro soixante susdit, même largeur en arrière, mesure française, sur deux cent quarante pieds de profondeur dans la ligne est, et deux cent cinquante-deux pieds dans la ligne ouest, mesure anglaise—ainsi que les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu en l'office du shérif du district de Beauharnois, au palais de justice, en la ville de Beauharnois, LUNDI, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant midi. Bref rapportable le sixième jour d'avril aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 13 janvier 1893. 283-2
[Première publication, 21 janvier 1893.]

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } WILLIAM THOMP-
No. 74. } SON, agent, et
DAME ANNIE CON-
SDORFF, épouse séparée de biens de George A. Muntz, agent, et le dit George A. Muntz, pour autoriser sa dite épouse, tous de la cité et du district de Montréal, faisant affaires en société, comme manufacturiers, dans la paroisse de Saint-Timothée, dans le district de Beauharnois, sous les nom et raison de "The Saint Timothy Manufacturing Company," Faillit; ROBERT BAYLEY, tenour de livre, de la dite paroisse de Saint-Timothée, Pétitionnaire; et REMI S. JORON, de la ville Salaberry de Valleyfield, notaire public, Curateur.

Un lopin de terre situé au village de Saint-Timothée, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Timothée, sous les numéros quatre-vingt-dix-huit (98), quatre-vingt-dix-neuf (99), et cinq cent quatre-vingt-sept (587)—avec maisons, écuries, remises, pouvoir d'eau, digue (dam), une manufacture de laine, métiers, rouets, foulons et tous les instruments, machineries et outils servant à l'exploitation de la dite manufacture, moulin à carder, complet, appareil pour raser et presser les étoffes, et autres dépendances érigées sur les dits lots.

Mesurant en superficie le lot quatre-vingt-dix-neuf (99), dix perches et cent trente-cinq pieds; le lot quatre-vingt-dix-huit (98), deux perches et deux cent soixante pieds; et le lot cinq cent quatre-vingt-sept (587), comprenant toute l'île, seize arpents, plus ou moins, sans garantie de mesure précise.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Timothée, MERCREDI, le

A certain lot of land of irregular outline, situate on Ellice street, in the town of Beauharnois; bounded in front by Ellice street, in rear by numbers one hundred and thirty-eight (138), one hundred and forty-two (142) and one hundred and forty-one (141), on one side by the division line between the town of Beauharnois and the parish of Saint Clément, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Beauharnois, as number one hundred and thirty-nine (139)—with the buildings thereon erected.

Reserving from the lot of land :

1° A certain piece of land sold to Alexander Seers, esquire, advocate, by deed passed at Beauharnois, on the seventh of November, one thousand eight hundred and seventy-seven, before F. C. Basinet, notary, and registered in the registry office of the county of Beauharnois, under the number 14116.

2° An emplacement being part of the said lot number one hundred and thirty-nine (139), bounded as follows: in front by Ellice street, in rear and on one side by the remainder of the lot one hundred and thirty-nine (139), on the other side by number sixty (60), of the official plan and book of reference for the parish of Saint Clément, measuring one hundred feet in front in a straight line starting from the middle of the ditch which divides said number 139 from number sixty aforesaid, same width in rear, french measure, by two hundred and forty feet in depth on the east alignment, and two hundred and fifty-two feet on the west alignment, english measure—as also the buildings thereon erected.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Beauharnois, in the court house, in the town of Beauharnois, on MONDAY, the TWENTY-SEVENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the sixth day of April also next.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 13th January, 1893. 284
[First published, 21st January, 1893.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.

Province of Québec, }
District of Beauharnois. } WILLIAM THOMP-
No. 74. } SON, agent, and
DAME ANNIE CON-
SDORFF, wife separate as to property of George A. Muntz, agent, and the latter to authorize his wife, all three of the city and district of Montreal, and carrying on business in Saint Timothée, as manufacturers in copartnership under the style and firm of "The Saint Timothée Manufacturing Company," Insolvents; ROBERT BAYLEY, of the parish of Saint Timothée, district of Beauharnois, bookkeeper, Petitioner; and REMI S. JORON, of the town of Salaberry de Valleyfield, notary public, Curator.

A lot of land situate in the village of Saint Timothée, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Timothée, as number ninety-eight (98), ninety-nine (99), and five hundred and eighty-seven (587)—with houses, stables, sheds, water powers, dam, a wool manufactory, looms, spinning wheels, fullers and all the instruments, machinery and tools used in running the said factory, carding mill, complete, apparatus for scraping and pressing the stuffs, and other dependencies thereon erected upon the said lots.

Lot number ninety-nine (99), measuring ten perches and one hundred and thirty-five feet; lot ninety-eight (98), two perches and two hundred and sixty feet, and lot five hundred and eighty-seven (587), comprising the whole island, sixteen arpents, more or less, without warranty as to precise measurement.

To be sold at the church door of the parish of Saint Timothée, on WEDNESDAY, the TWENTY-

VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 17 janvier 1893. 335-2
[Première publication, 21 janvier 1893.]

SECOND day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Shérif.
Beauharnois, 17th January, 1893. 336
[First published, 21st January, 1893.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps sans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS CONTRE MEUBLES ET IMMEUBLES.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } DAME ALICE A. WOOD,
District de Bedford. } du canton de Dunham,
No. 4981. } veuve de feu Herbert A. Rublee, en son vivant du même lieu, cultivateur, Demanderesse; contre les meubles et immeubles de FRANK H. WORDEN, du canton de Dunham, dans le dit district de Bedford, *et al.*, Défendeurs.

Cette terre située dans le canton de Dunham, dans le dit district de Bedford, consistant en les lots numéros deux cent six (206), deux cent sept (207), et cent soixante et onze (171), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Croix, dans le village de Dunham et district de Bedford, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de mars prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 16 janvier 1893. 313-2
[Première publication, 21 janvier 1893.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec, } LE CREDIT FONCIER
District de Bedford. } FRANÇO CANADIEN,
No. 2292. } corps politique et incorporé,
ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demandeur; contre les meubles et immeubles de PIERRE PEPIN, cultivateur, du canton de Shefford, dans le district de Bedford, Défendeur.

Un morceau de terre connu comme lot numéro treize cent vingt-neuf (1329), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Shefford, district de Bedford, contenant soixante et quinze acres de terre en superficie—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernardin de Waterloo, dans la ville de Waterloo et district de Bedford, le TRENTIEME jour de MARS prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour d'avril prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 14 janvier 1893. 315-2
[Première publication, 21 janvier 1893.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ

FIERI FACIAS AGAINST GOODS AND LANDS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } DAME ALICE A. WOOD,
District of Bedford. } of the township of Dun-
No. 4981. } ham, widow of the late Her-
bert A. Rublee, in his lifetime of the same place, yeoman, Plaintiff; against the goods and lands of FRANK H. WORDEN, of the township of Dunham, in said district of Bedford, *et al.*, Defendants.

That certain farm situated in the township of Dunham, in said district of Bedford, consisting of lots numbers two hundred and six (206), two hundred and seven (207), and one hundred and seventy-one (171), on the official plan and book of reference of the said township of Dunham—together with all the buildings and other improvements thereon.

To be sold at the parish church door of Sainte Croix, in the village of Dunham and district of Bedford, on the TWENTY-SEVENTH day of MARCH next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the thirtieth day of March next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetsburg, 16th January, 1893. 314
[First published, 21st January, 1893.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montréal.

Province of Quebec, } LE CREDIT FONCIER
District of Bedford. } FRANÇO CANADIEN,
No. 2292. } a body politic and incorpor-
ated, and having its principal place of business in the city and district of Montréal, Plaintiff; against the goods and lands of PIERRE PEPIN, farmer, of the township of Shefford, in the district of Bedford, Defendant.

A certain piece of land known as lot number thirteen hundred and twenty-nine (1329), of the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Shefford, district of Bedford, containing seventy-five acres of land in superficies—with all improvements thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bernardin de Waterloo, in the town of Waterloo and district of Bedford, on the THIRTIETH day of MARCH next, of the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the sixth day of April next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetsburg, 14th January, 1893. 316
[First published, 21st January, 1893.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **ANDRÉ BRASSEUR**,
District de Bedford, } annuitant, de la paroisse de
No. 4538. } Saint-Pie, dans le district de
Saint-Hyacinthe, Demandeur ; contre les terres et
tenements de OCTAVE MAURICE, meunier et
commerçant, de la paroisse de Saint-Valérien de
Milton, dans le district de Bedford, Défendeur, et
Joseph Brasseur, de la dite paroisse de Saint-Valé-
rien de Milton, curateur dument nommé aux biens
ou délaissement en cette cause.

1° Un morceau de terre de forme irrégulière, for-
mant partie du lot de terre numéro quinze, dans le
septième rang du canton de Milton, contenant en-
viron huit arpents en superficie ; borné à un bout
du côté nord-est par les terres d'André Brasseur,
fils, et du côté sud-ouest, formant un point termi-
nant à la Rivière Noire, du côté ouest, partie par
une route verbalisée (route), et partie par les terres
de Théophile Gaucher, et du côté est par la dite
Rivière Noire—ensemble avec maisons, moulin à
blé avec roue et arbre de couche (tournant), et appa-
reils employés dans le dit moulin à blé, ainsi que
l'écluse et privilèges d'eau, le dit moulin et autres
bâtisses étant érigés sur le dit morceau de terre.

2° Un autre morceau de terre situé sur le côté est
de la dite Rivière Noire, contenant quatre arpents
de longueur partant d'un grand ravin sur le côté
sud-ouest de l'écluse construite sur la dite Rivière
Noire, pour l'usage du dit moulin, et courant vers le
nord-est par un demi arpent de largeur, partant du
haut de la rive et toute la grève allant à la dite ri-
vière par la longueur du dit morceau de terre, et
formant partie du dit lot de terre numéro quinze,
dans le dit septième rang.

3° Le terrain nécessaire pour faire un chemin de
vingt (20) pieds de largeur, suivant autant que pos-
sible le côté est de la Rivière Noire, joignant à un
bout au chemin de front du dit rang, et à l'autre
bout la terre en deuxième lieu ci-dessus décrite,
ainsi que la grève ou rivage au pied de la rive, joi-
gnant le dit chemin et la dite Rivière Noire.
Les dits morceaux de terre sont maintenant con-
nus aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre
de la paroisse de Saint-Valérien de Milton, sous les
numéros cent vingt-neuf (129) et cent trente-trois
(133).

Pour être vendus à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Valérien de Milton, dans le district
de Bedford, le SEPTIEME jour de MARS pro-
chain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref
rapportable le dix huitième jour de mars prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif,
Sweetsburg, 19 décembre 1892. 5549-3
[Première publication, 24 décembre 1892.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.
Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des
réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu
de mentionner dans son certificat, en vertu de
l'article 700 du code de procédure civile du Bas-
Canada sont par le présent requises de les faire
connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin
d'annuler afin de distraire, afin de charger, ou
autres oppositions à la vente, excepté dans les cas
de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au
bureau du sousigné avant les quinze jours qui
précéderont immédiatement le jour de la vente ;
ces oppositions afin de conserver peuvent être
déposées en aucun temps dans les six jours après le
rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } **ANDRÉ BRASSEUR**,
District of Bedford, } annuitant, of the parish
No. 4538. } of Saint Pie, in the district of
Saint Hyacinthe, Plaintiff ; against the lands and
tenements of OCTAVE MAURICE, miller and
trader, of the parish of Saint Valérien de Milton,
in the district of Bedford, Defendant, and Joseph
Brasseur, of said parish of Saint Valérien de Milton,
curator duly appointed to the surrender or *delaiss-
ement* in this cause.

1° A piece or parcel of land of irregular shape,
forming part of the lot of land number fifteen, of
the seventh range of the township of Milton, con-
taining about eight arpents in superficies ; bounded
at one end on the north east side by the lands of
André Brasseur, *fils*, and on the south west side,
forming a point terminating at the Black River,
on the west side partly by a verbalized by-road
(*route*), and partly by the lands of Théophile Gau-
cher, and on the east side by the said Black River—
together with the houses, and a grist mill with
wheels and shafting (*tournant*), and utensils used in
said grist mill as well as the dam and water privilege,
said mill and other buildings being erected on said
piece of land.

2° Another piece or parcel of land situate on the
east side of said Black River, containing four arpents
in length starting from a large gully on the south
west side of the dam constructed on said Black
River, for the use of the said mill, and running
towards the north-east by half an arpent in width,
starting from the top of the bank and all the beach
leading to the said river by the length of said piece
of land, and forming part of said lot of land number
fifteen, in said seventh range.

3° The land necessary to make a road twenty (20)
feet in width, following as much as possible the east
side of said Black River, joining at one end to the
front road of said range, and at the other end the
land secondly above described, as well as the beach
or shore at the foot of the bank, joining the said
road and the said Black River. The said pieces of
land are now known on the official plan and book of
reference of the cadastre of the parish of Saint
Valérien de Milton, as numbers one hundred and
twenty-nine (129) and one hundred and thirty-
three (133).

To be sold at the parish church door of Saint
Valérien de Milton, in the district of Bedford, on
the SEVENTH day of MARCH next, at the hour
of NINE of the clock in the forenoon. The said
writ returnable on the eighteenth day of March
next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff,
Sweetsburg, 19th December, 1892. 5550
[First published, 24th December, 1892.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below. All persons
having claims on the same which the registrar is not
bound to include in his certificate, under article
700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada
are hereby required to make them known according
to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de dis-
traire afin de charge*, or other positions to the
sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are
required to be filed with the undersigned, at his
office, previous to the fifteen days next preceding
the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be
filed at any time within six days next after the
return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—Québec.

Canada,
Province of Québec,
District of Chicoutimi,
Chicoutimi, à savoir :
No. 742.

L'HONORABLE ISIDORE THIBAUDEAU, de la cité de Québec, Alfred Arthur Thibaudeau, de la cité de Montréal, Rodolphe Audette, de la cité de Québec, tous négociants et faisant affaires comme tels à Québec, en société, sous la raison sociale de "Thibaudeau Frères & Cie," Demandeurs ; contre **PASCHAL EDMOND DUMAS**, l'un des membres de la ci-devant société qui existait à Hébertville, sous le nom de "Dumas & Lortie" et Léonidas Lortie, tous deux d'Hébertville, Défendeurs, conjointement et solidairement, savoir :

Immeubles appartenant au dit Léonidas Lortie :

1° Un lot de terre numéro quatorze, du premier rang du canton Caron ; borné en front au chemin de front de ce rang, en arrière vers le nord au rang sud, joignant à l'est au lot numéro treize, appartenant à Giles Fortin, et à l'ouest au lot numéro quinze—avec toutes circonstances et dépendances.

2° Les deux tiers du lot numéro quinze, du premier rang du canton Caron ; borné en front au chemin de front de ce rang, en arrière vers le nord au rang sud, à l'est par le lot numéro quatorze, à l'ouest par l'autre tiers du lot numéro quinze, appartenant à Robert Lemay—circonstances et dépendances.

3° La partie nord du lot numéro quatorze, du deuxième rang du canton Caron ; borné en front au chemin de ce rang, en arrière vers le sud au Lac-à-la-Croix, à l'est au lot numéro treize, appartenant à Giles Fortin, à l'ouest au lot numéro quinze—circonstances et dépendances.

4° La partie nord-est du lot numéro quinze, du deuxième rang du canton Caron ; borné en front au chemin de ce rang, en arrière vers le sud au Lac-à-la-Croix, à l'est au lot numéro quatorze, et à l'ouest à l'autre partie du numéro quinze, appartenant à Robert Lemay—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame d'Hébertville, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de MARS prochain (1893), à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour du mois d'avril prochain (1893).

THOMAS BOSSE,

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 17 janvier 1893.
[Première publication, 21 janvier 1893.]

Député-Shérif.
337-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—Québec.

Canada,
Province of Québec,
District of Chicoutimi,
Chicoutimi, to wit :
No. 742.

THE HONORABLE ISIDORE THIBAUDEAU, of the city of Québec, Alfred Arthur Thibaudeau, of the city of Montreal, Rodolphe Audette, of the city of Québec, all merchants and doing business as such at Québec, in partnership, under the style and firm of "Thibaudeau, Frères & Cie.," Plaintiffs ; against **PASCHAL EDMOND DUMAS**, one of the members of the former partnership existing at Hébertville, under the style and firm of Dumas & Lortie and Leonidas Lortie, both of Hébertville, Defendants, jointly and severally, to wit :

Immovables belonging to the said Leonidas Lortie :

1° A lot of land being number fourteen, of the first range of the township of Caron ; bounded in front by the front road of this range, in rear to the north by the south range, on the east by lot number thirteen, belonging to Giles Fortin, and on the west by lot number fifteen—with all the circumstances and dependencies.

2° The two-thirds of lot number fifteen, of the first range of the township Caron ; bounded in front by the front road of this range, in rear to the north by the south range, on the east by number fourteen, and on the west by the remaining third of lot number fifteen, belonging to Robert Lemay—circumstances and dependencies.

3° The north part of lot number fourteen, of the second range of township Caron ; bounded in front by the road of this range, in rear to the south by the "Lac-à-la-Croix," on the east by lot number thirteen, belonging to Giles Fortin, and on the west by lot number fifteen—circumstances and dependencies.

4° The north east part of lot number fifteen, of the second range of township Caron ; bounded in front by the road of this range, in rear to the south by the "Lac-à-la-Croix," on the east by lot number fourteen, and on the west by the remaining part of number fifteen, belonging to Robert Lemay—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame d'Hébertville, on the TWENTY-SECOND day of the month of MARCH next, (1893), at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of the month of April next, (1893).

THOMAS BOSSE,

Sheriff's Office,
Chicoutimi, 17th January, 1893.
[First published, 21st January, 1893.]

Deputy Sheriff.
339

Ventes par le Shérif—Gaspé

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure, siégeant à New-Carlisle.

Canada,
Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure, } CHARLES ROBIN
COLLAS ET COM-
PAGNIE, corporation }
légale en commandite, par }
à savoir : No. 654. } et en vertu des lois de
l'Île de Jersey, en Europe, ayant sa principale place
d'affaires à Paspébiac, dans le comté de Bonaven-
ture, dans le district de Gaspé, Demandeurs ; contre
les terres et tènements de JAMES ENRIGHT, du
canton de Port Daniel, dans les susdits comté et
district, marchand, Défendeur.

La moitié indivise de la propriété immobilière
ci-dessous mentionnée, comme appartenant au dit
James Enright, et aussi l'usufruit, la vie durant du
dit James Enright, de l'autre moitié indivise de la
dite propriété immobilière, lui appartenant en vertu
du dernier testament de son père, James Enright,
senior, en date du huitième jour d'octobre mil huit
cent soixante et onze, et dûment enregistré, savoir :

1^o Lot numéro deux, dans le rang ouest du
havre ; borné au sud par le chemin de la Reine, au
nord par le troisième rang, au nord-est par le lot
numéro trois, et au sud-ouest par le lot numéro un
du dit rang ouest du havre ; aussi la partie sud-ouest
du lot numéro trois, dans le rang ouest du havre ;
bornée au sud-ouest par le lot numéro deux, et au
nord-est par la partie nord-est du lot numéro trois,
dans le dit rang ouest du havre, en arrière par le
troisième rang, et en front par le chemin de la Reine.
Les dits deux morceaux de terre étant communé-
ment appelés "The Homestead," et contenant cent
seize acres en superficie, plus ou moins—avec toutes
les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, cir-
constances et dépendances.

2^o Partie du lot numéro onze, dans le troi-
sième rang des lots de Port Daniel susdit, étant un
morceau ou partie de terre de forme triangulaire,
contenant vingt-cinq acres en superficie, et bornée
comme suit : en front par le deuxième rang, à l'ouest
par Jeremiah Jones, en arrière par le quatrième
rang, et à l'est par la continuation de la ligne ouest
de Thomas Enright, divisant la propriété du dit
Thomas Enright et la propriété de James Enright,
le dit défendeur en cette cause, la dite ligne ayant
onze acres du haut du dit morceau de terre trian-
gulaire.

3^o Lot numéro onze, dans le quatrième rang de
Port Daniel susdit, contenant quatre-vingt-seize
acres et deux vergées en superficie, déduisant le
quart nord-est d'icelui, comme étant la propriété de
Thomas Enright, et borné comme suit : en front
par le troisième rang, à l'est par James Gillis, à
l'ouest par William McDonald, et en arrière par le
cinquième rang—sans bâtisses.

4^o Lot numéro vingt et un, dans le sixième rang,
contenant un acre et demi de terre en front sur
seize acres de profondeur et connu comme lot Marsh ;
borné en front par le cinquième rang, à l'ouest par
les terres de John McInnes, en arrière par le
septième rang, et à l'est par les terres de William
McPherson (fils de Jean)—aussi sans bâtisses.
Tous les lots ci-dessus décrits sont situés dans le
canton de Port Daniel, dans le comté de Bonaven-
ture, dans le district de Gaspé.

Pour être vendus au bureau du registrateur pour
la première division d'enregistrement du comté de
Bonaventure, à New-Carlisle, MERCREDI, le
VINGT-SIXIÈME jour D'AVRIL prochain (1893),
à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rap-
portable le vingt-neuvième jour d'avril prochain
(1893).

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif, C. B.
New-Carlisle, 6 février 1893. 787
[Première publication, 18 février 1893.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court, sitting at New Carlisle.

Canada,
Province of Québec,
District of Gaspé,
County of Bonaventure, } CHARLES ROBIN
COLLAS AND COM-
PANY, a legal corpora-
tion limited, by and in }
to wit : No. 654. } virtue of the laws of the
Island of Jersey, in Europe, having their principal
place of business at Paspébiac, in the county of
Bonaventure, in the district of Gaspé, Plaintiffs ;
against the lands and tenements of JAMES EN-
RIGHT, of the township of Port Daniel, in the
county and district aforesaid, merchant, Defendant.

The undivided half of the following undermen-
tioned immovable property, as belonging to the
said James Enright, and also the usufruct, during
the lifetime of the said James Enright, of the other
undivided half of the said immovable property, to
him appertaining by virtue of the last will and testa-
ment of his late father, James Enright, the elder,
dated the eighth day of October, one thousand eight
hundred and seventy-one, and duly registered, to
wit :

1^o Lot number two, in the harbour range west ;
bounded on the south by the Queen's highway, on
the north by the third range, on the north east by
lot number three, and on the south west by lot num-
ber one of said harbour range west ; also the south
west portion of lot number three, in the harbour
range west ; bounded on the south west by lot
number two, and on the north east by the north east
portion of lot number three, in the said harbour
range west, in rear by the third range, and in front
by the Queen's highway. The said two parcels of
land being commonly called the "Homestead",
and containing one hundred and sixteen acres in
superficies, more or less—with all the buildings and
improvements thereon, circumstances and depend-
encies.

2^o Part of lot number eleven, in the third range
of lots in Port Daniel aforesaid, the same being
a piece or portion of land of triangular form,
containing twenty-five acres in superficies, and
bounded as follows : in front by the second range,
on the west by Jeremiah Jones, in rear by the
fourth range, and on the east by a continuation of
Thomas Enright's west line, dividing the said Thomas
Enright's property and the property of James
Enright, the said defendant in this cause, said line
being eleven acres from the vertex of the said trian-
gular piece of land.

3^o Lot number eleven, in the fourth range of
Port Daniel aforesaid, containing ninety-six acres
and two roods in superficies, deducting therefrom
the north east one fourth thereof, as being the prop-
erty of Thomas Enright, and bounded as follows :
in front by the third range, on the east by James
Gillis, on the west by William McDonald, and in
rear by the fifth range—without buildings.

4^o Lot number twenty-one, in the sixth range,
containing one and one half acre of land in front by
sixteen acres in depth, and known as the "Marsh
lot" ; bounded in front by the fifth range, on the
west by lands owned by John McInnes, in rear by
the seventh range, and on the east by lands owned
by William McPherson (son John)—also without
buildings. All of the above described lots are
situated in the township of Port Daniel, in the
county of Bonaventure, in the district of Gaspé.

To be sold at the registry office of the first regis-
tration division of the county of Bonaventure, at
New Carlisle, on WEDNESDAY, the TWENTY-
SIXTH day of APRIL next (1893), at the hour of
ELEVEN in the forenoon. The said writ return-
able on the twenty-ninth day of April next (1893).

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff, C. B.
New Carlisle, 6th February, 1893. 788
[First published, 18th February, 1893.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civil du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

FIERI FACIAS.*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir: } **A BANQUE DU PEU-**
No. 107. } **PLE**, Demanderesse;
contre les terres et tenements de **DOMINAT MON-**
CHAMP, Défendeur, savoir:

Une terre située dans la paroisse de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, coupée par le chemin de fer et par le chemin du rang Saint-Rémi, connue et désignée sous le numéro cent soixante et dix-neuf (No. 179), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Rémi, et contenant trois arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Rémi, le **VINGTIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour de mai prochain.

CHS. NOLIN,Bureau du Shérif,
Saint-Jean, 14 février 1893.

Shérif.

777

[Première publication, 18 février 1893.]

FIERI FACIAS.*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir: } **DAME AZILDA BES-**
No. 32. } **SETTE**, Demanderesse;
contre **JOSEPH JETTE**, Défendeur.

1° Un lot de terre faisant autrefois partie d'une terre située au côté ouest du chemin du rang du Grand Bois, en la paroisse de Saint-Grégoire le Grand, dans le district d'Iberville, connu et désigné, le dit lot, comme étant les deux cinquièmes nord du lot numéro vingt-six (No. 26), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Grégoire le Grand, et mentionné en un certain acte de vente par Joseph Bessette au dit défendeur et autres, le 3 janvier 1885, devant Me. N. D. D. Bessette, notaire, et enregistré sous le No. 27715, du registre B, comté d'Iberville; borné à l'est par Jean-Bte. Messier, à l'ouest par Pierre Théberge, au nord par Jean Bte Boucher, et au sud par un nommé Boucher—sans bâtisses (en bois debout).

2° Un lot de terre situé en la première concession, l'est de la rivière Richelieu, en la paroisse de Saint-Athanase, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Athanase, sous le numéro vingt cinq, de la contenance de cent vingt et un arpents et cinquante perches en superficie—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus, le lot de terre en premier lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire susdite, le **DIX-NEUVIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi; et le dit lot de terre en second lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Athanase, le **MEME JOUR**, à **UNE** heure de

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.*Superior Court—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit: } **A BANQUE DU PEU-**
No. 107. } **PLE**, Plaintiff; against
the lands and tenements of **DOMINAT MON-**
CHAMP, Defendant, to wit:

A farm situated in the parish of Saint Remi, in the district of Iberville, crossed by the railway and by the public road of the "rang Saint Remi," known and designated under the number one hundred and seventy-nine (No. 179), on the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint Remi, and containing three arpents in width by thirty arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Remi, on the **TWENTIETH** day of **APRIL** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the ninth day of May next.

CHS. NOLIN,

Sheriff's Office,

Saint Johns, 14th February, 1893.

Sheriff.

778

[First published, 18th February, 1893.]

FIERI FACIAS.*Superior Court—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit: } **DAME AZILDA BES-**
No. 32. } **SETTE**, Plaintiff; against
JOSEPH JETTE, Defendant.

1° A lot of land being heretofore a part of a farm situated on the west side of the road of the Grand Bois range, in the parish of Saint Grégoire le Grand, in the district of Iberville, known and designated, said lot of land, as the two north fifths of the lot number twenty-six (No. 26), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Grégoire le Grand, and mentioned in a certain deed of sale by Joseph Bessette to the said defendant and others, the 3rd January, 1885, before Mre. N. D. D. Bessette, notary, and registered under No. 27715, of register B, county of Iberville; bounded to the east by Jean Bte. Messier, to the west by Pierre Théberge, to the north by Jean Bte. Boucher, and to the south by one named Boucher—without buildings (with standing timber).

2° A lot of land situated on the first concession, east of Richelieu river, in the parish of Saint Athanase, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Athanase, under number twenty-five, containing one hundred and twenty-one arpents and fifty rods in superficies—with the buildings thereon.

To be sold, the lot of land firstly described, at the parochial church door of the parish of Saint Grégoire aforesaid, on the **NINETEENTH** day of **APRIL** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon; and said lot of land secondly described, at the parochial church door of the said parish of Saint Athanase, on the **SAME DAY**, at **ONE** of the clock

l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour d'avril prochain.

CHS. NOLIN, Shérif.
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 14 février 1893. 779
[Première publication, 18 février 1893.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure. — District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } REVEREND L. M.
No. 85. } R TAILLON, Demandeur ;
contre les terres et tenements de ARCADE
MONCHAMP, Défendeur, savoir :

1° Une terre située dans la petite côte, en la paroisse de Saint-Michel Archange, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel Archange, sous le numéro douze (No. 12), de la contenance en superficie de quatre-vingt-treize arpents environ.

2° Une terre située dans la petite côte, dans la dite paroisse de Saint-Michel Archange, connue et désignée sous les numéros cinq et six (Nos. 5 et 6), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel Archange, de la contenance en superficie de quatre-vingt-deux arpents environ.

3° Une terre sise et située au côté nord-ouest du chemin du grand rang de la Pigeonnière, en la paroisse de Saint-Michel Archange, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro soixante et onze (No. 71), de la contenance en superficie de cent cinquante-sept arpents environ ; à distraire cependant de ce dit No. 71, deux emplacements contigus, actuellement la propriété respective de Dame Lucie Blais, épouse de Vital Coupal et de Henri Patenaude.

4° Un morceau de terre de vingt-quatre arpents en superficie, situé dans la paroisse de Saint-Rémi, dans le dit district, connu et désigné sous le numéro trois cent quatorze, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Rémi ; ce terrain est contigu au terrain susdésigné sous le numéro six, de la paroisse de Saint-Michel Archange.

Pour être vendus les terres ci-dessus décrites en premier, deuxième et troisième lieu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel Archange susdite, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi ; et le morceau de terre en quatrième lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Rémi, le dit VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de février prochain.

CHS. NOLIN, Shérif.
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 17 décembre 1892. 5533-3
[Première publication, 24 décembre 1892.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés on été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

in the afternoon. Said writ returnable on the twenty-fifth day of April next.

CHS. NOLIN, Sheriff.
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 14th February, 1893. 780
[First published, 18th February, 1893.]

FIERI FACIAS.

Superior Court. — District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } REVEREND L. M.
No. 85. } R TAILLON, Plaintiff ;
against the lands and tenements of ARCADE
MONCHAMP, Defendant, to wit :

1° A farm situated in the *Petite Côte*, in the parish of Saint Michel Archange, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Michel Archange, under number twelve (No. 12), containing in superficies about ninety-three arpents.

2° A farm lying and situate in the *Petite Côte*, in the said parish of Saint Michel Archange, known and designated under the numbers five and six (Nos. 5 and 6), on the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint Michel Archange, containing eighty-two arpents in superficies about.

3° A farm lying and situate on the north west side of the road of the *Grand Rang Lapigeonnière*, in the parish of Saint Michel Archange, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, under the number seventy-one (No. 71), containing about one hundred and fifty-seven arpents in superficies ; to be deducted however of the said lot No. 71, two emplacements joining each other, actually the respective properties of Dame Lucie Blais, wife of Vital Coupal and of Henry Patenaude.

4° A piece of land of twenty-four arpents in superficies, situated in the parish of Saint Rémi, in the district of Iberville aforesaid, known and designated under the number three hundred and fourteen, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Rémi ; this last ground is joining the ground hereinbefore designated under number six, of the parish of Saint Michel Archange.

To be sold the farms firstly, secondly and thirdly hereinbefore described, at the parochial church door of the said parish of Saint Michel Archange, on the TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon ; and the piece of land fourthly described, at the parochial church door of the said parish of Saint Rémi, on the said TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY next, at TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable on the twenty-eighth day of February next.

CHS. NOLIN, Sheriff.
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 17th December, 1892. 5534
[First published, 24th December, 1892.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale. Oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Joliette, à savoir :) **SIDORE PARENT**, de la No. 2360.) paroisse de Sainte-Mélanie, Demandeur ; contre **ADOLPHE RIBERDY**, de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, Défendeur.

2^e Lot numéro cent quatre-vingt-quatorze (194), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Mélanie, dans le dit district de Joliette.

3^e Lot numéro cent soixante et dix-neuf (179), des dits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Mélanie.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Mélanie, le **SIXIEME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le onzième jour de mars prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 13 février 1893. 753
[Première publication, 18 février 1893.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure pour le district de Montréal.

Joliette, à savoir :) **JOSEPH AMEDEVÉ LAMAR-** No. 1678.) **CHE ET DAME ANGELI-**

QUE REINE MARIER, tous deux commerçants, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires ensemble en société sous les nom et raison de Lamarche, Prévost & Cie., Demandeurs ; contre **FRANCOIS ALMIDAS JOSEPH LANDRY**, de la paroisse de L'Assomption, Défendeur, et **A. L. Kent et al.**, en reprise d'instance.

Une terre située en la paroisse de L'Assomption, désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de L'Assomption, sous le numéro deux cent cinquante-sept (257), contenant trois arpents de largeur sur quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins ; bornée en front par la rivière de L'Assomption, en profondeur par Benjamin et Jean Baptiste St. Germain, d'un côté à Nazaire Turcotte, et de l'autre côté à Jean-Baptiste Beaudry, père, ou représentant—bâtie de maison, luiterie, hangar, grange, étable, écurie, remises et autres dépendances ; à la charge des obligations résultant d'un certain acte de donation passé le dix-neuf juin mil huit cent quatre-vingt-neuf, devant M^{re} Barthélemy Vézina, notaire, dûment enregistré et stipulés en faveur de Dame Héloïse Beupré, épouse de Elzéar Landry ; les dites obligations grevant et affectant la moitié indivise de l'immeuble ci-dessus.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de L'Assomption, le **VINGTIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de mai prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 13 février 1893. 751
[Première publication, 18 février 1893.]

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

Superior Court.

Joliette, to wit :) **SIDORE PARENT**, of the No. 2360.) parish of Sainte Melanie, Plaintiff ; against **ADOLPHE RIBERDY**, of the parish of Saint Ambroise de Kildare, Defendant.

2^o Lot number one hundred and ninety-four (194), on the official plan and book of reference to the cadastre of the parish of Sainte Melanie, in the said district of Joliette.

3^o Lot number one hundred and seventy-nine (179), on the official plan and book of reference to the cadastre of the parish of Sainte Melanie aforesaid.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Melanie, on the **SIXTH** day of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eleventh day of March next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 13th February, 1893. 754
[First published, 18th February, 1893.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court for the district of Montreal.

Joliette, to wit :) **JOSEPH AMEDEVÉ LAMAR-** No. 1678.) **CHE AND DAME ANGELI-**

QUE REINE MARIER, both traders, of the city and district of Montreal, and doing business there together in partnership under the style and firm of Lamarche, Prévost & Cie., Plaintiffs ; against **FRANCOIS ALMIDAS JOSEPH LANDRY**, of the parish of L'Assomption, Defendant, and **A. L. Kent et al.**, in continuance of suit :

A land situate in the parish of L'Assomption, designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the said parish of L'Assomption, under number two hundred and fifty-seven (257), containing three arpents in width by forty arpents in depth, the whole more or less ; bounded in front by the L'Assomption river, in depth by Benjamin and J. Bte. St. Germain, on one side by Nazaire Turcotte, and on the other side by Jean-Bte. Beaudry, senior, or representative—with a house, dairy house, shed, barn, cattle shed, stable, coach house and other dependencies ; subject to the charge of the obligations created by a certain deed of gift executed on the nineteenth of June, one thousand eight hundred and eighty-nine, before M^{re} Barthélemy Vézina, notary, duly registered and stipulated in favor of Dame Héloïse Beupré, wife of Elzéar Landry ; said obligations affecting the undivided half of the immovable hereinafove described.

To be sold at the church door of the parish of L'Assomption, on the **TWENTIETH** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of May next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 13th February, 1893. 752
[First published, 18th February, 1893.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni*

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at

Expans, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juge.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **F**RANÇOIS JACQUES
District de Montmagny. } **A**LBERT BENDER,
No. 475. } écuyer, protonotaire de la
Cour Supérieure du district de Montmagny ; contre
ZOTIQUE LANGLOIS, cuisinier, de la cité de
Montréal.

1° Un lot de terre connu sous le numéro 121, du cadastre de la paroisse de Berthier, contenant en superficie vingt-six arpents.

2° Un autre lot de terre connu sous le numéro 134, du dit cadastre de Berthier, contenant en superficie quinze arpents et trente-cinq perches.

3° Un emplacement situé même lieu et connu sous le numéro 141, du cadastre de Berthier, contenant en superficie soixante-dix perches et cent soixante-deux pieds—avec les bâtisses construites sur les trois lots ci-dessus désignés, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Berthier, JEUDI, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le douzième jour d'avril prochain.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 16 janvier 1893. 307-2
[Première publication, 21 janvier 1893.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **F**LORANCE MENARD,
District de Québec. } fille majeure et usant de
No. 1832. } ses droits, de la paroisse de
Saint-Michel ; contre NARCISSE FORGUES, culti-
vateur, du même lieu.

Une terre située en le premier rang de la paroisse de Saint-Michel, de trois arpents sur trente-six, plus ou moins ; tenant au nord au chemin Royal, faisant partie du lot maintenant connu sous le No. 229, du cadastre officiel de Saint-Michel, comté de Bellechasse—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel, SAMEDI, le VINGT-CINQUIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour de mars prochain.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 20 décembre 1892. 5595-3
[Première publication, 24 décembre 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit de L'Islet.

Province de Québec, } **A**RTHUR DESCHE-
District de Montmagny. } **N**ES, de la paroisse
No. 524. } de Saint-Pamphile, mar-
chand ; contre PIERRE LEMELIN, de Sainte-
Perpétue, cultivateur.

1° Un lot de terre, rang A, canton Garneau, connu sous le No. un, du cadastre du dit canton, contenant en superficie cent acres de terre—sans bâtisses dessus construites.

2° Un lot de terre, rang A, canton Garneau, connu sous le No. quinze, du dit cadastre, contenant en superficie cent acres de terre—sans bâtisses dessus construites.

3° Un emplacement, rang A, canton Garneau, faisant partie du lot de terre appartenant à Delle Marie Lemelin, et connu sous le No. douze, du dit cadastre, contenant en superficie environ seize perches—avec grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de l'Islet, SAMEDI, le VINGT-CINQUIEME

his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **F**RANÇOIS JAC-
District of Montmagny. } **Q**UES ALBERT
No. 475. } BENDER, esquire, pro-
thonotary of the Superior Court of the district of
Montmagny ; against ZOTIQUE LANGLOIS, cook,
of the city of Montreal.

1° A lot of land known as number 121, of the cadastre of the parish of Berthier, containing in superficies twenty-six arpents.

2° Another lot of land known as number 134, of the said cadastre of Berthier, containing in superficies fifteen arpents and thirty-five perches.

3° A lot situate at the same place and known as number 141, of the cadastre of Berthier, containing in superficies seventy perches and one hundred and sixty-two feet—with the buildings erected on the three lots of land herein above described, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Berthier, on THURSDAY, the TWENTY-THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twelfth day of April next.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 16th January, 1893. 308
[First published, 21st January, 1893.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **F**LORANCE MENARD,
District of Québec. } spinster, in the exercise
No. 1832. } of her rights, of the parish of
Saint Michel ; against NARCISSE FORGUES,
farmer, of the same place.

A land situate in the first range of the parish of Saint Michel, of three arpents by thirty-six, more or less ; bounded to the north by the Queen's highway, forming part of the lot now known as number 229, of the official cadastre of Saint Michel, county of Bellechasse—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Michel, on SATURDAY, the TWENTY-FIFTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of March next.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 20th December, 1892. 5596
[First published, 24th December, 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of L'Islet.

Province of Quebec, } **A**RTHUR DESCHE-
District of Montmagny, } **N**ES, of the parish
No. 524. } of Saint Pamphile, mer-
chant ; against PIERRE LEMELIN, of Sainte
Perpétue, farmer.

1° A lot of land, range A, township Garneau, known as No. one, of the cadastre of the said township, containing in superficies one hundred acres of land—without buildings thereon erected.

2° A lot of land, range A, township Garneau, known as No. fifteen, of the said cadastre, containing in superficies one hundred acres of land—without buildings thereon erected.

3° A lot range A, township Garneau, forming part of the lot of land belonging to Miss Marie Lemelin, and known as No. twelve, of the said cadastre, containing in superficies about sixteen perches—with a barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of L'Islet, on SATURDAY, the TWENTY-FIFTH

jour de **FEVRIER**, prochain, à **DIX** heures de matin. Le dit bref rapportable le premier jour de mars prochain.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif,
Montmagny, 20 décembre 1892.
[Première publication, 24 décembre 1892.]

Shérif.
5605-3

day of **FEBRUARY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable the first day of March next.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office,
Montmagny, 20th December, 1892.
[First published, 24th December, 1892.]

Sheriff.
5606

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été aisés et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir: } **LA VILLE DE LA COTE**
No. 2333. } **SAINT-ANTOINE**, corps
politique, dûment et légalement incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de la Côte Saint-Antoine, dans le district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de **FRANCIS McCALL**, de la Côte Saint-Antoine, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un morceau de terre de forme irrégulière, sis et situé dans le village de la Côte Saint-Antoine, près de la dite cité de Montréal, et comprenant: 1° le lot de subdivision numéro un, du lot officiel numéro trois cent cinquante-cinq A (355 A-1), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et le lot de subdivision numéro un, du lot numéro huit, de la subdivision officielle du lot officiel numéro trois cent cinquante-cinq (355-8-1), de la dite paroisse, le dit morceau de terre composé comme susdit; étant borné en front vers le nord-ouest par la rue Sainte-Catherine, dans le dit village (étant une partie non subdivisée du dit numéro officiel 355-8, où il mesure douze (12) pieds de largeur; en arrière vers le sud-est par le lot de subdivision numéro un, du lot officiel numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384-1), aussi de la dite paroisse, où il mesure dit-sept (17) pieds de largeur; au nord-est par l'Avenue Green, dans le dit village, où il mesure soixante et deux (62) pieds de profondeur, et du côté sud-ouest partie par le lot de subdivision numéro deux, du dit numéro officiel 355-8 (355-8-2) et partie par le lot de subdivision numéro deux, du dit numéro officiel 355-A (355 A-2), où il mesure cinquante-neuf pieds trois pouces (59" 3") de profondeur, mesure anglaise, et formant une superficie de huit cent soixante et sept pieds, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **DIX-NEUVIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour de mai prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
Montréal, 14 février 1893.
[Première publication, 18 février 1893.]

Shérif.
767

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir: } **LE CREDIT FONCIER**
No. 325. } **FRANCO-CANADIEN**,
corps politique et incorporé, ayant son principal

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montréal, to wit: } **T H E T O W N O F C O T E**
No. 2333. } **S A I N T A N T O I N E**, a body
politic and corporate, and duly by by-law incorporated, and having its principal place of business in the town of Côte Saint Antoine, in the district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **FRANCIS McCALL**, of Côte Saint Antoine, in the district of Montreal, Defendant.

A parcel of land of an irregular figure, situate and being in the village of Côte Saint Antoine, near said city of Montreal, and comprising: 1° lot subdivision number one, of lot official number three hundred and fifty-five A (355 A-1), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and lot subdivision number one, of lot number eight, of the official subdivision of lot official number three hundred and fifty-five of said parish (355-8-1), the said parcel of land composed as aforesaid; being bounded in front towards the north west by Saint Catherine street, in said village (being an unsubdivided portion of said official number 355-8, where it measures twelve feet (12) in width; in rear towards the south east by lot subdivision number one, of lot official number three hundred and eighty-four (384-1), also of said parish, where it measures seventeen feet (17) in width; on the north east by Green Avenue, in said village, where it measures sixty-two (62) feet in depth, and on the south west side partly by lot subdivision number two, of said official number 355-8 (355-8-2) and partly by lot subdivision number two, of said official number 355-A (355 A-2), where it measures fifty-nine feet three inches (59" 3") in depth, english measure, and forming a total superficies of eight hundred and sixty-seven feet, more or less—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **NINETEENTH** day of **APRIL** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the ninth day of May next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,
Montreal, 14th February, 1893.
[First published, 18th February, 1893.]

Sheriff.
768

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montréal, to wit: } **LE CREDIT FONCIER**
No. 325. } **FRANCO-CANADIEN**,
a body politic and corporate, having its chief place of

bureau d'affaires en la cité et le district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de PIERRE QUESNEL, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un certain lopin de terre sis et situé en la concession Lafourche, en la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, dans le comté de Vaudreuil, formé des lots connus et désignés au plan et dans le livre de renvoi officiels de la même paroisse, sous numéros trois cent quarante-six (346), trois cent quarante-sept (347), trois cent quarante-huit (348) et trois cent quarante-neuf (349), contenant en totalité cent quatre-vingt-dix arpents de terre en superficie, plus au moins—avec deux maisons, granges et autres dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-deuxième jour d'avril prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 14 février 1893. 771
[Première publication, 18 février 1893.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } OLIVIER FAUCHER,
No. 1575. } FILS, marchand de fer,
des cité et district de Montréal, et comme tel y faisant affaires seul, sous la raison sociale de Faucher & Fils, Demandeur ; contre les terres et tènements de FRANÇOIS LAUZON, forgeron, de la paroisse de l'Enfant-Jésus, dans le village du Côteau Saint-Louis, comté d'Hochelaga, district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre situé au village de la Côte Saint-Louis, comté d'Hochelaga, étant le lot numéro six, de la subdivision officielle du lot de terre primitif numéro sept (7), des plan et livre de renvoi officiels du dit village de la Côte Saint-Louis—avec une maison et autres dépendances dessus construites, avec tous les droits de passage et autres privilèges y attachés ; borné en front par la rue Labelle.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, étant le lot numéro trente, de la subdivision du dit lot numéro officiel sept (7), sur les plan et livre de renvoi officiels du dit village de la Côte Saint-Louis ; borné en front par une rue projetée ; connu et désigné aux susdit plan et livre de renvoi officiels sous le numéro trente-huit (38), de la subdivision officielle du dit lot numéro sept—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le cinquième jour de mai prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 14 février 1893. 769
[Première publication, 18 février 1893.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } NAPOLEON CHARBON-
No. 2179. } NEAU, avocat, domicilié
en la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le district de Montréal, mais ayant un bureau d'affaires en la cité de Montréal, dit district, Demandeur ; contre les terres et tènements de VALERIE LEGAULT, cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dit district, Défendeur.

Un lot de terre situé en la Côte de Saint-Rémi, en la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, sous le numéro cent quatre (104), de la contenance de trois arpents de front sur vingt-six arpents de profondeur, le tout plus ou moins, sans

business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of PIERRE QUESNEL, farmer, of the parish of Sainte-Madeleine de Rigaud, in the district of Montreal, Defendant.

A certain lot of land situate and being in the Lafourche concession, in the parish of Sainte-Madeleine de Rigaud, in the county of Vaudreuil, made up of the lots known and designated on the official plan and book of reference of the same parish, as numbers three hundred and forty-six (346), three hundred and forty-seven (347), three hundred and forty-eight (348) and three hundred and forty-nine (349), containing in all one hundred and ninety arpents of land in superficies, more or less—with two houses, barns and other dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Madeleine de Rigaud, on the NINETEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-second day of April next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 14th February, 1893. 772
[First published, 18th February, 1893.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } OLIVIER FAUCHER,
No. 1575. } JUNIOR, hardware merchant,
of the city and district of Montreal, and carrying on business there alone, under the style and firm of Faucher & Fils, Plaintiff ; against the lands and tenements of FRANÇOIS LAUZON, blacksmith, of the parish of L'Enfant Jésus, in the village of Côteau Saint-Louis, county of Hochelaga, district of Montreal, Defendant.

1° A lot of land situate in the village of Côte Saint-Louis, county of Hochelaga, being numbersix, of the official subdivision of the original lot number seven (7), of the official plan and book of reference of the said village of the Côte Saint-Louis—with a house and other dependencies thereon erected, with all the rights of passage and other privileges thereunto appertaining ; bounded in front by Labelle street.

2° Another lot of land situate at the same place, being lot number thirty, of the subdivision of said lot official number seven (7), on the official plan and book of reference of the said village of Côte Saint-Louis ; bounded in front by a projected street, known and designated on the said official plan and book of reference as number thirty-eight (38), of the official subdivision of said lot number seven—with the buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifth day of May next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 14th February, 1893. 770
[First published, 18th February, 1893.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } NAPOLEON CHARBON-
No. 2179. } NEAU, advocate, domiciled
in the parish of Saint-Joachim de la Pointe Claire, in the district of Montreal, but having a business office in the city of Montreal, said district, Plaintiff ; against the lands and tenements of VALERIE LEGAULT, farmer, of the said parish of Saint-Joachim de la Pointe Claire, said district, Defendant.

A lot of land situate in the Côte de Saint-Rémi, in the parish of Saint-Joachim de la Pointe Claire, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Joachim de la Pointe Claire, as number one hundred and four (No. 104), containing three arpents in front by twenty-six arpents in depth, the whole more or less,

garantie de mesure précise, et tel que contenu dans les limites suivantes, savoir : borné devant par le chemin du Roi, derrière par les terres de la Côte Saint-Jean, d'un côté au nord par Isaac Theoret, et d'autre côté au sud par Napoléon Boyer—avec une maison, une grange et autres bâtiments dessus construits. A charge de jouissance et usufruit du dit immeuble en faveur de Dame Emélie Chauret, de la paroisse de la Pointe Claire, veuve de feu Benjamin Legault, en son vivant cultivateur, du même lieu, sa vie durant, suivant que stipulé par acte de vente du sept d'avril mil huit cent quatre-vingt-quatre, par le dit Benjamin Legault et son épouse à Napoléon Legault, devant M^{re} Chauret, et par un autre acte de vente du premier mars mil huit cent quatre-vingt-six, devant le même notaire, par Napoléon Legault.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour d'avril prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 14 février 1893. Shérif. 773

[Première publication, 18 février 1893.]

ALIAS VENDITIONI EXPONAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } WILLIAM BUSBY
No. 1735. } LAMB, de la cité de
Montréal, en sa qualité de percepteur du revenu de la province, pour le district du revenu de Montréal, au profit de Sa Majesté la Reine, Demandeur ; contre les terres et tenements de THE MONTREAL AND SOREL RAILWAY COMPANY, corps politique et dûment incorporé, et ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, Défenderesse ; Eusèbe Denicourt, commerçant de bois, de la ville de Longueuil, créancier noté sur le Bref de *Fieri Facias de Bonis et de Terris* émané en cette cause, et Demandeur autorisé à procéder sur le présent Bref de *Alias Venditioni Exponas de Terris*.

Les terres et tenements mentionnés dans la cédule A, annexée au bref de *Alias Venditioni Exponas*.

Cette partie de chemin de fer "Montréal et Sorel," sise et située dans le comté de Richelieu, dans le district de Richelieu, et dans les comtés de Verchères et Chambly, dans le district de Montréal, s'étendant depuis les quais de la compagnie (défenderesse) à l'embouchure du Richelieu, sur le lot A, de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, dans la Pointe de Sorel, le dit lot A maintenant désigné et connu comme lot numéro un, du plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, faisant maintenant partie de la paroisse de Saint-Joseph de Sorel jusqu'à la jonction avec le chemin de fer *Grand Trunk Railway of Canada*, sur le No. 182, de la concession appelée la première ou concession du haut du fleuve, dans la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, étant une lisière de terre de cinquante pieds de largeur sur une longueur d'environ quarante-cinq mille, y compris les voies d'évitement, *sidings*, plus ou moins, et traversant les paroisses de Saint-Pierre de Sorel, de Saint-Joseph de Sorel, à l'ouest du Richelieu, dans le comté et le district de Richelieu ; la paroisse de Contrecoeur, dans le comté de Verchères, district de Montréal, passant partie dans la paroisse de Saint-Roch, dits comté et district de Richelieu, traversant les paroisses de Verchères et Varennes, dans le dit comté de Verchères, dans le district de Montréal ; celles de Boucherville, de Saint-Antoine de Longueuil et la ville de Longueuil, dans le comté de Chambly, dit district de Montréal. La dite lisière de terre ainsi saisie partant depuis la ligne divisant le lot A du lot B, et traversant le dit lot B et le lot C et distraite de ces derniers lots, qui sont maintenant désignés comme partie du lot numéro un, sur le plan officiel

without warranty of precise measurement, and such as comprised within the following limits, to wit : bounded in front by the King's highway, in rear by the lands of La Côte Saint Jean, on one side to the north by Isaac Theoret, and on the other side to the south by Napoleon Boyer—with a house, barn and outbuildings thereon erected. Subject to the charge of the enjoyment and usufruct of the said immovable in favor of Dame Emelie Chauret, of the parish of Pointe Claire, widow of the late Benjamin Legault, in his lifetime farmer, of the same place, during her lifetime, such as stipulated by deed of sale of the seventh of April, one thousand eight hundred and eighty-four, by the said Benjamin Legault and his wife to Napoleon Legault, before M^{re} Chauret, and by another deed of sale of the first of March, one thousand eight hundred and eighty-six, before the same notary, by Napoléon Legault.

To be sold at the parochial door of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, on the NINE-TEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-seventh day of April next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 14th February, 1893. Sheriff. 774

[First published, 18th February, 1893.]

ALIAS VENDITIONI EXPONAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } WILLIAM BUSBY LAMB,
No. 1735. } of the city of Montreal, in his quality of collector of Provincial Revenue, district of Montreal, for the benefit of Her Majesty the Queen, Plaintiff ; against the lands and tenements of THE MONTREAL AND SOREL RAILWAY COMPANY, a body politic and corporate, and having its chief place of business in the city of Montreal, in the district of Montreal, Defendant ; and Eusebe Denicourt, wood dealer, of the town of Longueuil, claimer note in writ of *Fieri Facias de Bonis et de Terris* issued in this cause, and Plaintiff authorized to execute on the present writ of *Alias Venditioni Exponas de Terris*.

The lands and tenements mentioned in the schedule marked A, annexed to the writ of *Alias Venditioni Exponas*.

The part of the Montreal and Sorel Railway, situate and being in the county and district of Richelieu, and in the counties of Verchères and Chambly, in the district of Montreal, extending from the quay of the company (defendant) to the mouth of the river Richelieu, on lot A, of the parish of Saint Pierre de Sorel, at Sorel Point, the said lot A now known and designated as lot number one, of the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Pierre de Sorel, now being part of the parish of Saint Joseph de Sorel to the junction with the railway Grand Trunk Railway of Canada, on No. 182, of the concession called the first concession or concession *du haut du fleuve*, in the parish of Saint Antoine de Longueuil, being a strip of land of fifty feet in width by about forty-five miles in length, with sidings, more or less, and crossing the parishes of Saint Pierre de Sorel, Saint Joseph de Sorel, on the west of the Richelieu, in the county and district of Richelieu ; the parish of Contrecoeur, in the county of Verchères, district of Montreal, passing partly in the parish of Saint Roch, in said county and district of Richelieu, crossing the parishes of Verchères and Varennes, in the said county of Verchères, in the district of Montreal ; those of Boucherville, Saint Antoine de Longueuil and the town of Longueuil, in the county of Chambly, said district of Montreal. The said strip of land so seized starting from the line dividing lot A from lot B, and crossing the said lot B and the lot C and reserved from these last lots, which are now known and designated as part of the lot number one, on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Pierre de Sorel, now being part of

et sur le livre de renvoi de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, faisant maintenant partie de la paroisse de Saint-Joseph de Sorel et la dite lisière de terre distraite.

1. Distraite des numéros deux, six, sept, neuf, dix, onze, douze, treize, quinze, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente et un, trente-deux, trente-trois, trente-quatre, trente-cinq, trente-six, trente-sept, trente-neuf, quarante, quarante et un, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-six, de la première concession nord du Richelieu, du dit plan cadastral de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel.

2. Distraite des numéros un, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-huit, vingt, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente et un, comprenant soixante et dix pieds de largeur, mesure anglaise, sur un arpent et quatre perches, mesure française, sur le numéro trente-deux, tel que stipulé dans le contrat de vente passé sous seing privé, par Jacques Péloquin, en faveur de la dite compagnie, le 29 septembre 1881; traversant, la dite lisière de terre, les numéros trente-cinq, trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante et un, quarante-deux, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-sept, quarante-neuf, cinquante, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-cinq, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante et deux, soixante et cinq, soixante et sept, soixante et neuf, soixante et onze, soixante et treize, soixante et quinze, soixante et dix-neuf, quatre-vingts, quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-quatre, de la concession du fleuve Saint-Laurent, de Saint-Joseph de Sorel, du dit plan officiel.

3. Distraite des numéros trois, quatre, cinq, six, sept, huit, huit A, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt huit, vingt-neuf, trente et un, trente-trois, trente-trois A, trente-six, trente-sept, trente-huit A, trente-neuf, quarante, quarante et un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-neuf, cinquante, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-huit, cinquante-neuf, cinquante-neuf A, soixante, soixante et un, soixante et cinq, soixante et six, soixante et sept, soixante et huit, soixante et neuf, soixante et dix, soixante et onze, soixante et douze, soixante et treize, soixante et quinze, soixante et seize, soixante et dix-sept, soixante et dix-huit, soixante et dix-neuf, quatre-vingts, quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-seize, quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-huit, quatre-vingt-dix-neuf, cent, cent un, cent trois, cent cinq, cent sept, cent huit, cent neuf, de la première concession du grand Saint-Ours, paroisse de Contrecoeur, dans le comté de Verchères, avec la station sur ce dernier numéro et le terrain occupé par icelle, la propriété de la dite compagnie; prenant partie du numéro cent onze, dans la concession Côte Saint-Jean, dans la paroisse de Saint-Roch, dans le comté de Richelieu, et traversant la montée de Saint-Roch, dans la dite paroisse de Contrecoeur, continuant à travers les numéros cent douze, cent treize, cent quatorze, cent quinze, cent seize, cent dix-sept, cent dix-huit, cent dix-neuf, cent vingt, cent vingt et un, cent vingt-deux, cent vingt-trois, cent vingt-quatre, cent vingt-cinq, cent vingt-six, cent vingt-sept, cent vingt-huit, cent trente et un, cent trente-trois, cent trente-quatre, cent trente-six, cent trente-sept, cent trente-huit, cent trente-huit A, cent quarante, cent quarante-trois, cent quarante-quatre, cent quarante-cinq, cent quarante-sept, cent quarante-huit, cent quarante-neuf, cent cinquante-deux, de la dite pre-

the parish of Saint Joseph de Sorel and the said strip of land detached.

1. Detached from numbers two, six, seven, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fifteen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine, thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-three, thirty-four, thirty-five, thirty-six, thirty-seven, thirty-nine, forty, forty-one, forty-three, forty-four, forty-six, of the first concession north of the Richelieu, of the cadastral plan of the parish of Saint Pierre de Sorel.

2. Detached from numbers one, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, eighteen, twenty, twenty-two, twenty-three, twenty-four, twenty-five, twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine, thirty, thirty-one, comprising seventy feet in width, english measure, by one arpent and four perches, french measure, on number thirty-two, as stipulated in the deed of sale passed under private seal, by Jacques Péloquin, in favor of the said company, on the 29th September, 1881; crossing, the said strip of land, numbers thirty-five, thirty-six, thirty-seven, thirty-eight, thirty-nine, forty-one, forty-two, forty-four, forty-five, forty-seven, forty-nine, fifty, fifty-two, fifty-three, fifty-five, fifty-eight, fifty-nine, sixty, sixty-one, sixty-two, sixty-five, sixty-seven, sixty-nine, seventy-one, seventy-three, seventy-five, seventy-nine, eighty, eighty-one, eighty-two, eighty-three, eighty-four, of the concession of the river Saint Lawrence, of Saint Joseph de Sorel, on said official plan.

3. Detached from numbers three, four, five, six, seven, eight, eight A, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, twenty-five, twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine, thirty-one, thirty-three, thirty-three A, thirty-six, thirty-seven, thirty-eight A, thirty-nine, forty, forty-one, forty-two, forty-three, forty-nine, fifty, fifty-two, fifty-three, fifty-eight, fifty-nine, fifty-nine A, sixty, sixty-one, sixty-five, sixty-six, sixty-seven, sixty-eight, sixty-nine, seventy, seventy-one, seventy-two, seventy-three, seventy-five, seventy-six, seventy-seven, seventy-eight, seventy-nine, eighty, eighty-one, eighty-two, eighty-three, eighty-five, eighty-six, eighty-seven, eighty-nine, ninety, ninety-one, ninety-two, ninety-three, ninety-five, ninety-six, ninety-seven, ninety-eight, ninety-nine, one hundred, one hundred and one, one hundred and three, one hundred and five, one hundred and seven, one hundred and eight, one hundred and nine, of the first concession of Grand Saint Ours, parish of Contrecoeur, in the county of Verchères, with the station on this last number and the land occupied by the same, the property of the said company; comprising a portion of number one hundred and eleven, in the Côte Saint Jean concession, in the parish of Saint Roch, in the county of Richelieu, and crossing the ascent to Saint Roch, in the said parish of Contrecoeur, continuing across numbers one hundred and twelve, one hundred and thirteen, one hundred and fourteen, one hundred and fifteen, one hundred and sixteen, one hundred and seventeen, one hundred and eighteen, one hundred and nineteen, one hundred and twenty, one hundred and twenty-one, one hundred and twenty-two, one hundred and twenty-three, one hundred and twenty-four, one hundred and twenty-five, one hundred and twenty-six, one hundred and twenty-seven, one hundred and twenty-eight, one hundred and thirty-one, one hundred and thirty-three, one hundred and thirty-four, one hundred and thirty-six, one hundred and thirty-seven, one hundred and thirty-eight, one

mière concession du grand Saint-Ours, paroisse de Contrecoeur, dans le comté de Verchères.

4. Distraite des numéros cent cinquante-six, cent cinquante-sept, cent cinquante-huit, cent cinquante-neuf, cent soixante et un, cent soixante et deux, cent soixante et trois, cent soixante et quatre, cent soixante et cinq, cent soixante et six, cent soixante et sept, cent soixante et huit, cent soixante et neuf, cent soixante et dix, cent soixante et douze, cent soixante et quatorze, cent soixante et quinze, cent soixante et seize, cent soixante et dix-sept, cent soixante et dix-huit, cent soixante et dix-neuf, cent quatre-vingts, cent quatre-vingt-un, cent quatre-vingt-deux, cent quatre-vingt-trois, cent quatre-vingt-quatre, cent quatre-vingt-cinq, traversant la moitié du village de Contrecoeur, et continuant à travers les numéros deux cent neuf, deux cent dix, deux cent quatorze, deux cent quinze, deux cent dix-sept, deux cent dix-huit, deux cent vingt, deux cent vingt et un, deux cent vingt-deux, deux cent vingt-trois, deux cent vingt-quatre, deux cent vingt-cinq, deux cent vingt-six, deux cent vingt-sept, deux cent vingt-huit, deux cent trente et un, deux cent trente-deux, deux cent trente-trois, deux cent trente-quatre, deux cent trente-cinq, deux cent trente-six, deux cent trente-sept, deux cent trente-huit, deux cent quarante et un, deux cent quarante-deux, deux cent quarante-trois, deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq, deux cent quarante-six, deux cent quarante-sept, deux cent cinquante, deux cent cinquante-deux, deux cent cinquante-trois, deux cent cinquante-quatre, deux cent cinquante-cinq, deux cent cinquante-six, deux cent cinquante-sept, deux cent cinquante-huit, deux cent cinquante-neuf, deux cent soixante et un, avec la station Saint-Antoine jonction, sur ce dernier lot; deux cent soixante et cinq, deux cent soixante et six, deux cent soixante et sept, deux cent soixante et huit, deux cent soixante et neuf, deux cent soixante et dix, deux cent soixante et onze, de la première concession du plan officiel de la dite paroisse de Contrecoeur, dans le dit comté de Verchères.

5. Distraite des numéros un, deux, quatre, cinq, six, huit, neuf, dix, onze, douze, douze A, douze B, douze C, douze D, douze E, douze F, douze G, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, vingt-neuf A, trente, trente et un, trente-deux, trente-trois, trente-quatre, trente-cinq, trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante, traversant une route, quarante et un, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-six, cinquante, cinquante-deux, quatre-vingt-neuf, traversant la petite montée du village de Verchères, et continuant à travers le numéro cent vingt-six, avec la station sur ce dernier lot; cent quatre-vingt-quinze cent quatre-vingt-seize, cent quatre-vingt-dix-huit, deux cent, deux cent un, deux cent deux, deux cent trois, deux cent quatre, deux cent cinq, deux cent six, deux cent sept, deux cent huit, deux cent neuf, deux cent dix, deux cent onze, deux cent douze, deux cent treize, deux cent quatorze, deux cent dix-sept, deux cent dix-huit, deux cent dix-neuf, deux cent vingt et un, deux cent vingt-deux, deux cent vingt-quatre, deux cent vingt-cinq, deux cent vingt-six, deux cent vingt-huit et deux cent trente et un, de la première concession du plan officiel de la paroisse de Verchères, dans le comté de Verchères.

hundred and thirty-eight A, one hundred and forty, one hundred and forty-three, one hundred and forty-four, one hundred and forty-five, one hundred and forty-seven, one hundred and forty-eight, one hundred and forty-nine, one hundred and fifty-two, of the said first concession of Grand Saint Ours, parish of Contrecoeur, county of Verchères.

4. Detached from numbers one hundred and fifty-six, one hundred and fifty-seven, one hundred and fifty-eight, one hundred and fifty-nine, one hundred and sixty-one, one hundred and sixty-two, one hundred and sixty-three, one hundred and sixty-four, one hundred and sixty-five, one hundred and sixty-six, one hundred and sixty-seven, one hundred and sixty-eight, one hundred and sixty-nine, one hundred and seventy, one hundred and seventy-two, one hundred and seventy-four, one hundred and seventy-five, one hundred and seventy-six, one hundred and seventy-seven, one hundred and seventy-eight, one hundred and seventy-nine, one hundred and eighty, one hundred and eighty-one, one hundred and eighty-two, one hundred and eighty-five, crossing the ascent of the village of Contrecoeur, and continuing across numbers two hundred and nine, two hundred and ten, two hundred and fourteen, two hundred and fifteen, two hundred and seventeen, two hundred and eighteen, two hundred and twenty, two hundred and twenty-one, two hundred and twenty-two, two hundred and twenty-three, two hundred and twenty-four, two hundred and twenty-eight, two hundred and twenty-nine, crossing the ascent of Chambly, and continuing across numbers two hundred and thirty-one, two hundred and thirty-three, two hundred and thirty-four, two hundred and thirty-five, two hundred and thirty-six, two hundred and thirty-seven, two hundred and thirty-eight, two hundred and thirty-nine, two hundred and forty, two hundred and forty-one, two hundred and forty-two, two hundred and forty-three, two hundred and forty-four, two hundred and forty-five, two hundred and forty-six, two hundred and forty-nine, two hundred and fifty, two hundred and fifty-two, two hundred and fifty-three, two hundred and fifty-four, two hundred and fifty-six, two hundred and fifty-seven, two hundred and fifty-eight, two hundred and fifty-nine, two hundred and sixty-one, with the Saint Antoine station junction on the last lot; two hundred and sixty-five, two hundred and sixty-six, two hundred and sixty-seven, two hundred and sixty-eight, two hundred and sixty-nine two hundred and seventy and two hundred and seventy-one, of the first concession on the official plan of the said parish of Contrecoeur, in the said county of Verchères.

5. Detached from numbers one, two four, five, six, eight, nine, ten, eleven, twelve, twelve A, twelve B, twelve C, twelve D, twelve E, twelve F, twelve G, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, twenty-five, twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine, twenty-nine A, thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-three, thirty-four, thirty-five, thirty-six, thirty-seven, thirty-eight, thirty-nine, forty, crossing a road, forty-one, forty-three, forty-four, forty-six, fifty, fifty-two, eighty-nine, crossing the by-road of the village of Verchères, and continuing across number one hundred and twenty-six, with the station on this last lot; one hundred and ninety-five, one hundred and ninety-six, one hundred and ninety-eight, two hundred, two hundred and one, two hundred and two, two hundred and three, two hundred and four, two hundred and five, two hundred and six, two hundred and seven, two hundred and eight, two hundred and nine, two hundred and ten, two hundred and eleven, two hundred and twelve, two hundred and thirteen, two hundred and fourteen, two hundred and seventeen, two hundred and eighteen, two hundred and nineteen, two hundred and twenty-one, two hundred and twenty-two, two hundred and twenty-four, two hundred and twenty-five, two hundred and twenty-six, two hundred and twenty-eight and two hundred and thirty-one, of the first concession on the official plan of the parish of Verchères, in the county of Verchères.

6. Distaite des numéros un, deux, trois A, quatre, cinq, sept, huit, dix, onze, douze, treize, quatorze, dix-sept, vingt et un, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente-deux, trente-trois, trente-six, trente-sept, quarante, quarante et un, quarante-deux, quarante-quatre, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, traversant le chemin de la petite prairie ; soixante et quatre, soixante et six, soixante et sept, soixante et neuf, soixante et douze, soixante et treize, soixante et quatorze, soixante et quinze, soixante et seize, avec la petite station bâtie sur ce dernier numéro ; soixante et dix-sept, soixante et dix-huit, quatre-vingt-deux, cent cinq, traversant le chemin du petit bois ; cent trois, cent deux, cent un, traversant une montée ; quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-seize, quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-neuf et cent, de la concession de la Grande Côte, du cadastre et au plan officiel de la paroisse de Varennes, dans le comté de Verchères.
7. Distaite des numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, neuf, onze, douze, treize, quatorze, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-huit et vingt-neuf, de la première concession du plan et livre du cadastre officiel de la paroisse de Boucherville.
8. Distaite des numéros trente-sept, de partie des numéros quatre-vingt-dix et quatre-vingt-onze, traverse le numéro quatre-vingt-douze, et contient sur ce dernier numéro un arpent et demi de terrain en superficie, mesure anglaise, pour station, suivant contrat passé sous seing privé, en date du 25 novembre 1881, par l'honorable Chs. B. de Boucherville, à la dite compagnie, traverse une rue, partie du numéro cent quarante-six, traverse partie de cent quarante-sept, cent quarante-huit, cent cinquante et un et cent soixante, des plan et livre de renvoi officiels du village de Boucherville, dans le comté de Chambly, et traverse ensuite un chemin de montée.
9. Distaite de partie du numéro trente-quatre, des numéros trente-cinq, trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante, quarante et un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf et cinquante, de la dite première concession, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Boucherville, comté de Chambly.
10. Distaite des numéros un, deux, trois, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, dix-sept, vingt-cinq, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente-deux, trente-quatre, trente-cinq, de partie des numéros de subdivision quarante-cinq, quarante-six, quarante-sept, traversant une rue de cent un et cent deux, du lot officiel du numéro trente-six (36-45, 36-46, 36-47, 36-101, 36-102), de partie de subdivision soixante et neuf, soixante et dix, cent seize, cent dix-sept, cent dix-huit, cent trente-trois, cent trente-quatre, deux cent trente-sept, deux cent trente-neuf, deux cent quarante, du numéro officiel trente-sept, du premier rang sur le fleuve, bas du village, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil, dans le dit comté de Chambly (37-69, 37-70, 37-116, 37-117, 37-118, 37-133, 37-134, 37-237, 37-239, 37-240).
11. Distaite de partie des numéros de subdivision quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-six, une rue étant cinquante-neuf A, cent six, cent sept, cent huit, partie de cent vingt-huit, cent vingt-sept, cent vingt-six, cent vingt-cinq, cent vingt-quatre, tout cent dix-huit, partie de cent dix-neuf, traversant une rue, étant de cent dix-neuf C, deux cent quarante-huit, deux cent quarante-neuf et deux cent cinquante, du numéro officiel un, du ci-devant village de Longueuil, maintenant la ville de Longueuil,
6. Detached from numbers one, two, three A, four, five, seven, eight, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, seventeen, twenty-one, twenty-three, twenty-four, twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine, thirty-two, thirty-three, thirty-six, thirty-seven, forty, forty-one, forty-two, forty-four, fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty-four, fifty-five, fifty-nine, sixty, sixty-one, crossing the *petite prairie* road ; sixty-four, sixty-six, sixty-seven, sixty-nine, seventy-two, seventy-three, seventy-four, seventy-five, seventy-six, with the small station erected on this last number ; seventy-seven, seventy-eight, eighty-two, one hundred and five, crossing the *petit bois* road ; one hundred and three, one hundred and two, one hundred and one, crossing a by-road ; eighty-nine, ninety-two, ninety-five, ninety-six, ninety-seven, ninety-nine and one hundred, of the concession *Grande Côte*, of the cadastre and on the official plan of the parish of Varennes, in the county of Verchères.
7. Detached from numbers one, two, three, four, five, six, seven, nine, eleven, twelve, thirteen, fourteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-eight and twenty-nine, on the first concession on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Boucherville.
8. Detached from numbers thirty-seven, part of numbers ninety and ninety one, crossing number ninety-two, and contains on this last number one and a half arpent of land in superficies, english measure, for a station, according to deed passed under privy seal, dated the 25th November, 1881, by the Honourable Chs. B. de Boucherville, in favor of the said company, crossing a street, part of number one hundred and forty-six, crossing part of one hundred and forty-seven, one hundred and forty-eight, one hundred and fifty-one and one hundred and sixty, on the official plan and book of reference for the village of Boucherville, in the county of Chambly, and then crossing a by-road.
9. Detached from a part of number thirty-four, from numbers thirty-five, thirty-six, thirty-seven, thirty-eight, thirty-nine, forty, forty-one, forty-two, forty-three, forty-four, forty-five, forty-six, forty-seven, forty-eight, forty-nine and fifty, of the said first concession of the official plan and book of reference for the said parish of Boucherville, county of Chambly.
10. Detached from numbers one, two, three, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, seventeen, twenty-five, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine, thirty, thirty-two, thirty-four, thirty-five, from part of the subdivisional numbers forty-five, forty-six, forty-seven, crossing a street from one hundred and one and one hundred and two, of the official lot number thirty-six (36-45, 36-46, 36-47, 36-101, 36-102), from part of subdivision sixty-nine, seventy, one hundred and sixteen, one hundred and seventeen, one hundred and eighteen, one hundred and thirty-three, one hundred and thirty-four, two hundred and thirty-seven, two hundred and thirty-nine, two hundred and forty, of the official number thirty-seven, of the first range by the river, lower part of the village, on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Antoine de Longueuil, in the said county of Chambly (37-69, 37-70, 37-116, 37-117, 37-118, 37-133, 37-134, 37-237, 37-239, 37-240).
11. Detached from part of the subdivided numbers forty-four, forty-five, forty-six, a street being fifty-nine A, one hundred and six, one hundred and seven, one hundred and eight, part of one hundred and twenty-eight, one hundred and twenty-seven, one hundred and twenty-six, one hundred and twenty-five, one hundred and twenty-four, the whole of one hundred and eighteen, part of one hundred and nineteen, crossing a street, being two hundred and nineteen C, two hundred and forty-

traversant tout le numéro quatre-vingt-deux, de la dite ville de Longueuil, prenant quarante pieds de largeur du numéro cent un, sur la longueur qui se trouve depuis la ligne du dit chemin de fer à aller au terrain du cimetière No. 103, partie des numéros quatre-vingt-dix-huit, quatre-vingt-dix-neuf, cent, et le tout des numéros quatre-vingt-seize et cent deux, de la dite ville, et traversant le chemin de Chambly, dans la dite ville.

12. Distracte des numéros de subdivision quinze, seize, vingt-sept, deux cent cinquante-trois, deux cent trente-six, deux cent trente-sept, deux cent trente-huit, deux cent cinquante et un, deux cent cinquante-deux, deux cent soixante et douze, deux cent quatre-vingt-sept, deux cent quatre-vingt-huit, deux cent quatre-vingt-neuf, trois cent deux, trois cent trois, cinq cent vingt-huit, traverse une rue, quatre cent huit, cinq cent douze, cinq cent treize, cinq cent vingt-six, cinq cent vingt-sept, traverse une rue, cinq cent quarante-trois, cinq cent cinquante-cinq, cinq cent cinquante-six, cinq cent cinquante-sept, cinq cent cinquante-huit, cinq cent cinquante-neuf, cinq cent cinquante-quatre, traverse une rue, six cent seize, six cent vingt-trois, six cent vingt-quatre et six cent vingt-cinq, du numéro officiel trois cent quarante-huit, aux dits plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, maintenant la ville de Longueuil, et contenant ces dits terrains ainsi pris, une superficie totale d'environ 69,200 pieds, mesure anglaise, conformément à un acte de rapport d'arbitrage passé par devant M^{re} Brais, notaire public, en date du 5 octobre 1882.

13. Distracte des numéros de subdivision dix-sept, dix-huit et dix-neuf, du numéro officiel trois cent quarante, de la dite ville de Longueuil, traversant l'avenue Guilbault, comprenant les parties de subdivisions dix-sept et dix-huit, du numéro officiel trois cent quarante et un; des numéros de subdivision soixante et quatre, soixante et cinq, soixante et dix-neuf, quatre-vingts, du numéro officiel deux cent, de la dite ville, de partie des numéros de subdivision trente-sept, trente-huit, traversant l'avenue Quinn, étant le numéro cent, partie de cent cinquante-cinq, cent cinquante-six et cent cinquante-sept, du numéro officiel cent quatre-vingt-dix-neuf, de la dite ville; traversant une rue étant le numéro un, de subdivision du numéro officiel cent quatre-vingt-dix-sept, et longeant sur parties des numéros de subdivision vingt-deux, vingt-trois, quarante et un et quarante-deux, du dit numéro officiel cent quatre-vingt-dix-sept, traversant le numéro officiel trois cent sept, l'ancienne ligne du Grand Tronc, ces dits numéros tous de la ville de Longueuil.

14. Distracte des numéros de subdivision numéro un A, étant une rue, vingt-huit, vingt-neuf, cinquante-trois, cinquante-quatre, un étant une rue, cent quatorze, du numéro officiel cent cinquante-quatre, de la concession du haut du fleuve, dans la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil.

15. Distracte des numéros suivants: cent cinquante-cinq et traversant la ligne de chemin de fer du South Eastern sur ce dit lot, des numéros cent cinquante-sept, cent cinquante-huit, cent cinquante-neuf, cent quarante-sept, cent soixante, traversant une montée; cent soixante et un, cent quatre-vingt-quatre, cent soixante et deux et cent quatre-vingt-deux, de la dite concession du haut du fleuve, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le dit comté de Chambly.

16. Aussi saisis en cette cause, tout le matériel du dit chemin de fer construit sur le lot A, de la dite

eight, two hundred and forty-nine and two hundred and fifty, of the official number one, of the former village of Longueuil, now the town of Longueuil, crossing the whole of number eighty-two, of the said town of Longueuil, being forty feet in width from number one hundred and one, upon the length which is to be found from the line of the said railway to the burying ground No. 103, part of numbers ninety-eight, ninety-nine, one hundred, and the whole of numbers ninety-six and one hundred and two, of the said town, and crossing the Chambly road, in the said town.

12. Detached from the subdivided numbers fifteen, sixteen, twenty-seven, two hundred and fifty-three, two hundred and thirty-six, two hundred and thirty-seven, two hundred and thirty-eight, two hundred and fifty-one, two hundred and fifty-two, two hundred and seventy-two, two hundred and eighty-seven, two hundred and eighty-eight, two hundred and eighty-nine, three hundred and two, three hundred and three, five hundred and twenty-eight, crossing a street, four hundred and eight, five hundred and twelve, five hundred and thirteen, five hundred and twenty-six, five hundred and twenty-seven, crossing a street, five hundred and forty-three, five hundred and fifty-five, five hundred and fifty-six, five hundred and fifty-seven, five hundred and fifty-eight, five hundred and fifty-nine, five hundred and fifty-four, crossing a street, six hundred and sixteen, six hundred and twenty-three, six hundred and twenty-four, six hundred and twenty-five, of the official number three hundred and forty-eight, on the said official plan and book of reference of the village of Longueuil, now the town of Longueuil, and containing the said land thus described, a total area of about 69,200 feet, english measure, in conformity with a deed of arbitration report passed before M^{re} Brais, notary public, dated the 5th October, 1882.

13. Detached from the subdivided numbers seventeen, eighteen and nineteen, of the official number three hundred and forty, of the said town of Longueuil, crossing Guilbault avenue, comprising the portions of the subdivisions seventeen and eighteen, of the official number three hundred and forty-one; the subdivided numbers sixty-four, sixty-five, seventy-nine, eighty, of the official number two hundred, of the said town, of part of the subdivided numbers thirty-seven, thirty-eight, crossing Quinn avenue, being number one hundred, part of one hundred and fifty-five, one hundred and fifty-six and one hundred and fifty-seven, of the official number one hundred and ninety-nine, of the said town; crossing a street being the subdivision number one, of the official number one hundred and ninety-seven, and running along parts of the subdivided numbers twenty-two, twenty-three, forty-one and forty-two, of the said official number one hundred and ninety-seven, crossing the official number three hundred and seven, the old Grand Trunk line, these said numbers are all in the said town of Longueuil.

14. Detached from the subdivided numbers number one A, being a street, twenty-eight, twenty-nine, fifty-three, fifty-four, one being a street, one hundred and fourteen, of the official number one hundred and fifty-four, of the concession *du haut du fleuve*, in the said parish of Saint-Antoine de Longueuil.

15. Detached from the following numbers: one hundred and fifty-five and crossing the line of the South Eastern railway on this said lot, from numbers one hundred and fifty-seven, one hundred and fifty-eight, one hundred and fifty-nine, one hundred and forty-seven, one hundred and sixty; crossing an ascent; one hundred and sixty-one, one hundred and eighty-four, one hundred and sixty-two and one hundred and eighty-two, of the said concession at the head of the river, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Antoine de Longueuil, in the said county of Chambly.

16. Also seized in this cause, all the material belonging to the said railway constructed on lot A,

pointe de Sorel, dans la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, depuis le quai de la dite compagnie à venir à la ligne qui divise ce dit lot du lot B—avec les bâtisses, stations, réservoir, *water tanks*; à part le fonds pris pour le dit chemin sur le dit lot A, la propriété du gouvernement fédéral de la Puissance du Canada.

En outre saisis, tous les ponts, tant en fer, en pierre qu'en bois, chevalets (trestles), clôtures, lisses en acier et en fer, liens, (ties), ponceaux formant le terrassement du dit chemin de fer, ainsi que les stations, dépôts, réservoirs (water tanks), construits sur la dite ligne du dit chemin de fer "Montréal et Sorel," dans les limites s'étendant depuis le quai de la dite compagnie sur le dit lot A, dans la pointe de Sorel, comté de Richelieu, district de Richelieu, jusqu'à la jonction avec le "Grand Trunk Railway of Canada," sur le numéro cent quatre-vingt-deux, dans la première ou concession du haut du fleuve, dans la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, dans le district de Montréal, plus haut mentionnés, moins la station désignée sous le nom de Montréal-Sud, et construite sur le lot officiel cent cinquante-huit, de la paroisse de Longueuil, ainsi que le roulant du dit chemin de fer (rolling stock) et plus particulièrement un engin à vapeur et locomotive avec son *tender* de chemin de fer et un char à passager et une charrue pour la neige.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, comme un seul et même lot, sujet cependant aux distraction et charges ci-après mentionnées, savoir :

Attendu que le sept novembre courant, jugement a été rendu en cette cause maintenant l'opposition produite par George Moffatt, et donnant main levée de la saisie quant à l'immeuble décrit dans la première partie du procès-verbal de saisie, comme suit: sur No. 182, de la concession appelée la première concession ou la concession du haut du fleuve, et aussi mentionné au paragraphe numéro quinze du dit procès-verbal de saisie, et plus régulièrement décrit et connu comme lot de subdivision trente-trois du lot numéro officiel cent quatre-vingt-deux (182), de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le district de Montréal—avec les constructions y érigées.

Attendu que le dix-septième jour de novembre courant, jugement a été rendu en cette cause maintenant l'opposition de Dame Marguerite E. W. Eglagh et autres, et donnant main levée de la saisie quant aux lots Nos. 155, 156 et 157, de la subdivision du lot connu sous le numéro 199, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la ville de Longueuil.

Attendu que le même jour, dix-sept de novembre courant, jugement a été rendu en cette cause maintenant l'opposition afin de charge, produite par Pierre Monastesse, et ordonnant que le chemin de fer saisi en cette cause soit vendu aux charges suivantes mentionnées, décrites et imposées à la défenderesse dans un acte de vente fait et passé le six décembre mil huit cent quatre-vingt-un, et reçu devant Mre E. E. Chagnon, notaire, et dûment enregistré le douze août mil huit cent quatre-vingt-deux, savoir : de clôturer un terrain situé en la paroisse de Contrecoeur, et traversant la terre du vendeur dans toute sa longueur, au lieu où est maintenant tracé le dit chemin de fer de Montréal et Sorel, devant contenir deux cent cinquante pieds de largeur; le dit terrain étant enclavé dans une terre appartenant au vendeur (le dit opposant), connu et désigné sur le plan et le livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Contrecoeur, sous le No. 261; le dit terrain y compris celui requis par le dit tracé du dit chemin de fer, faisant les dits deux cent cinquante pieds de largeur; et de clôturer aussi le chemin sur lequel la défenderesse a un droit de passage, de ne pas bâtir sur le terrain vendu par le dit acte de vente, d'autres bâtisses que celles nécessaires pour station, boutique

at the said Sorel Point, in the parish of Saint Pierre de Sorel, from the wharf of the said company to the division line between the said lot and lot B—with the buildings, stations, water tanks; except the ground taken from the said lot A, for the said road, the property of the Federal Government of the Dominion of Canada.

Moreover seized, all the iron, stone and wooden bridges, trestles, fences, steel and iron rails, ties, culverts forming the embankment of the said railway, also the stations, depots, water tanks, constructed on the said line of the said railway "Montreal and Sorel, within the limits extending from the wharf belonging to the said company on the said lot A, at Sorel Point, county and district of Richelieu, to the junction with the "Grand Trunk Railway of Canada," upon number one hundred and eighty-two, in the first concession or concession *du haut du fleuve*, in the parish of Saint Antoine de Longueuil, county of Chambly, in the district of Montreal, above mentioned, less the station designated under the name of Montreal South, and erected upon the official lot number one hundred and fifty-eight, of the parish of Longueuil, also the rolling stock of the said railway, and more particularly a steam engine and locomotive with its railway tender and a passenger car and a snow-plough.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine of Longueuil, on the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, as and in one lot, nevertheless subject to the charges and distraction hereinafter mentioned, as follows :

Whereas on the seventh day of November instant, judgment has been rendered in this cause maintaining the opposition file by George Moffatt, and giving *main levée* to the seizure respecting the immovable described in the first part of the *procès-verbal* of seizure, as follows : on No. 182, of the concession called the first concession or concession *du haut du fleuve*, and also mentioned in the paragraph number fifteen of the said *procès-verbal* of seizure, and more amply described and known as subdivision lot thirty-three of the official lot number one hundred and eighty-two (182), of the parish Saint Antoine of Longueuil, in the district of Montreal—with the buildings thereon erected.

Whereas on the seventeenth day of November instant, judgment has been rendered in this cause maintaining the opposition of Dame Marguerite E. W. Eglagh and others, and giving *main levée* to the seizure respecting the lots No. 155, 156 and 157, of the subdivision lot known under number 199, on the official plan and in the book of reference for the town of Longueuil.

Whereas the same day, seventeenth of November instant, judgment has been rendered in this cause maintaining the opposition *afin de charge*, filed by Pierre Monastesse, and ordering the sale of the railway seized in this cause, subject to the following charges mentioned, described and imposed on the defendant in a deed of sale made and executed on the sixth day of December, one thousand eight hundred and eighty-one, and received before Mre. E. E. Chagnon, notary, and duly registered on the twelfth day of August, one thousand eight hundred and eighty-two, to wit : to fence a piece of land situate in the parish of Contrecoeur, and crossing the vendor's land in its whole length, where the Montreal and Sorel railway line is now located, which ought to contain two hundred and fifty feet in width; the said parcel of land being enclosed within a land belonging to the vendor (the said opponent), known and designated on the official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Contrecoeur, under No. 261; the said parcel of land including that required for the said railway line, forming the said two hundred and fifty feet in width; and also to fence the road on which the defendant has a right of way, and shall not build on the parcel of land sold according to the said deed of sale, other build-

et dépendances nécessitées pour les chemins de fer ; d'employer le dit opposant et ses successeurs comme agents et gardiens de constructions pour l'eau, avec salaire ordinaire et tant qu'ils s'acquitteront de leurs devoirs comme tels agents, sans plainte ni griefs contre eux, à la station construite sur le dit terrain : de donner au dit opposant et à sa famille pour le temps qu'il conservera la dite occupation d'agent, le passage gratis sur le chemin de fer et les chars de la défenderesse ; de payer à l'opposant ses hoirs et ayant-cause la somme de quatre cent dollars au cas où la station ou gare construite sur le dit terrain viendrait à être enlevée par la dite compagnie ou ses successeurs.

Attendu qu'une autre opposition a été produite par Léonce George James Fosbrooke, demandant main levée de la saisie quant à une lièze de terre de soixante-six pieds de largeur que la compagnie défenderesse aurait prise sur le lot de terre connu comme numéro 84, du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph, dans la seigneurie de Sorel, avec la ligne de chemin de fer et les constructions y érigées. Un dépôt de six cent piastres sera exigé de chaque enchérisseur avant de recevoir sa première enchère. Le dit bref rapportable le neuvième jour de mai prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 14 février 1893. Shérif. 731
[Première publication, 18 février 1893.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ANTOINE ERNEST GAU-
No. 2609. } A THIER, commis de
douane, de la paroisse de Sainte-Anne du Bout de
l'île, district de Montréal, Demandeur ; contre les
terres et tenements de JOSEPH SABOURIN, de
la paroisse de Sainte-Magdeleine de Rigaud, district
de Montréal, Défendeur.

1° Une terre sise et située dans la concession
appelée La Baie, dans la paroisse de Rigaud, dans
le district de Montréal, connue et désignée sur le
plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de
Sainte-Magdeleine de Rigaud, sous le numéro cinq
cent trente-six (536), de la contenance de cent six
arpents et 72/100 perche en superficie, plus ou
moins, sans garantie de mesure précise—avec une
maison, une grange, un hangar, remises et autres
bâtisses dessus érigées.

2° Une autre terre sise et située dans la dite con-
cession appelée La Baie, dans la paroisse de Sainte-
Magdeleine de Rigaud, dans le district de Montréal,
connue et désignée sur le plan et livre de renvoi
officiels pour la paroisse de Sainte-Magdeleine de
Rigaud, sous le numéro cinq cent trente-huit (538),
de la contenance de soixante arpents en superficie,
plus ou moins, sans garantie de mesure précise—
avec une maison, une grange, un hangar, remises et
autres bâtisses dessus érigées.

3° Un terrain en continuation contigue au
No. 538, sis et situé dans la dite concession appelée
La Baie, dans la paroisse de Sainte-Magdeleine de
Rigaud, dans le district de Montréal, connu et dési-
gné sur le plan et livre de renvoi officiels pour la
paroisse de Sainte-Magdeleine de Rigaud, sous le
numéro cinq cent trente-neuf (539), de la contenance
de cinq arpents 6/100 perche en superficie, plus ou
moins, sans garantie de mesure précise—sans bâtisses
dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Sainte-Magdeleine de Rigaud, on le
VINGT-DEUXIÈME jour de MARS prochain, à
DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rappor-
table le sixième jour d'avril prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 18 janvier 1893. Shérif. 319-2
[Première publication, 21 janvier 1893.]

ings than those necessary for a station, shop and
other dependencies required for the use of the rail-
way, to employ the said opponent and his successors
as agents and guardians for the buildings in connec-
tion with water, with an ordinary salary and as long as
they shall do their duty—as such agents—and there
being no complaints against them, at the station
built, on the said parcel of land ; to give to the said
opponent and his family as long as he shall be
employed as agent, a free passage on the cars of the
defendant : to pay to the opponent and his heirs and
assignees the sum of four hundred dollars in case
the station built on the said parcel of land be
removed by the said company or its successors.

Whereas another opposition has been filed by
Leonce George James Fosbrooke, requesting *main
levée* to the seizure of a tract of land of sixty-six feet
in width taken by the company defendant, from
the lot of land known under number 84, of the
cadastre of the parish of Saint Joseph, in the
seigniorie of Sorel, with the railway line and the
buildings thereon erected. A deposit of six hundred
dollars shall be required from each bidder before
receiving his first bid. The said writ returnable on
the ninth day of May next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 14th February, 1893. Sheriff. 732
[First published, 18th February, 1893.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } ANTOINE ERNEST GAU-
No. 2609. } A THIER, custom clerk, of
the parish of Sainte Anne du Bout de l'île, district
of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements
of JOSEPH SABOURIN, of the parish of
Sainte Magdeleine de Rigaud, district of Montreal,
Defendant.

1° A land situate and being in the concession
called La Baie, in the parish of Rigaud, in the dis-
trict of Montreal, known and designated on the
official plan and book of reference for the parish of
Sainte Magdeleine de Rigaud, as number five hun-
dred and thirty-six (536), containing one hundred
and six arpents and 72/1000 perches in superfi-
cies, more or less, without warranty as to precise
measurement—with a house, a barn, a shed, coach
house and other buildings thereon erected.

2° Another land situate and being in the said
concession called La Baie, in the parish of Sainte
Magdeleine de Rigaud, in the district of Montreal,
known and designated on the official plan and book
of reference for the parish of Sainte Magdeleine de
Rigaud, as number five hundred and thirty-eight
(538), containing sixty arpents in superficies, more
or less, without warranty of precise measurement—
with a house, a barn, a shed, coach houses and other
buildings thereon erected.

3° A lot in continuation of a contiguous to No.
538, situate and being in the said concession called
La Baie, in the parish of Sainte Magdeleine de
Rigaud, in the district of Montreal, known and
designated on the official plan and book of reference
for the parish of Sainte Magdeleine de Rigaud, as
number five hundred and thirty-nine (539), con-
taining five arpents 6/100 perches in superficies,
more or less, without warranty as to precise measu-
rement—without buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Sainte Magdeleine de Rigaud, on the
TWENTY-SECOND day of MARCH next, at TEN
o'clock in the forenoon. The said writ returnable
on the sixth day of April next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 18th January, 1893. Sheriff. 320
[First published, 21st January, 1893.]

FIERI FACIAS.

District of Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAVID A. LAFORTUNE,**
No. 932. } de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal, avocat, pratiquant à Montréal, dit district. Demandeur ; contre les terres et tenements de **URGELE BEAUCAGE**, de la ville de Notre-Dame des Neiges, district de Montréal, tanneur. Défendeur.

1° Un emplacement sis et situé au village de la Côte des Neiges, maintenant la ville de Notre-Dame des Neiges, en la paroisse de Notre-Dame de Grâce, de la contenance de cinquante-huit pieds de front, mesure anglaise, sur cent huit pieds de profondeur, mesure française tel que renfermé dans les limites suivantes ; borné en front par le chemin de la Reine, derrière partie par le dit Sieur Beaucage et partie par le terrain qu'il a retrocédé le vingt et un février de l'an mil huit cent quatre vingt-dix (1890), à John Swail, d'un côté par Joseph Godin, de l'autre côté par Sieur Deslages ou représentants—avec une maison à deux côtés, une boutique, un hangar et une écurie dessus construits. Lequel emplacement fait partie, celle nord-ouest du lot de terre maintenant connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels du dit village de la Côte des Neiges, maintenant la ville de Notre-Dame des Neiges, sous le lot officiel numéro vingt (20).

2° Le lot numéro onze (11), de la subdivision officielle du lot numéro vingt-cinq (25), sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit village de la Côte des Neiges, maintenant la ville de Notre-Dame des Neiges—avec trois côtés de maison en bois et autres bâtisses dessus construites ; borné en front par la rue Swail.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour d'avril prochain.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif, Montréal, 18 janvier 1893. Shérif, 321-2
[Première publication, 21 janvier 1893.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal à savoir : } **JEAN - BAPTISTE LE-**
No. 2660. } **MIEUX**, commis, de la cité et du district de Montréal. Demandeur ; contre les terres et tenements de **JEREMIE TAILLEFER**, de la paroisse de Vaudreuil, dans le district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre ou emplacement sis et situé dans le village de Saint Michel de Vaudreuil, dans le district de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent soixante et un (No. 161), des plan et livre de renvoi officiels du dit village de Saint-Michel de Vaudreuil, district de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Un autre lot de terre ou emplacement situé au même lieu dans le dit village de Saint-Michel de Vaudreuil, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiel du village de Saint-Michel de Vaudreuil, sous le numéro cent soixante et huit (No 168)—avec bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de mars prochain.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif, Montréal, 18 janvier 1893. Shérif, 325-2
[Première publication, 21 janvier 1893.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **CHARLES E. McILHO-**
No. 2405. } **NEY**, de la cité de Montréal, mouleur de cadres pour gravures. Demandeur ; contre les terres et tenements de **JOHN McILHONEY**, de la dite cité de Montréal, gentilhomme, Défendeur.

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAVID A. LAFORTUNE,**
No. 932. } of the parish of Saint Laurent, district of Montreal, advocate, practising at Montreal, said district, as such, Plaintiff ; against the lands and tenements of **URGELE BEAUCAGE**, of the town of Notre Dame des Neiges, district of Montreal, tanner, Defendant.

1° A lot situate and being in the village of La Côte des Neiges, now the town of Notre Dame des Neiges, in the parish of Notre Dame de Grâce, containing fifty eight feet in front, english measure, by one hundred and eight feet in depth, french measure, such as comprised within the following limits, to wit : bounded in front by the Queen's highway, in rear partly by the said Sieur Beaucage and partly by the land he recovered on the twenty-first of February in the year one thousand eight hundred and ninety (1890), to John Swail, on one side by Joseph Godin, and on the other side by Sieur Deslages or representatives—with a double dwelling house, a shop, a shed and stable thereon erected. Which lot forms part, the north west of the lot of land now known and designated on the official plan and book of reference of the said village of La Côte des Neiges, as official lot number twenty (20).

2° Lot number eleven (11), of the official subdivision of lot number twenty-five (25), on the official plan and book of reference of the said village of La Côte des Neiges, now the town of Notre Dame des Neiges—with three sides of a wooden house and other buildings thereon erected ; bounded in front by Swail street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of April next.

J. R. THIBAudeau.

Sheriff's Office, Montréal, 18th January, 1893. Sheriff, 322
[First published, 21st January, 1893.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **JEAN - BAPTISTE LE-**
No. 2660. } **MIEUX**, clerk, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JEREMIE TAILLEFER**, of the parish of Vaudreuil, in the district of Montreal, Defendant.

1° A lot of land situate in the village of Saint Michel de Vaudreuil, in the district of Montreal, known and designated as number one hundred and sixty-one (No. 161), on the official plan and book of reference of the said village of Saint Michel de Vaudreuil, district of Montreal—with the buildings thereon erected.

2° Another lot of land situate and being at the same place in the said village of Saint Michel de Vaudreuil, known and designated on the official plan and in the book of reference for the village of Saint Michel de Vaudreuil, as number one hundred and sixty-eight (No. 168)—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, on the TWENTY-SECOND day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of March next.

J. R. THIBAudeau.

Sheriff's Office, Montréal, 18th January, 1893. Sheriff, 326
[First published, 21st January, 1893.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **CHARLES E. McILHONEY,**
No. 2405. } of the city of Montreal, picture framer moulder, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOHN McILHONEY**, of the said city of Montreal, gentleman, Defendant.

1° La moitié indivise de ce lot de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro deux cent trente (230), faisant front sur la rue Alexandre—avec les bâtisses sus-érigées.

2° La moitié indivise de ce lot de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro quatre cent trente-six (436), faisant front sur la rue Vallée—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendues dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-deuxième jour de mars prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 18 janvier 1893. [Première publication, 21 janvier 1893.]

Shérif, 323-2

FIERI FACIAS

Cour de Circuit, pour le district de Montréal.

Montréal, à savoir : } FRANCIS LEGARE, marchand, de la cité de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de ALEXIS DEOT, de la ville de Saint-Henri, dit district, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville de Saint-Henri, district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comté d'Hochelaga, sous le numéro quatre-vingt-deux (82), de la subdivision du lot officiel numéro mille sept cent vingt-deux (1722), des dits plan et livre de renvoi ; borné en front par la rue Beaudoin—avec les bâtisses sus-érigées et en voie de construction.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt quatrième jour de mars prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 18 janvier 1893. [Première publication, 21 janvier 1893.]

Shérif, 327-2

FIERI FACIAS.

Cour de Magistrat de la cité de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA CORPORATION DE No 5061. } LA PAROISSE DES SAINTS-ANGES DE LACHINE, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la ville de Lachine, Demanderesse ; contre les terres et tenements de MARIE ANNE METTLERBERGER, de Montréal, veuve de feu Abner Bagg, en son vivant du même lieu, Défenderesse.

1° Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Lachine, district de Montréal, comté Jacques-Cartier, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro sept cent vingt-sept (No. 727) ; borné en front par l'Avenue Dorval, côté ouest—sans bâtisse.

2° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu, côté ouest de l'Avenue Dorval, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro sept cent vingt-huit (No. 728)—sans bâtisse.

3° Un autre lot de terre situé au même lieu, côté ouest de l'Avenue Dorval, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro sept cent vingt-neuf (No. 729)—sans bâtisse.

4° Un autre lot de terre situé au même lieu, côté ouest de l'Avenue Dorval, connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro sept cent trente (No. 730)—sans bâtisse.

5° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu, côté ouest de l'Avenue Dorval, connu et désigné aux

1° The undivided half of that certain lot situate in the Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, known and distinguished on the official plan and in the book of reference of said ward, as number two hundred and thirty (230), fronting on Alexander street—with buildings thereon erected.

2° The undivided half of that certain lot situate in the Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, known and distinguished on the official plan and in the book of reference of said ward, as number four hundred and thirty-six (436), fronting on Vallée street—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the twenty-second day of March next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 18th January, 1893. [First published, 21st January, 1893.]

Sheriff, 324

FIERI FACIAS

Circuit Court, for the district of Montréal.

Montréal, to wit : } FRANCIS LEGARE, merchant, of the city of Montréal, Plaintiff ; against the lands and tenements of ALEXIS DEOT, of the town of Saint-Henri, said district, Defendant.

A lot of land situate in the town of Saint-Henri, district of Montréal, known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Montréal, in the county of Hochelaga, as number eighty-two (82), of the subdivision of the official lot number seventeen hundred and twenty-two (1722), on the said official plan and book of reference ; bounded in front by Beaudoin street—with buildings thereon erected and in course of erection.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fourth day of March next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 18th January, 1893. [First published, 21st January, 1893.]

Sheriff, 328

FIERI FACIAS.

Magistrate's Court of the city of Montréal.

Montréal, to wit : } THE CORPORATION OF No. 5061. } THE PARISH OF LES SAINTS-ANGES DE LACHINE, a body politic and corporate, having its principal office, in the town of Lachine, Plaintiff ; against the lands and tenements of MARIE ANNE METTLERBERGER, of Montréal, widow of the late Abner Bagg, in his lifetime of the same place, Defendant.

1° A lot of land situate and being in the parish of Lachine, district of Montréal, county of Jacques-Cartier, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, as number seven hundred and twenty-seven (No. 727) ; bounded in front by Dorval Avenue, west side—without buildings.

2° Another lot of land situate and being at the same place, west side of Dorval Avenue, known and designated on the said official plan and book of reference as number seven hundred and twenty-eight (No. 728)—without buildings.

3° Another lot of land situate at the same place, west side of Dorval Avenue, known and designated on the said official plan and book of reference as number seven hundred and twenty-nine (No. 729)—without buildings.

4° Another lot of land situate at the same place, west side of Dorval Avenue, known and designated on the said official plan and book of reference as number seven hundred and thirty (No. 730)—without buildings.

5° Another lot of land situate at the same place, west side of Dorval Avenue, known and designated

susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro sept cent trente et un (No. 731)—sans bâtisse.

6° Un autre lot de terre situé au même lieu, côté ouest de l'Avenue Dorval, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro sept cent trente-deux (No. 732)—sans bâtisse.

7° Un autre lot de terre situé au même lieu, côté ouest de l'Avenue Dorval, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro sept cent trente-trois (No. 733)—sans bâtisse.

8° Un autre lot de terre situé au même lieu, côté ouest de l'Avenue Dorval, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro sept cent trente-quatre (No. 734)—sans bâtisse.

9° Un autre lot de terre situé au même lieu, côté ouest de l'Avenue Dorval, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro sept cent quarante-cinq (No. 745)—sans bâtisse.

10° Un autre lot de terre situé au même lieu, côté ouest de l'Avenue Dorval, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro sept cent quarante-six (No. 746)—sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse des Saints-Anges de Lachine, le TROISIEME jour de MARS 1893, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de mars 1893.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 21 décembre 1892.
[Première publication, 24 décembre 1892.]

Shérif.
5567-3

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponat*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans ces six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour de Circuit—Hull.

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 335. } **LES COMMISSAIRES D'ECOLES** de la municipalité de Maniwaki, comté et district d'Ottawa, Demandeurs; contre les terres et tenements de **PATRICK MILLMORE**, du canton d'Egan, dans les comtés et district d'Ottawa, Défendeur, a savoir :

Le lot No. 9, rang A, du canton d'Egan, dans les dits comté et district d'Ottawa.

Pour être vendu au bureau du registrateur pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de mai 1893.

LOUIS M. COUTLEE,

Bureau du Shérif, Aylmer, 8 février 1893.
[Première publication, 18 février 1893.]

Shérif.
733

on the said official plan and book of reference as number seven hundred and thirty-one (No. 731)—without buildings.

6° Another lot of land situate at the same place, west side of Dorval Avenue, known and designated on the said official plan and book of reference as number seven hundred and thirty-two (No. 732)—without buildings.

7° Another lot of land situate at the same place, west side of Dorval Avenue, known and designated on the said official plan and book of reference as number seven hundred and thirty-three (No. 733)—without buildings.

8° Another lot of land situate at the same place, west side of Dorval Avenue, known and designated on the said official plan and book of reference as number seven hundred and thirty-four (No. 734)—without buildings.

9° Another lot of land situate at the same place, west side of Dorval Avenue, known and designated on the said official plan and book of reference as number seven hundred and forty-five (No. 745)—without buildings.

10° Another lot of land situate at the same place, west side of Dorval Avenue, known and designated on the said official plan and book of reference as number seven hundred and forty-six (No. 746)—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Les Saints Anges de Lachine, on the THIRD day of MARCH, 1893, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of March, 1893.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 21st December, 1892.
[First published, 24th December, 1892.]

Sheriff.
5568

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler afin de distraire, afin de charger* or other opposition to the sale, except in cases of *Venditioni Exponat*, are required to be filed with the undersigned at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Circuit Court—Hull.

Canada, Province of Québec, District of Ottawa, No. 335. } **THE SCHOOL COMMISSIONERS** of the municipality of Maniwaki, county and district of Ottawa, Plaintiffs; against the lands and tenements of **PATRICK MILLMORE**, of the township of Egan, in the county and district of Ottawa, Defendant, to wit :

The lot No. 9, range A, of the township of Egan, in the said county and district of Ottawa.

To be sold at the office of the registrar for the county of Ottawa, in the city of Hull, on the TWENTY-FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of May, 1893.

LOUIS M. COUTLEE,

Sheriff's Office, Aylmer, 8th February, 1893.
[First published, 18th February, 1893.]

Sheriff.
734

FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour de Circuit.—Hull.

Canada,)
Province de Québec,)
District d'Ottawa,)
No. 450.)

**LES COMMISSAIRES
D'ECOLES DE LA
MUNICIPALITE DE
MANIWAKI**, dans les comté
et district d'Ottawa, Demandeurs ; contre les terres
et tenements de **OWEN MILLMORE**, du canton
de Maniwaki, dans les comté et district d'Ottawa,
Défendeur, à savoir :

Ce morceau ou lopin de terre sis et situé dans le
canton de Maniwaki, dans les dits comté et district
d'Ottawa ; borné en devant par le grand chemin de
la Gatineau et d'Ottawa, au sud par la réserve
indienne des sauvages Algonquins, à l'est par la pro-
priété des Pères Oblats, et à l'ouest par la propriété
de James McAuley, ayant un front de cent quinze
pieds sur une profondeur de deux cents pieds, plus
ou moins—avec une maison, une étable et d'autres
bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du régistrateur pour
le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le **VING-
TIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de
l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier
jour de mai 1893.

LOUIS M. COUTLEE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Aylmer, 13 février 1893, 783
[Première publication, 18 février 1893.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour Supérieure.—Aylmer.

Canada,)
Province de Québec,)
District d'Ottawa,)
No. 389.)

**WILLIAM H. MERE-
DITH**, du village de
Quyon, dans le comté de Pon-
tiac, et district d'Ottawa,
maître de poste, Demandeur ; contre les terres et
tenements d'**EDMUND MEREDITH**, du même
lieu, marchand, Défendeur, à savoir :

1° Le lot numéro douze, du côté sud de la rue
Clarendon, dans le village de Quyon, comté de Pon-
tiac, dans le dit district d'Ottawa ; borné le dit lot,
au nord par la dite rue Clarendon, au sud par la
propriété d'un nommé John Ryan ou ses représen-
tants, à l'est par une rue, et à l'ouest par la propriété
d'un nommé Blair—avec tout et chacune des bâtis-
ses, membres et appartenances qui y appartiennent.

2° Une partie du lot numéro onze, du côté sud de
la rue Clarendon, dans le dit village de Quyon,
laquelle partie contient par arpentage soixante et
six pieds de largeur, (étant la pleine largeur du dit
lot), par une profondeur de quatre vingt-dix-neuf
pieds, mesure anglaise, à être mesurée vers le sud,
et étant borné au sud par une ligne à être tirée
parallèle à la dite rue Clarendon, quatre-vingt-dix-
neuf pieds sud de la dite rue, et étant cette ligne
qui divise la dite partie du dit lot de l'autre partie
d'icelui appelée la propriété de la municipalité du
village de Quyon, au nord par la dite rue Clarendon,
à l'ouest par la rue Church, et à l'est par le lot
numéro dix, du côté sud de la rue Clarendon—avec
les bâtisses dessus érigées, et tous les membres et
appartenances qui s'y rattachent.

Pour être vendus les dits lots au bureau du régis-
trateur du comté de Pontiac, dans le village de
Bryson, le **DIXIEME** jour de **MAI** prochain, à
DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable
le second jour de novembre 1893.

LOUIS M. COUTLEE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Aylmer, 19 décembre 1892, 5551-3
[Première publication, 24 décembre 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Circuit Court.—Hull.

Canada,)
Province of Quebec,)
District of Ottawa,)
No. 450.)

**THE SCHOOL COMMIS-
SIONERS OF THE
MUNICIPALITY OF
MANIWAKI**, in
the county and district of Ottawa, Plaintiffs ;
against the lands and tenements of **OWEN MILL-
MORE**, of the town of Maniwaki, in the county and
district of Ottawa, Defendant, to wit :

All that piece or parcel of land lying and being
in the township of Maniwaki, in said county and
district of Ottawa ; bounded on the front by the
main Gatineau and Ottawa road, on the south by
the Indians reserve of the Algonquins Indians, on
the east by the property of the Oblats Fathers, and
on the west by the property of James McAuley,
having a frontage of one hundred and fifteen feet by
two hundred feet deep, more or less—with a house,
stable and other buildings thereon erected.

To be sold at the office of the registrar for the
county of Ottawa, in the city of Hull, on the **TWEN-
TIETH** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the
forenoon. The said writ returnable on the first day
of May, 1893.

LOUIS M. COUTLEE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Aylmer, 13th February, 1893, 784
[First published, 18th February, 1893.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Superior Court.—Aylmer.

Canada,)
Province of Quebec,)
District of Ottawa,)
No. 389.)

**WILLIAM H. MERE-
DITH**, of the village
of Quyon, in the county of
Pontiac, and district of
Ottawa, postmaster, Plaintiff ; against the lands and
tenements of **EDMUND MEREDITH**, of the same
place, merchant, Defendant, to wit :

1° Lot number twelve, on the south side of Cla-
rendon street, in the village of Quyon, in the county
of Pontiac, in the said district of Ottawa ; bounded
said lot, to the north by said Clarendon street, to
the south by the property of one named John Ryan
or his representatives, to the east by a street, and
to the west by the property of one named Blair—
with all and every the buildings and the members
and appurtenances thereunto belonging.

2° A part of lot number eleven, on the south side
of Clarendon street, in the said village of Quyon,
which part contains by admeasurement sixty-six
feet in width, (being the full width of said lot), by
a depth of ninety-nine feet, english measure, to be
measured towards the south, and being bounded on
the south by a line to be drawn parallel to said Cla-
rendon street, ninety-nine feet south from said
street, and being that line which divides the said part
of the said lot from that other part thereof called the
property of the Quyon village municipality, on the
north by said Clarendon street, on the west by
Church street, and on the east by lot number ten,
on the south side of Clarendon street—with the
buildings thereon erected, and all every the mem-
bers and appurtenances thereunto belonging.

To be sold the said lots at the office of the regis-
trator for the county of Pontiac, in the village of
Bryson, on the **TENTH** day of **MAY** next, at **TEN**
o'clock in the forenoon. The said writ returnable
on the second day of November, 1893.

LOUIS M. COUTLEE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Aylmer, 19th December, 1892, 5552
[First published, 24th December, 1892.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, à savoir :) **PATRICK CONNORS**, de la No. 1526.) paroisse de Stoneham, journalier; contre **JOHN CONNORS**, du même lieu, à savoir :

Le lot No. 26, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé dans la concession nord-est du Domaine de Saint-Pierre—avec bâtisses; sauf et excepté cette partie vendue à un nommé Patrick Laughran, et en sa possession en vertu de l'acte de vente passé devant Boily, notaire public, le 18 novembre 1882, et enregistré le 11 novembre 1885, sous le numéro 72897, reg. B., vol. 151, et décrit comme suit dans le dit acte: Un lot de terre d'une superficie irrégulière, à prendre du lot désigné sous le No. 26, du Fief Trinité, sur le plan du cadastre et livre de renvoi d'icelui pour la dite paroisse de Saint-Edmond de Stoneham; le dit morceau de terre étant borné vers le nord par le lot No. 7 A, du premier rang de Stoneham, vers le sud par la clôture de borne établie par les dites parties, vers l'ouest par le chemin principal, et vers l'est par le dit lot No. 26—sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edmond de Stoneham, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le troisième jour de juin prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 16 février 1893. 817
[Première publication, 18 février 1893.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir :) **DELVINA SAMSON**, épouse No. 2610.) commune en biens de Philippe Lemelin, tailleur, du village de Lauzon, dans le comté de Lévis, dûment autorisée à ester en justice; contre **NAPOLÉON LEMELIN**, du village de Lauzon, en sa qualité de curateur au dit Philippe Lemelin, interdit pour ivrognerie, à savoir :

Le lot No. 225, du cadastre officiel du village de Lauzon, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Joseph—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph de Lévis, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingtième jour d'avril prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 16 février 1893. 819
[Première publication, 18 février 1893.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir :) **PAUL GEORGES BUS-** No. 1658.) **SIERES**, marchand, de la cité de Québec; contre **REMI DUPERE**, de la paroisse de Beauport, jugement exécutoire contre

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respectifs times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, to wit :) **PATRICK CONNORS**, of the No. 1526.) parish of Stoneham, laborer; against **JOHN CONNORS**, of the same place, to wit:

The lot No. 26, of the official cadastre of the parish of Saint Edmund of Stoneham, being a lot of land situate in the concession north east of the Domaine de Saint Pierre—with buildings; save and except that part sold to and in the possession of one Patrick Laughran, in virtue of the deed of sale passed before Boily, notary public, on the 18th November, 1882, and registered on the 11th November, 1885, under the No. 72897, reg. B., vol. 151, and in said deed described as follows: A lot of ground of irregular superficies, and to be taken out of the lot designated under No. 26, Fief Trinity, on the cadastral plan and book of reference thereto for said parish of Saint Edmund of Stoneham; said piece of land bounded towards the north by the lot No. 7 A, of first range of Stoneham, towards the south by the boundary fence established by said parties, towards the west by main road, and towards the east by said lot No. 26—without buildings.

To be sold at the parochial church door of Saint Edmund of Stoneham, on the TWENTY-FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the third day of June next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 16th February, 1893. 818
[First published, 18th February, 1893.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit :) **DELVINA SAMSON**, wife No. 2610.) common as to property of Philippe Lemelin, tailor, of the village of Lauzon, in the county of Levis, duly authorized to sue; against **NAPOLÉON LEMELIN**, of the village of Lauzon, in his quality of curator to the said Philippe Lemelin, interdicted for drunkenness, to wit :

Lot No. 225, of the official cadastre of the village of Lauzon, being a lot situate on Saint Joseph street—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de Lévis, on the TWENTY-FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of April next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 16th February, 1893. 820
[First published, 18th February, 1893.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit :) **PAUL GEORGES BUS-** No. 1658.) **SIERES**, merchant, of the city of Québec; against **REMI DUPERE**, of the parish of Beauport, judgment executory against

Joseph Dupéré, ci-devant de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, et maintenant dans les Etats-Unis d'Amérique.

Saisie comme appartenant au dit Joseph Dupéré, à savoir :

1° Le lot No. 173a, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, étant un circuit de terre situé concession Sainte-Elizabeth—circonstances et dépendances.

2° Le lot No. 172, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, étant une terre située concession Sainte Elizabeth—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, comté de Lévis, le VINGT-CINQUIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures avant-midi. Le dit bref rapportable le treizième jour de mars prochain.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Québec, 22 décembre 1892. Député Shérif. 5591-3
[Première publication, 24 décembre 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LOUIS JOSEPH DEMERS, No. 12. } de la cité de Québec, imprimeur et éditeur, et y faisant affaires comme tel sous les nom et raison de "L. J. Demers & Frère;" contre JOSEPH ISRAEL TARTE, ci-devant de la paroisse de Saint-Colomban de Sillery, et maintenant de la cité de Montréal, à savoir :

1° Le lot No. 4294, du cadastre officiel du quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Lachevrotière—avec bâtisses.

2° Le lot No. 4295, du cadastre officiel du quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Lachevrotière—avec bâtisses.

3° Le lot No. 53, du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de Québec, Banlieue, étant un lot de terre situé sur le chemin Stuart, près du chemin Saint-Louis.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le sixième jour de mars prochain.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Québec, 22 décembre 1892. Député Shérif. 5589-3
[Première publication, 24 décembre 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; con- No. 1713. } tre JEAN BAPTISTE PICARD, des cité et district de Québec, journalier, à savoir :

1° Le lot No. 61, de la subdivision du lot No. 2102, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé sur l'Avenue Renaud—avec les bâtisses.

2° Le lot No. 101, de la subdivision du lot No. 2098, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé sur l'Avenue Renaud, les susdits lots premièrement et secondement décrits, pour être vendus comme un seul lot ; à la charge d'une rente annuelle de \$14.00, payable le premier d'août à l'hôpital du Sacré-Cœur de Québec.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de mars prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 19 janvier 1893. Shérif. 357-2
[Première publication, 21 janvier 1893.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; con- No. 482. } tre THEOPHILE LARIVIERE, des cité et district de Québec, charretier, à savoir :

Joseph Dupéré, formerly of the parish of Saint Etienne de Lauzon, and now in the United States of America.

Seized as belonging to the said Joseph Dupéré, to wit :

1° Lot No. 173a, of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de Lauzon, being a circuit of land situate in the Sainte Elizabeth concession—circumstances and dependencies.

2° Lot No. 172, of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de Lauzon, being a land situate in the Sainte Elizabeth concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Etienne de Lauzon, county of Lévis, on the TWENTY-FIFTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirteenth day of March next.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Québec, 22nd December, 1892. Deputy Sheriff. 5592
[First published, 24th December, 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } LOUIS JOSEPH DEMERS, No. 12. } of the city of Québec, printer and publisher, and doing business there as such under the style and firm of "L. J. Demers & Frère"; against JOSEPH ISRAEL TARTE, formerly of the parish of Saint Colomban de Sillery, and now of the city of Montreal, to wit :

1° Lot No. 4294, of the official cadastre of Montcalm ward, of the city of Québec, being a lot situate on Lachevrotière street—with buildings.

2° Lot No. 4295, of the official cadastre of Montcalm ward, of the city of Québec, being a lot situate on Lachevrotière street—with buildings.

3° Lot No. 53, of the official cadastre of the parish of Notre Dame de Québec, Banlieu, being a lot of land situate on Stuart's road, near the Saint Louis road.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY-FIFTH day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the sixth day of March next.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Québec, 22nd December, 1892. Deputy Sheriff. 5590
[First published, 24th December, 1892.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; No. 1713. } against JEAN BAPTISTE PICARD, of the city and district of Québec, laborer, to wit :

1° Lot No. 61, of the subdivision of lot No. 2102, of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a lot situate on Renaud Avenue—with buildings.

2° Lot No. 101, of the subdivision of lot No. 2098, of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a lot situate on Renaud Avenue, the two said lots firstly and secondly described, to be sold as one lot ; subject to the charge of an annual rent of \$14.00, payable on the first of August, to the hospital of the Sacred Heart, of Québec.

To be sold in my office, at the city of Québec, on the TWENTY-THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fourth day of March next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 19th January, 1893. Sheriff. 358
[First published, 21st January, 1893.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; No. 482. } against THEOPHILE LARIVIERE, of the city and district of Québec, carter, to wit :

Le lot No. 1067, du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Notre-Dame des Anges—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de mars prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 19 janvier 1893. 359-2
[Première publication, 21 janvier 1893.]

• FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir :) LA CITE DE QUEBEC ;
No. 1647.) L contre GEORGES CHRE-
TIEN, des cité et district de Québec, maçon, à
savoir :

Le lot No. 8, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé au coin des rues Saint-Mathias et Saint-Ambroise—avec bâtisse ; à la charge d'une rente annuelle de six piastres, payable le 29 septembre à M. Victor Châteauevert.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de mars prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 19 janvier 1893. 361-2
[Première publication, 21 janvier 1893.]

• FIERI FACIAS.

Québec, à savoir :) L'HONORABLE SIR NAR-
No. 2468.) L CISSE FORTUNAT BEL-
LEAU, de la cité de Québec, Conseil de Sa Majesté,
et Chevalier ; contre PIERRE MOISAN, de la
paroisse de Saint-Félix du Cap Rouge, à savoir :

1° Le lot No. 29, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Félix du Cap Rouge, comté de Québec, étant un lot de terre situé sur le côté sud du chemin de Saint-Félix au Calvaire Saint-Augustin—avec bâtisses.

2° Le lot No. 30, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Félix du Cap Rouge, comté de Québec, étant une terre située sur le côté nord du chemin de Saint-Félix au Calvaire Saint-Augustin—avec bâtisses.

Les susdits Nos. 29 et 30, pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix du Cap Rouge, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de mars prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 19 janvier 1893. 369-2
[Première publication, 21 janvier 1893.]

• FIERI FACIAS

Cour de Recorder.

Québec, à savoir :) LA CITE DE QUEBEC ;
No. 1328.) L contre FRANÇOIS GAR-
NEAU, des cité et district de Québec, cordonnier,
à savoir :

Le lot No. 1719, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé sur l'ancienne rue Saint-André, aujourd'hui rue Hermine—avec bâtisses ; à la charge d'une rente annuelle de six piastres, payable le 29 juin à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de mars prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 19 janvier 1893. 363-2
[Première publication, 21 janvier 1893.]

The lot No. 1067, of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Québec, being a lot situate on Notre Dame des Anges street—with buildings.

To be sold in my office, at the city of Québec, on the TWENTY-SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of March next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 19th January, 1893. 360
[First published, 21st January, 1893.]

• FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit :) THE CITY OF QUEBEC
No. 1647.) L against GEORGES CHRE-
TIEN, of the city and district of Québec, mason, to
wit :

Lot No. 8, of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a lot situate on the corner of Saint Mathias and Saint Ambroise streets—with buildings ; subject to the charge of a ground rent of six dollars, payable on the 29th day of September of each year, to Mr. Victor Châteauevert.

To be sold in my office, at the city of Québec, on the TWENTY-THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fourth day of March next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 19th January, 1893. 362
[First published, 21st January, 1893.]

• FIERI FACIAS.

Québec, to wit :) THE HONORABLE SIR NAR-
No. 2468.) L CISSE FORTUNAT BEL-
LEAU, of the city of Québec, one of Her Majesty's
Counsel learned in the law and Knight ; against
PIERRE MOISAN, of the parish of Saint Félix du
Cap Rouge, to wit :

1° Lot No. 29, of the official cadastre of the parish of Saint Félix du Cap Rouge, county of Québec, being a lot situate on the south side of the Saint Félix to the Calvaire Saint Augustin—with buildings.

2° Lot No. 30, of the official cadastre of the parish of Saint Félix du Cap Rouge, county of Québec, being a lot situate on the north side of the Saint Félix to the Calvaire Saint Augustin—with buildings.

The said lots Nos. 29 and 30, to be sold in one lot, at the parochial church door of Saint Félix du Cap Rouge, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fourth day of March next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 19th January, 1893. 370
[First published, 21st January, 1893.]

• FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit :) THE CITY OF QUEBEC ;
No. 1328.) L against FRANÇOIS GAR-
NEAU, of the city and district of Québec, shoe-
maker, to wit :

Lot No. 1719, of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a lot of land on the old Saint André street, now Hermine street—with buildings ; subject to the charge of a yearly ground rent of six dollars, payable to the Hôtel-Dieu of Québec, on the twenty-ninth day of June.

To be sold in my office, at the city of Québec, on the TWENTY-THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fourth day of March next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 19th January, 1893. 364
[First published, 21st January, 1893.]

FIERI FACIAS
Cour de Recorder.

Québec, à savoir: } **LA CITE DE QUEBEC** ;
No. 1341. } **Contre LOUIS BEAUCHER,**
des cité et district de Québec, journalier, à savoir :

Le lot No. 1364, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé sur l'ancienne rue Saint-Augustin, maintenant rue Franklin—avec bâtisses ; à la charge d'une rente annuelle de six piastres, payable le 29 juin, à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de mars prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 19 janvier 1893. 365-2
[Première publication, 21 janvier 1893.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **FRANÇOIS POIRÉ,** du village
No. 1872. } de Lauzon, menuisier ; contre
JEAN-BAPTISTE LANGLOIS, du même lieu, à
savoir :

Le lot No. 990, du cadastre officiel pour le village de Lauzon, étant un emplacement situé sur la rue Fagot—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances ; et à la charge d'une rente constituée de six piastres, payable le premier d'octobre de chaque année, à François Poiré.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, comté de Lévis, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS prochain, à DIX heures A. M. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de mars prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 19 janvier 1893. 367-2
[Première publication, 21 janvier 1893.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC** ;
No. 1341. } **against LOUIS BEAU-**
CHER, of the city and district of Québec, laborer,
to wit :

Lot No. 1364, of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a piece of land situated on the old Saint Augustin street, now Franklin street—with buildings ; subject to a constituted ground rent of six dollars, payable to the Hotel Dieu of Québec, on the 29th day of June, of every year.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY-THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fourth day of March next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 19th January, 1893. 366
[First published, 21st January, 1893.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **FRANÇOIS POIRÉ,** of the
No. 1872. } village of Lauzon, joiner ;
against **JEAN BAPTISTE LANGLOIS,** of the same
place, to wit :

Lot No. 990, of the official cadastre of the village of Lauzon, being a lot of land situate on Fagot street—with a house thereon erected, circumstances and dependencies ; subject to the charge of a constituted rent of six dollars, payable on the first of October of every year, to François Poiré.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de Lévis, county of Lévis, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock A. M. The said writ returnable on the twenty-fourth day of March next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 19th January, 1893. 368
[First published, 21st January, 1893.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

Sheriff's Sales—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze ours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } **CHARLES DUBERGER,**
No. 1011. } **protonotaire de la cour**
supérieure pour le district de Saguenay, de Saint-Étienne de la Malbaie, *et al.* ; contre **FERDINAND ASSELIN,** cultivateur, de Saint-Fidèle, à savoir :

1° Une terre de cent dix-sept arpents en superficie, plus ou moins, étant les lots Nos. 374, 375, 377, 378 et 379, du cadastre officiel de la paroisse Saint-Fidèle, située dans le rang du Cap-à-l'Aigle—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

2° Une terre de cent soixante et neuf arpents en superficie, plus ou moins, étant les lots Nos. 381, 382, 384 et 385, des susdits cadastre et rang—avec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge,* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } **CHARLES DUBERGER,**
No. 1011. } **prothonotary of the superior**
court for the district of Saguenay, of Saint Étienne de la Malbaie, *et al.* ; against **FERDINAND ASSELIN,** farmer, of Saint Fidèle, to wit :

1° A land of one hundred and seventeen arpents in superficies, more or less, being lots Nos. 374, 375, 377, 378 and 379, of the official cadastre of the parish of Saint Fidèle, situate in the range of Cap à l'Aigle—with buildings, circumstances and dependencies.

2° A land of one hundred and sixty-nine arpents in superficies, more or less, being lots Nos. 381, 382, 384 and 385, of the said cadastre and range—

bâtisses, circonstances et dépendances. Excepté néanmoins, la maison occupée par Pierre Asselin, laquelle devra être enlevée par ce dernier dans le courant de mai prochain, à défaut de ce faire, elle appartiendra à l'adjudicataire, et aussi sauf et à distraire des lots Nos. 384 et 385, du côté sud-ouest, un arpent de front sur toute la profondeur de chacun de ces deux lots et appartenant à Pierre Asselin.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse Saint-Fidèle, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour de mai prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 11 février 1893. 749
[Première publication, 18 février 1893.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } LES COMMISSAIRES
No. 1001. } DECOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE TADOUSAC, dans le comté de Saguenay, et M^{rs} Angers & Martin, leurs procureurs distrayants ; contre HENRY LAPOINTE, registrateur de Sainte-Croix de Tadousac, à savoir :

Un certain emplacement situé en le village de Tadousac, faisant partie des lots 2 et 3, de l'arpentage primitif, Bloc B, nord d'Elgin, contenant un demi acre en superficie, plus ou moins ; borné en front vers le sud par la rue Elgin, en profondeur, vers le nord par M^{rs} Duchesne, vers l'est par George Bergeron, et vers l'ouest par Napoléon Rouleau—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du registrateur pour le comté de Saguenay, à Sainte-Croix de Tadousac, le VINGT-HUITIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le huitième jour de mars prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 15 décembre 1892. 5531-3
[Première publication, 24 décembre 1892.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ou HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Brief.

FIERI FACIAS.

Dans la Cour Supérieure.—District de Saint-François.
St-François, à savoir : } DANS une certaine cause
No. 689. } où JOHN THOMAS

JENKINS, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, commerçant, était Demandeur ; et THOMAS RUITER, du dit canton de Stanstead, cultivateur, était Défendeur ; et Thomas Curtis Rüter, du dit canton de Stanstead, cultivateur, mis en cause.

Saisi comme appartenant au dit demandeur, les immeubles suivants, à savoir :

Premièrement.—Toute la moitié sud du lot numéro huit, dans le huitième rang des lots du canton

with buildings, circumstances and dependencies. Reserving however, the house occupied by Pierre Asselin, which must be removed by him in the course of May next, in default whereof, it will belong to the purchaser, and also subject to the reservation from lots Nos. 384 and 385, on the south west side, of one arpent in front by the whole depth of each of the said two lots, and belonging to Pierre Asselin.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fidèle, on the TWENTY-FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of May next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Murray Bay, 11th February, 1893. 750
[First published, 18th February, 1893.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } THE SCHOOL COMMISSION.
No. 1001. } ERS FOR THE MUNICI-
PALITY OF TADOUSAC, in the county of Saguenay, and M^{rs} Angers & Martin, their attorneys *distrayants* ; against HENRY LAPOINTE, registrar, of Sainte Croix de Tadousac, to wit :

A certain emplacement situate in the village of Tadousac, forming parts of lots 2 and 3, of the first survey, Block B, north of Elgin, containing one half of an acre in superficies, more or less ; bounded in front towards the south by Elgin street, in depth towards the north by M^{rs} Duchesne, towards the east by George Bergeron, and towards the west by Napoléon Rouleau—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office for the county of Saguenay, at Sainte Croix de Tadousac, on the TWENTY-EIGHTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighth day of March next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 15th December, 1892. 5532
[First published, 24th December, 1892.]

Sheriff's Sales—St-François

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

In the Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } IN a certain cause wherein
No. 689. } JOHN THOMAS JEN-

KINS, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, trader, was Plaintiff ; and THOMAS RUITER, of the said township of Stanstead, farmer, was Defendant ; and Thomas Curtis Rüter, of the said township of Stanstead, farmer, was *mis en cause*.

Seized as belonging to the said plaintiff, the following immovables, to wit :

Firstly.—All the south half or moiety of lot number eight, in the eighth range of lots in the town-

de Stanstead, située à l'ouest d'une ligne être tirée entre la division des deux moitiés d'icelles, à travers la dite moitié sud jusqu'à sa ligne de côté sud, devant passer à quatre perches à l'ouest de l'endroit où était situé autrefois une remise à bois appartenant, en son vivant, à un nommé Samuel F. Ruiter, à l'exception de onze acres, ci-devant appartenant à un nommé Silas Mack, et cinq acres ci-devant appartenant à un nommé Thomas Ruiter, au bout ouest de la dite moitié, et aussi un acre ci-devant appartenant à un nommé Mirander Ruiter, près d'une maison ci-devant appartenant à un nommé John Ruiter.

Et deuxièmement.—Un autre morceau de terre étant partie du lot numéro sept, dans le dit huitième rang des lots du dit canton de Stanstead; borné à l'est par la terre appartenant ou occupé ci-devant par un nommé Stephen Bennit, au sud par la terre appartenant ou occupé ci-devant par un nommé Mills Rodgers et un nommé John Robinson, à l'ouest par la terre appartenant ou occupé ci-devant par le dit Robinson et par un nommé Samuel F. Ruiter, et au nord par le chemin public conduisant des moulins Mack au coin Ruiter, dans le dit canton, le dit morceau de terre contenant environ treize acres de terre.

Les dits deux morceaux de terre tels que décrits et vendus par acte de vente d'un nommé Samuel F. Ruiter à un nommé John Ruiter, passé devant témoins, le treizième jour de mai dix-huit cent quarante et un, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Stanstead, dans le registre B., volume quatre, sous le numéro cent vingt-deux, auquel référence est par le présent faite pour plus d'identification et description, maintenant en la possession de John Thomas Jenkins, du dit canton de Stanstead, commerçant, comme sa propriété quant à l'étendue et à la valeur de tout le quart indivis d'iceux.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Stanstead, dans le village de Stanstead Plain, dans le dit district, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le cinquième jour d'avril prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 19 janvier 1893.
[Première publication, 21 janvier 1893.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: JAMES HERMAN

No. 334. J. MERRILL, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, cultivateur, Demandeur; vs. DAME LOUISA P. COPP, du susdit canton de Stanstead, tant en son propre nom et droit comme ayant été commune en biens avec son mari, feu Jerry Hazen Merrill, en son vivant du même lieu, maintenant décédé, qu'en son propre droit comme acquéreur et mandataire de tous les droits et intérêts de Hattie I. Merrill, du dit canton de Stanstead, épouse d'Alfred H. Drew, du dit canton de Stanstead, fille majeure, issue du mariage de la dite Louisa P. Copp et de feu Jerry Hazen Merrill, dans les biens et succession de feu Jerry Hazen Merrill; Enis Merrill, du dit canton de Stanstead, épouse de James B. Brown, du même lieu, cultivateur, et le dit James B. Brown, tant en son propre nom et droit que pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Rosie Merrill, du dit canton de Stanstead, épouse de Ernest Shelden, du même lieu, cultivateur, et le dit Ernest Shelden, tant en son propre nom et droit que pour autoriser sa dite épouse à ester en justice à l'effet des présentes, les dites Enis Merrill et Rosie Merrill, étant filles majeures issues du mariage de la dite Dame Louisa P. Copp et le dit feu Jerry Hazen Merrill, et tous en leur qualité d'héritiers légaux des biens et succession de feu Jerry Hazen Merrill, en son vivant de Stanstead susdit, maintenant décédé, Défendeurs; et Alfred Neville Thompson, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François,

ship of Stanstead, which is west of a line to be drawn between the divisional between the two moieties thereof, across said moiety south to its south side line, to pass four rods west of where now stands or formerly stood a wood shed belonging, in his lifetime, to one Samuel F. Ruiter, except eleven acres, heretofore belonging to one Silas Mack, and five acres heretofore belonging to one Thomas Ruiter, at the west end of said moiety, and also one acre heretofore belonging to one Mirander Ruiter, near a dwelling house formerly belonging to one John Ruiter.

And secondly.—Another piece or parcel of land being part of lot number seven, in said eighth range of lots in said township of Stanstead; bounded on the east by land formerly owned or occupied by one Stephen Bennit, on the south by land formerly owned or occupied by one Mills Rodgers and one John Robinson, on the west by the land formerly owned or occupied by said Robinson and by one Samuel F. Ruiter, and on the north by the highway leading from Mack's mills to Ruiter's corner, in said township, the same containing about thirteen acres of land.

Said two parcels of land being the same as described in and conveyed by a deed of sale from one Samuel F. Ruiter to one John Ruiter, made before witnesses, on the thirteenth day of May, eighteen hundred and forty-one, and enregistered in the Stanstead division registry office, in register B, volume four, under the number one hundred and twenty-two, to which reference is hereby made for further identification and description, is now in the possession of John Thomas Jenkins, of the said township of Stanstead, trader, as his property to the extent and value of all undivided one fourth part and portion thereof.

To be sold at the registry office of the registration division of Stanstead, in the village of Stanstead Plain, in said district, on the TWENTY-EIGHTH day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifth day of April next.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 19th January, 1893.
[First published, 21st January, 1893.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, JAMES HERMAN MERRILL, to wit: No. 334. J. of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, farmer, Plaintiff; vs. DAME LOUISA P. COPP, of the township of Stanstead aforesaid, as well in her own name and right as having been *commune en biens* with her late husband the late Jerry Hazen Merrill, in his lifetime of the same place, now deceased, as well as in her own right as purchaser and assignee of all the right and interest of Hattie I. Merrill, of said Stanstead, wife of Alfred H. Drew, of said Stanstead, a major daughter, issue of the marriage of the said Louisa P. Copp and the late Jerry Hazen Merrill, in and to the estate and succession of the late Jerry Hazen Merrill; Enis Merrill, of the said township of Stanstead, wife of James B. Brown, of the same place, farmer, and the said James B. Brown, as well in his own name and right as for the purpose of authorizing his said wife in this behalf; Rosie Merrill, of said Stanstead, wife of Ernest Shelden, of the same place, farmer, and the said Ernest Shelden, as well in his own name and right as for the purpose of authorizing his said wife to ester en justice in this behalf, the said Enis Merrill and Rosie Merrill, being major daughters, issue of the marriage of the said Dame Louisa P. Copp and the said late Jerry Hazen Merrill, and all in their quality of heirs at law to the estate and succession of the late Jerry Hazen Merrill, in his lifetime of Stanstead aforesaid, now deceased, Defendants; and Alfred Neville Thompson, of the township of Stan-

régistrateur, en sa qualité de curateur dûment nommé le septième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-douze, au délaissement en justice fait par les défendeurs Hattie I. Merrill, Alfred H. Drew, Inez L. Merrill, James B. Brown, Rosie B. L. Merrill, enfant mineur, émancipé par mariage, épouse de Ernest William Shelden, et le dit Ernest William Shelden, en sa qualité de curateur à sa dite épouse, dûment autorisée par l'honorable M. le juge Brooks, et Ernest William Shelden, de l'immeuble ci-dessus décrit.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs en leur qualité susdite, entre les mains du dit curateur, à savoir : Ces étendues de terre sises et situées dans le susdit canton de Stanstead, plus particulièrement connues et désignées

Premièrement.—Comme la moitié ouest du lot numéro vingt et un, dans le quatrième rang du dit canton de Stanstead, contenant cent acres de terre, plus ou moins, et

Deuxièmement.—Comme toute cette partie de la moitié sud du lot numéro vingt et un, dans le troisième rang du dit canton de Stanstead, située à l'est du chemin public, courant de Stanstead Plain à Georgeville, contenant environ cinquante acres de terre, plus ou moins, sauf et excepté environ un demi acre d'icelle, ci-devant vendu par feu Israël B. Merrill aux commissaires d'écoles de Stanstead, aussi environ vingt-cinq acres de terre, plus ou moins d'icelle, vendu par un nommé James G. Brevoort à Jerry H. Merrill, par acte de vente daté et passé devant Mre C. A. Richardson, notaire public, et collègue, le vingt-deuxième jour d'avril dix-huit cent soixante et cinq, et dûment enregistré, et aussi sauf et excepté dix acres d'icelle, joignant à l'est les dits vingt-cinq acres ci-dessus mentionnés, ci-devant vendus par un nommé James G. Brevoort à Daniel Heath, tel que le résidu d'icelle se trouve et se comporte, et contenant environ quinze acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses sus érigées et améliorations faites.

Pour être vendues au bureau du régistrateur, pour la division d'enregistrement de Stanstead, dans le village de Stanstead Plain, dans le dit district, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le cinquième jour d'avril prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 19 janvier 1893.
[Première publication, 21 janvier 1893.]

Shérif.
331-2

Sheriff's Office, Sherbrooke, 19th January, 1893.
[First published, 21st January, 1893.]

E. R. JOHNSON,

Sheriff.
332

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } CHRYSOLOPHE LE-
No. 649. } COURS, de la paroisse de Sainte-Claire, dans le comté de Dorchester, district de Beauce, cultivateur, Demandeur ; contre les terres et tenements de GEORGE ALLARD, ci-devant du canton d'Ascot, district de Saint-François, maintenant absent de la province de Québec, et résident aux États-Unis d'Amérique, Défendeur.

Ces morceaux de terre sises et situés dans le canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, connus et désignés, comme :

1^o Partie de la partie ouest du lot numéro vingt-deux, dans le quatrième rang du dit canton d'Ascot, située à l'ouest du chemin principal, et telle que décrite dans le procès-verbal d'arpentage fait par P. D. Daly, arpenteur provincial, le vingt-quatrième jour de janvier mil huit cent soixante et deux, comme lot ou partie du numéro quatre, et contenant trente-cinq acres et un cinquième ; et bornée à l'est par le chemin, à l'ouest par la ligne du rang entre les quatrième et cinquième rangs, au sud par le lot ou partie du lot numéro trois, occupé par les représentants de Ross, et au nord par la ligne entre les lots numéros vingt-deux et vingt-trois, du dit quatrième rang—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

2^o Partie du lot numéro vingt-deux, dans le quatrième rang du dit canton d'Ascot, située à l'est du

stead, in the district of Saint Francis, registrar, in his quality of curator duly appointed on the seventh day of December, one thousand eight hundred and ninety-two, to the *délaissement en justice* made by defendants Hattie I. Merrill, Alfred H. Drew, Inez L. Merrill, James B. Brown, Rosie B. L. Merrill, a minor, emancipated by marriage, wife of Ernest William Shelden, and the said Ernest William Shelden, in his quality of curator to his said wife, duly authorized by the honorable Mr. Justice Brooks, and Ernest William Shelden, of the following described real estate.

Seized as belonging to the said defendants in their quality aforesaid, in the hands of the said curator, to wit : Those certain tracts of land situate and being in the township of Stanstead aforesaid, more particularly known and distinguished

Firstly.—As the west half of lot number twenty-one, in the fourth range of the said township of Stanstead, containing one hundred acres of land, more or less, and

Secondly.—As all that part of the south half of the lot number twenty-one, in the third range of the said township of Stanstead, that lies east of the highway running from Stanstead Plain to Georgeville, containing about fifty acres of land more or less, save and except about half an acre thereof, heretofore conveyed by the late Israel B. Merrill to the school commissioners of Stanstead, also about twenty-five acres of land, more or less thereof, conveyed by one James G. Brevoort to Jerry H. Merrill, by deed dated and passed before Mre C. A. Richardson, notary public, and his colleague, the twenty-second day of April, eighteen hundred and sixty-five, and duly registered, and also save and except ten acres thereof, next adjoining easterly on the said above mentioned twenty-five acres, heretofore bonded by one James G. Brevoort to Daniel Heath, as the residue thereof is and extends, and containing about fifteen acres of land, more or less—with all the improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office, of the registration division of Stanstead, at the village of Stanstead Plain, in said district, on the TWENTY-EIGHTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifth day of April next.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } CHRYSOLOPHE LE-
No. 649. } COURS, of the parish of Sainte-Claire, in the county of Dorchester, district of Beauce, farmer, Plaintiff ; against the lands and tenements of GEORGE ALLARD, heretofore of the township of Ascot, district of Saint Francis, now absent from the province of Quebec, and residing in the United States of America, Defendant.

Those pieces or parcels of land situate and being in the township of Ascot, in the district of Saint Francis, known and distinguished as :

1^o Part of the west part of lot number twenty-two, in the fourth range of the said township of Ascot, situated west of the main road, and as described in the *procès-verbal* of survey made by P. D. Daly, provincial land surveyor, the twenty-fourth day of January, one thousand eight hundred and sixty-two, as lot or portion of number four, and containing thirty-five acres and one fifth ; and bounded on the east by the road, on the west by the range line between the fourth and fifth ranges, on the south by lot or portion of lot number three, occupied by Ross of representatives, and on the north by the line between lots numbers twenty-two and twenty-three, of said fourth range—with the buildings and improvements thereon.

2^o Part of lot number twenty-two, in the fourth range of the said township of Ascot, situated east of

chemin conduisant de Sherbrooke à Westbury, vis-à-vis le premier lot ci-dessus décrit, et contenant cinquante et un acres de terre, avec l'allocation pour chemins publics, étant la même terre telle qu'acquise de Bowen & Felton, le troisième jour de février dix-huit cent soixante et trois—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendues au bureau du régistreur pour la division d'enregistrement de Sherbrooke, dans la cité de Sherbrooke, dans le dit district, le QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour de mars prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 28 décembre 1892. 5639-2
[Première publication, 31 décembre 1892.]

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint François, à savoir : **DANS** l'affaire de No. 160. **MARTIN L. CON-**

NOLLY, du village de Lennoxville, dans le district de Saint-François, entrepreneur, Failli, et **CLEMENT MILLIER** et **JOHN J. GRIFFITH**, tous deux comptables, et tous deux de la cité de Sherbrooke, curateurs conjoints des biens du dit failli, à savoir :

Ces morceaux ou lot de terre sis et situés dans le dit village de Lennoxville, connus et désignés comme

Premièrement.—Lot numéro quatre cent quarante (440), du plan du cadastre et livre de renvoi du dit village de Lennoxville, sauf et excepté cette partie d'icelui vendue à la "Atlantic and North West Railway Company," pour droit de passage, et

Deuxièmement.—Lot numéro quatre cent quarante et un (441), du dit plan du cadastre et livre de renvoi pour le dit village de Lennoxville.

Pour être vendus au bureau du régistreur pour la division d'enregistrement de Sherbrooke, dans la cité de Sherbrooke, dans le dit district, le VINGT-CINQUIÈME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit mandat rapportable sans délai.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 21 décembre 1892. 5565-3
[Première publication, 24 décembre 1892.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistreur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Expositas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure, dans et pour le district de Terrebonne.

District de Terrebonne, } **DAME ELIZABETH**
Sainte-Scholastique, à savoir : } **WOOD**
No. 397. } **ET VIR**, Deman-

deurs ; contre **SALVINI CHARBONNEAU**, Défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Sainte-Monique,

the road leading from Sherbrooke to Westbury, opposite the first lot above described, and containing fifty-one acres of land with the allowance for highways being the same land as acquired from Bowen & Felton, the third day of February, eighteen hundred and sixty-three—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of Sherbrooke, in the city of Sherbrooke, in said district, on the **FOURTH** day of **MARCH** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventeenth day of March next.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 28th December, 1892. 5640
[First published, 31st December, 1892.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : **IN** the matter of **MARTIN**
No. 160. **L. CONNOLLY**, of the

village of Lennoxville, in the district of Saint Francis, contractor, Insolvent, and **CLEMENT MILLIER** and **JOHN J. GRIFFITH**, both accountants, and both of the city of Sherbrooke, joint curators of the abandoned estate of the said insolvent, to wit :

Those parcels or lots of land situate and being in the said village of Lennoxville, known and designated as

Firstly.—Lot number four hundred and forty (440), on the cadastral plan and book of reference of the said village of Lennoxville, save and except that portion thereof sold to the Atlantic and North West Railway Company, for right of way, and

Secondly.—Lot number four hundred and forty-one (441), on said cadastral plan and book of reference for the said village of Lennoxville.

To be sold at the registry office of the registration division of Sherbrooke, in the city of Sherbrooke, in said district, on the **TWENTY-FIFTH** day of **FEBRUARY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. The said warrant returnable without delay.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 21st December, 1892. 5566
[First published, 24th December, 1892.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charger* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Expositas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court, in and for the district of Terrebonne.

District of Terrebonne, } **DAME ELIZABETH**
Sainte-Scholastique, to } **WOOD** **ET VIR**,
wit : No. 397. } Plaintiffs ; against **SAL-**

VINI CHARBONNEAU, Defendant, to wit :

A land situate in the parish of Sainte Monique,

que, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Monique, comté des Deux-Montagnes, sous le numéro deux cent douze (212)—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Monique, dit district, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour d'avril prochain.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 14 février 1893. 785
[Première publication, 18 février 1893.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure, dans et pour le district de Terrebonne.

District de Terrebonne, } **D**R. PATRICK RO-
Sainte-Scholastique, } BERTSON, Deman-
à savoir : No. 400. } deur ; contre DAME
SUSANNAH ALIAS SUSAN LITTLE ET AL., Défendeurs, es-qualité, savoir :

Un certain lot de terre et dépendances situé dans la première concession du Block C, du township de Chatham, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit township de Chatham, sous le numéro trois cent quarante-six (346), contenant quatre vingt-quatorze acres et trois perches en superficie, plus ou moins, à distraire, néanmoins, cette partie du dit immeuble vendue à William B. Forbes, étant la partie est du terrain situé entre le chemin public traversant le dit lot et la rivière Ottawa, contenant environ huit arpents, plus ou moins.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Saint-Philippe d'Argenteuil, district de Terrebonne, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour d'avril prochain 1893.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 15 février 1893. 805
[Première publication, 18 février 1893.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure, dans et pour le district de Montréal.

District de Montréal, } **D**A ME MARY WILLIAM
Sainte-Scholastique, } SMITH, épouse séparée
à savoir : No. 1323. } quant aux biens de David
Brown Hodge, de la paroisse de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, cultivateur, et le dit David Brown Hodge, pour autoriser sa dite épouse, Demandeurs ; contre DAVID R. NELSON, agent, de la cité et district de Montréal, Défendeur, savoir :

Un morceau de terre situé en la ville de Lachute, ci-devant formant partie de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, dans le district de Terrebonne, connu et désigné comme étant le No. 1603, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil ; borné au nord par le No. 1609, au sud par la propriété du chemin de fer Pacifique Canadien, à l'est par la rivière West, et à l'ouest par le lot No. 1431, sur le dit plan et livre de renvoi connu sous le nom de Princess Avenue, et comprenant tout le terrain qui peut se trouver compris dans les limites ci-dessus—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, en la ville de Lachute, le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de mars prochain.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 17 janvier 1893. 349-2
[Première publication, 21 janvier 1893.]

district of Terrebonne, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Sainte Monique, county of Two Mountains, as number two hundred and twelve (212)—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Monique, said district, on the NINE-TEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-sixth day of April next.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 14th February, 1893. 786
[First published, 18th February, 1893.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court, in and for the district of Terrebonne.

District of Terrebonne, } **D**R. PATRICK RO-
Sainte Scholastique, } BERTSON, Plaintiff ;
to wit : No. 400. } against DAME SUSAN-
NAH ALIAS SUSAN LITTLE ET AL., Defendants, es-qualité, to wit :

A lot of land and dependencies situate in the first concession of Block C, of the township of Chatham, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said township of Chatham, under number three hundred and forty-six (346), containing ninety four acres and three perches in superficies, more or less, reserving, however, that portion of the said immovable sold to William B. Forbes, being the east part of the lot situate between the public road crossing the said lot and the Ottawa river, containing about eight arpents, more or less.

To be sold at the catholic church door of the parish of Saint Philippe d'Argenteuil, district of Terrebonne, on the TWENTIETH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-seventh day of April next, 1893.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 15th February, 1893. 806
[First published, 18th February, 1893.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court, in and for the district of Montréal.

District of Montréal, } **D**A ME MARY WILLIAM
Sainte Scholastique, } SMITH, wife separated
to wit : No. 1323. } as to property of David
Brown Hodge, of the parish of Saint Laurent, in the district of Montréal, farmer, and the said David Brown Hodge, to authorize his said wife, Plaintiffs ; against DAVID R. NELSON, agent, of the city and district of Montréal, Defendant, to wit :

A piece of land situate in the town of Lachute, heretofore forming part of the parish of Saint Jerusalem d'Argenteuil, in the district of Terrebonne, known and designated as No. 1603, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Jerusalem d'Argenteuil ; bounded on the north by No. 1609, on the south by the property of the Canadian Pacific Railway Company, on the east by the West river, on the west by lot No. 1431, on the said plan and book of reference known by the name of Princess Avenue, and comprising all the land that may be found within the above limits—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the roman catholic church door of the parish of Saint Jerusalem d'Argenteuil, in the town of Lachute, on the TWENTY-SECOND day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-seventh day of March next.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 17th January, 1893. 350
[First published, 21st January, 1893.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

Sheriff's Sales—Three Rivers

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

ALIAS FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DAME VIRGINIE
No. 71. } DUPONT, Deman-
deresse, contre HENRI ROBERT, PÈRE, Défendeur.

Un terrain situé sur le côté nord de la rue Saint-Olivier, en la cité des Trois-Rivières, de trente-six pieds de front sur cent cinquante-trois pieds de profondeur, plus ou moins, faisant partie du lot de terre numéro huit cent cinquante-trois (853), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite cité; borné en front à la dite rue Saint-Olivier, en profondeur au nord à Grégoire Veillet, au nord-est à Albert Charbonneau, et au sud-ouest à Joseph Leclerc—avec une maison et autres bâties dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-SEPTIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-deuxième jour de mars prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 21 décembre 1892. 5607-3
[Première publication, 24 décembre 1892.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at anytime within six days next after the return of the writ.

ALIAS FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } DAME VIRGINIE
No. 71. } DUPONT, Plaintiff;
against HENRI ROBERT, SENIOR, Defendant.

A land situate on the north side of Saint Olivier street, in the city of Three Rivers, of thirty-six feet in front by one hundred and fifty-three feet in depth, more or less, forming part of lot number eight hundred and fifty-three (853), of the official plan and book of reference of the registration cadastre for the said city; bounded in front by Saint Olivier street aforesaid, in rear to the north by Grégoire Veillet, on the north east by Albert Charbonneau, and on the south west by Joseph Leclerc—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, at the court house, in the city of Three Rivers, on the TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-second day of March next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 21st December, 1892. 5608
[First published, 24th December, 1892.]

PROVINCE DE QUÉBEC.—*Kamouraska.*PROVINCE OF QUEBEC.—*Kamouraska.*BUREAU DU CONSEIL DE LA VILLE DE
FRASERVILLEOFFICE OF THE COUNCIL OF THE TOWN
OF FRASERVILLE.

Avis public est par le présent donné par Magloire Deschênes, secrétaire-trésorier, que le DIX-SEPT MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, en la salle des sessions du conseil de la ville de Fraserville, les propriétés suivantes, situées en la dite ville, seront vendues à l'enchère publique, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires dues et frais encourus sur icelles, savoir :

Public notice is hereby given by Magloire Deschênes, secretary-treasurer, that on the SEVENTEENTH day of March next, at TEN o'clock in the forenoon, in the town hall of the council of the town of Fraserville, the following properties, situate in the said town, will be sold by public auction, in default of payment of the municipal and school taxes due and of the costs incurred thereon, to wit :

| Personnes endettées. | Occupation. | No. du cadastre. | Nature de la taxe. | Montant dû. | Amount due. | Total. |
|--|----------------------|-----------------------|--------------------|-------------|-------------|---------|
| Persons indebted. | | Cadastral number | Kind of tax. | | | |
| Louis Lafarrière..... | Journalier—laborer.. | Pt. Est.—East No. 91. | Municipales..... | \$10 21 | | |
| | | | Scolaires—School | 23 25 | | \$33 46 |
| Abraham LeBel..... | Cultivateur—farmer.. | 555 | Municipales..... | 4 54 | | |
| | | | Scolaires—School | 4 00 | | 8 54 |
| Jean Baptiste Côté..... | Commerçant—trader.. | Pt Ouest—W. No. 361 | Municipales..... | 5 01 | | |
| | | | Scolaires—School | 22 50 | | 27 51 |
| Succession — Estate Sam. Robertson..... | | 251 | Municipales..... | 8 34 | | |
| | | | Scolaires—School | 6 75 | | 15 09 |
| Succ.—Estate Evangéliste Lucas ou représentants —or representatives... | | 427 | Municipales..... | 5 23 | | |
| | | | Scolaires—School | 4 80 | | 10 03 |

Auguste Rioux, marchand. Partie de 202.—Un terrain de forme irrégulière, situé à l'encoignure des rues Amyot et du chemin du Lac ; et borné au sud par l'emplacement de Hermenégilde Rivard ou ses représentants.

Taxes municipales.....\$3 59
Taxes scolaires.....2 65
\$6 24

Ferdinand Lucas, père, pêcheur.—La jouissance et usufruit d'un circuit de terre sis et situé sur le lot No. 1a, de la contenance d'un demi arpent de front sur un arpent de profondeur, du côté sud de l'ancien chemin conduisant à Cacouna—avec bâtisses dessus construites. La vie durant de Ferdinand Lucas, père, pêcheur, non-résident et comme lui appartenant.

Taxes municipales.....\$1 94
Taxes scolaires.....2 25
\$4 19

A charge du paiement de la rente foncière due sur chacun des dits lots, ou autres charges selon leurs titres de concession.

M. DESCHENES,
Secrétaire-trésorier.
Fraserville, 15 février 1893. 831

Auguste Rioux, merchant. Part of 202.—A land of irregular outline, situate on the corner of Amyot street and the Lake road ; and bounded on the south by Hermenégilde Rivard or his representatives.

Municipal taxes.....\$3 59
School taxes.....2 65
\$6 24

Ferdinand Lucas, senior, fisherman.—The enjoyment and usufruct of a circuit of land situate on lot No. 1a, containing one half arpent in front by one arpent in depth, on the south side of the old road leading to Cacouna—with buildings thereon erected. During the lifetime of Ferdinand Lucas, senior, fisherman, non-resident, and as belonging to him.

Municipal taxes.....\$1 94
School taxes.....2 25
\$4 19

Subject to the charge of payment of the ground rent due on each of the said lots, or other charges according to their title deeds.

M. DESCHENES,
Secretary treasurer.
Fraserville, 15th February, 1893. 832

PROVINCE DE QUÉBEC.
VILLE DE LONGUEUIL.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier, de la ville de Longueuil, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus par encan public, au bureau du conseil municipal, en la dite ville de Longueuil, LUNDI, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures A. M., pour taxes municipales et autres charges dues, à moins que les dites taxes et autres charges, avec les frais encourus, ne soient payés avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.
TOWN OF LONGUEUIL.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary treasurer, of the town of Longueuil, that the lots of land hereinafter mentioned, will be sold at public auction, at the office of the municipal council, in said town of Longueuil, on MONDAY, the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock A. M., for municipal taxes and other dues, unless the same be paid, with the costs incurred, before the sale, to wit :

| No. du rôle. No. of Roll. | No. du cadastre. No. of cadastre. | Noms. Names. | Etat.—Occupation. | Taxes municipales. Municipal taxes. | Intérêt.—Interest. | Taxes scolaires. School taxes. | Frais.—Costs. | Total dû. Total due. |
|------------------------------|--------------------------------------|--|---------------------|--|--------------------|-----------------------------------|---------------|-------------------------|
| 18 | 197, 6, 7, 8, 9, 10..... | Succ. — Estate Bradley Barlow..... | | \$ cts. | \$ cts. | \$ cts. | \$ cts. | \$ cts. |
| 19 | 197, 50, 51, 52, 53, 54, 55. | do do | | 151 25 | 22 50 | | 3 00 | 176 75 |
| 29 | 199, 190..... | do do | | 131 30 | 19 50 | | 3 00 | 153 80 |
| 123 | 245, 11..... | Hilarion Couillard..... | Menuisier.—Joiner. | 72 25 | 10 80 | | 3 00 | 86 05 |
| 356 | 132..... | Elizabeth Lusher, veuve d'Abraham Foster..... | | 48 42 | 0 69 | 0 90 | 3 00 | 53 01 |
| 613 | 1, 38, 39..... | Succession—Estate John Rutherford..... | | 34 58 | 1 53 | | 3 00 | 39 11 |
| 614 | 1, 40..... | Succession—Estate Thos. Rutherford..... | | 6 00 | 0 27 | | 3 00 | 9 27 |
| 743 | 81..... | Success.—Estate Michel Lavigneur Delâge..... | | 3 00 | 0 15 | | 3 00 | 6 15 |
| 183 | 184..... | James McShane, sr..... | Charpent.—carpenter | 6 50 | 0 27 | 0 40 | 3 00 | 10 17 |
| 97 | 200, 1..... | Pierre Labonté..... | Commis—clerk..... | 29 20 | 4 20 | 4 37 | 3 00 | 40 77 |
| | | | | 39 66 | 2 04 | 5 85 | 3 00 | 50 55 |

M. DAGENAIS,
Secrétaire-trésorier.—Secretary-treasurer.
809-10

Longueuil, 26 janvier—26th January, 1893.

LA CORPORATION DE LA CITE DE TROIS-RIVIERES.

Je donne par le présent, avis public, que les terrains et emplacements ci-après mentionnés, seront vendus par encan public, dans le bureau du secrétaire-trésorier, soussigné, en l'Hôtel-de-Ville des Trois-Rivières, LUNDI, le SIXIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures du matin, pour les différentes cotisations municipales et scolaires et charges dues à la corporation de la cité des Trois-Rivières et aux commissaires d'écoles pour la cité des Trois-Rivières, imposées sur les lots et terrains ci-après désignés, tous situés dans la dite cité, à moins que toutes et chacune des dites charges et cotisations quelconques ne soient payées, avec les frais, avant le jour ci-dessus fixé pour la vente.

THE CORPORATION OF THE CITY OF THREE RIVERS.

I do hereby give notice, that the undermentioned lots of land, will be sold by public auction, in the office of the undersigned secretary-treasurer, at the City Hall of Three Rivers, on MONDAY, the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school assessments and other charges due to the corporation of the city of Three Rivers and to the school commissioners for the city of Three Rivers, and imposed on said lots, all situated in the said city, unless all and each of the said charges and assessments be paid with costs, before the day above mentioned for the sale.

| Noms et désignations. — Names and designations. | No. du cadastre officiel d'enregistrement. — Number of official cadastre. | Montant dû. — Amount due. |
|---|---|---------------------------------|
| Olivier Aré, père — Un emplacement sur le côté sud-est de la rue Notre-Dame—avec bâtisses.—One lot on the south east side of Notre-Dame street—with buildings..... | 553 | \$ cts. 26 02 |
| Héritiers de feu—heirs of the late Edouard Ayotte, non résidents—absent.—Un emplacement sur le côté nord-est de la rue Saint-Paul—avec bâtisses.—One lot on the north east side of Saint Paul street—with buildings..... | 2024 | 11 04 |
| Dame Marguerite Brouillet, veuve de feu—widow of the late Joseph Baril, non résidente—absent.—Un emplacement sur le côté nord-est de la rue Saint-Roch—avec bâtisses.—On lot on the north east side of Saint Roch street—with buildings..... | 349 | 10 19 |
| Torrance Cloutier, James Cloutier, Mary Cloutier, Solomé Cloutier et Albert Cloutier, tous héritiers de feu—all heirs of the late Pierre Cloutier.—Un emplacement sur le côté nord-ouest de la rue Haut-Boc—avec bâtisses.—One lot on the north west side of Haut-Boc street—with buildings..... | 1690 | 161 06 |
| Louis Dargis, non résident—absent.—Un emplacement sur le côté sud-est de la rue Notre-Dame—avec bâtisses.—One lot on the south east side of Notre-Dame street—with buildings..... | 577 | 112 50 |
| Louis Adolphe Desaulniers, non résident—absent.—Un emplacement sur le côté sud-ouest de la rue Gervais—sans bâtisses.—One lot on the south west side of Gervais street—without buildings..... | 134 | 14 38 |
| L'Honorable Thomas McGreevey, non résident—absent.—Un emplacement sur le côté nord-est de la rue Julie, d'environ 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur; borné en front par la rue Julie, en profondeur et au nord-ouest par partie du lot No. 1494, et au sud-est par Charles Guilbert—sans bâtisses.—One lot on the north east side of Julie street, of about 50 feet in width by 100 feet in depth; bounded in front by Julie street, in depth and on the north west side by part of lot No. 1494, and on the south east side by Charles Guilbert—without buildings..... | Part. du—of No. 1494 | 12 91 |
| James O. Malley, non résident—absent.—Un emplacement sur le côté nord-ouest de la rue Saint-Philippe—sans bâtisses.—One lot on the north west side of Saint Philip street—without buildings..... | 443 | 44 78 |
| Dame Marie Louise Gagné, épouse—wife—séparée contractuellement de biens de Philippe Pleau.—Un emplacement sur le côté sud-est de la rue Saint-Philippe—sans bâtisses.—One lot on the south east side of Saint Philippe street—without buildings..... | 473 | 10 99 |
| Pierre Honoré Rocheleau, non résident—absent—usufruitier des biens de feu Dame Marie Flore Décoteau son épouse—his wife.—Un emplacement sur le côté nord-est de la rue René—avec bâtisses.—One lot on the north east side of René street—with buildings..... | 718 | 183 22 |

Les terrains ci-dessus grevés d'une rente constituée envers la corporation de la cité des Trois-Rivières, seront vendus à la charge de la dite rente constituée.

The above lots charged with a constituted rent on the corporation of the city of Three Rivers, are to be sold subject to the said rent.

L. T. DESAULNIERS,

Secrétaire-trésorier du Conseil de la cité des Trois-Rivières.
Secretary treasurer of the City Council of Three Rivers.

Trois-Rivières, 7 janvier 1893.—Three Rivers, 7th January, 1893.

490-500-4

Nominations

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, d'adjoindre à la commission générale de la paix du district de Richelieu, en date du 11 février 1893, les personnes suivantes dont les noms ont été omis dans la dite commission, savoir :

Comté de Richelieu.—MM. Ls. Narcisse Ferland, Bruno Parent, Chs. Lamothe, Jean - Baptiste Giguère, de la paroisse de Saint-Robert ; Michel Chapdelaine, de la paroisse de Saint-Roch ; Jos. Adolphe Dorion, Pierre Harpin, fils, Alfred Codère, Louis Morin, fils, Philippe Mathieu et Adélarl Pérodeau, de la paroisse de Saint - Ours ; Jos. Lachambre, Anselme Plamondon, Rémi Plante, Joseph Fagnant, Cyrille Bernier, Frs. -X. Beaudette et Narcisse Fortier, de la paroisse de Saint-Marcel ; Cyprien Mathieu, Narcisse St. Martin, Félix Lamothe, Norbert Beaudisan, Jean Hébert, de la paroisse de Saint-Louis.

LOUIS P. PELLETIER.

837

Secrétaire.

Avis du Gouvernement

No. 1984-92.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 14 février courant (1893), de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Roch, les lots du cadastre de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, depuis et y compris le No. 616 à aller au No. 646, inclusivement, et de les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Lin, dans le comté de l'Assomption. Cette annexion ne prendra effet que le premier juillet prochain (1893.)

813

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No. 46.

Avis est par le présent donné que Dame Alphonsine Dorais, de la paroisse de Saint-Ephrem d'Upton, épouse de Euclide Gagnon, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le dit Euclide Gagnon.

LUSSIER & GENDRON,

Avocats de la Demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 16 février 1893.

839

District de Montréal. }
No. 1304. } *Cour Supérieure.*

Dame Mary Hearl, épouse de Wm. B. Leydon, de la cité de Montréal, charbon, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

MACLAREN, LEET, SMITH & SMITH,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 16 février 1893.

833

Appointments

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased to associate to the general commission of the peace for the district of Richelieu, dated the 11th of February, 1893, the following gentlemen whose names have been omitted therefrom, to wit :

County of Richelieu.—Messrs. Ls. Narcisse Ferland, Bruno Parent, Chs. Lamothe, Jean Baptiste Giguère, of the parish of Saint Robert ; Michel Chapdelaine, of the parish of Saint Roch ; Jos. Adolphe Dorion, Pierre Harpin, junior, Alfred Codère, Louis Morin, junior, Philippe Mathieu and Adélarl Pérodeau, of the parish of Saint Ours ; Jos. Lachambre, Anselme Plamondon, Remi Plante, Joseph Fagnant, Cyrille Bernier, Frs. X. Beaudette and Narcisse Fortier, of the parish of Saint Marcel ; Cyprien Mathieu, Narcisse St. Martin, Félix Lamothe, Norbert Beaudisan, Jean Hébert, of the parish of Saint-Louis.

LOUIS P. PELLETIER,

838

Secretary.

Government Notices

No. 1984-92.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th of February instant (1893), to detach from the school municipality of Saint Roch, the cadastral lots of the parish of Saint Roch de l'Achigan, from and including No. 616 to No. 646, inclusively, and to annex them to the school municipality of the parish of Saint Lin, in the county of L'Assomption. This annexation to take effect only on the first of July next (1893.)

814

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Saint Hyacinthe. } *Superior Court.*
No. 46.

Notice is hereby given that Dame Alphonsine Dorais, of the parish of Saint Ephrem d'Upton, wife of Euclide Gagnon, trader, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against the said Euclide Gagnon.

LUSSIER & GENDRON,

Attorneys for Plaintiff.

Saint Hyacinthe, 16th February, 1893.

840

District of Montreal. }
No. 1304. } *Superior Court.*

Dame Mary Hearl, wife of Wm. B. Leydon, of the city of Montreal, carriage maker, has taken an action *en séparation de biens* against her said husband.

MACLAREN, LEET, SMITH & SMITH,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 16th February, 1893.

834

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 24.

Dans l'affaire de E. Kuhme, Débiteur absent.
 Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge, en date du 6 février 1893, j'ai été nommé curateur aux biens du dit débiteur absent.

Les créanciers du dit débiteur absent sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, No. 58, rue Saint-Jacques, à Montréal, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

GEO. PARE,
 Curateur.
 827

Montréal, 13 février 1893.

Dans l'affaire de John A. Paterson & Co., de Montréal, Faillis.

Un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé, et sera sujet à objection au bureau du soussigné jusqu'à mardi, le septième jour de mars prochain, après laquelle date les dividendes seront payés.

A. W. STEVENSON,
 Curateur.
 841

Montréal, 17 février 1893.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re M. Boucher & Co., marchands de fourrures, de Montréal, Faillis;

Chs. Desmarteau, Curateur.
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 10e jour de mars 1893, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

CHS. DESMARTEAU,
 Curateur.
 829

No. 1598, rue Notre-Dame, Montréal.

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Adam Watters, de Québec, Failli;

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 6 mars prochain.

Les dividendes seront payables au bureau de A. Joseph & Sons, le ou après mardi, le 7e jour de mars prochain.

ANDREW C. JOSEPH,
 Curateur.
 823

Québec, 16 février 1893.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 27.

Dans l'affaire de Victor Riboulet, Débiteur absent,
 Avis est par le présent donné, qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge, en date du 10 février 1893, j'ai été nommé curateur aux biens dit débiteur absent.

Les créanciers du dit débiteur absent sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, No. 58, rue Saint-Jacques, à Montréal, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

GEO. PARE,
 Curateur.
 825

Montréal, 13 janvier 1893.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 24.

In the matter of E. Kuhme, Absent debtor.
 Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the honorable judge, dated the 6th February, 1893, I have been appointed curator to the estate of the said absent debtor.

Creditors are required to file their claims at my office, No. 58, Saint James street, Montreal, within a delay of thirty days from the present notice.

GEO. PARE,
 Curator.
 828

Montreal, 13th February, 1893.

In the matter of John A. Paterson & Co., of Montreal, Insolvents.

A second and final dividend sheet has been prepared, open to objection at the office of the undersigned until Tuesday, the seventh day of March next, after which dividend will be paid.

A. W. STEVENSON,
 Curator.
 842

Montreal, 17th February, 1893.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re M. Boucher & Co., furriers, of Montreal, Insolvents;

Chs. Desmarteau, Curateur.
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 10th day of March, 1893, after which date dividend will be payable at my office.

CHS. DESMARTEAU,
 Curateur.
 830

Nos. 1598, Notre Dame street, Montreal.

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 In the matter of Adam Watters, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be subject to objection until the 6th March next.

This dividend will be payable at the office of A. Joseph & Sons, on or after Tuesday, 7th March next.

ANDREW C. JOSEPH,
 Curator.
 824

Quebec, 16th February, 1893.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 27.

In the matter of Victor Riboulet, Absent debtor.
 Notice is hereby given, that in virtue of a judgment of the honorable judge, dated the 10th of February, 1893, I have been appointed curator to the estate of the said absent debtor.

The creditors of said absent debtor are notified to file their claims at my office, No. 58, Saint James street, Montreal, within a delay of thirty days from the present notice.

GEO. PARE,
 Curator.
 826

Montreal, 13th February, 1893.

INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 7.

INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 7.

ANNONCES NOUVELLES.

NEW ADVERTISEMENTS.

| | Pages |
|---|-------|
| ANNEXION DE MUNICIPALITÉ : | |
| Annexer à Saint-Canut No. 2 divers lots de Saint-Columban..... | 501 |
| Annexer à Saint-Lin divers lots de Saint-Roch de l'Achigan..... | 551 |
| ERECTON DE MUNICIPALITÉ : | |
| Municipalité partie nord du canton de Lochaber..... | 506 |
| FAILLIS | |
| <i>Cession :</i> | |
| Provencher..... | 511 |
| <i>Dividende :</i> | |
| Boucher <i>et al.</i> | 552 |
| Méthot..... | 511 |
| Paterson..... | 552 |
| Rousseau..... | 511 |
| Watters..... | 552 |
| <i>Nomination de curateur :</i> | |
| Bernier..... | 511 |
| David..... | 511 |
| Dogherty..... | 512 |
| Douglas <i>et al.</i> | 510 |
| Kuhme..... | 552 |
| Lemire & Frère..... | 512 |
| Mathieu..... | 510 |
| Murray..... | 512 |
| Riboulet..... | 552 |
| Riopule..... | 512 |
| LETTRES PATENTES, DEMANDE DE : | |
| Montreal Stave and Barrel Co..... | 507 |
| LETTRES PATENTES ÉMISES : | |
| B. A. Boas & Co..... | 501 |
| Bostwick Metal Lath Co..... | 500 |
| NOMINATIONS : | |
| <i>Commissaires d'écoles :</i> | |
| Sainte-Martine..... | 498 |
| <i>Commissaire per <i>ad ius</i> potestatem :</i> | |
| H. McMillan..... | 498 |
| X. Tétreau..... | 498 |
| <i>Commissaires pour décisions sommaires :</i> | |
| Sainte-Anne de la Pérade..... | 497 |
| <i>Commissaire pour recevoir affidavits :</i> | |
| H. Maxwell..... | 498 |
| <i>Conseillers municipaux :</i> | |
| Dorset, Marlow, Jersey, Shenley..... | 497 |
| <i>Juges de paix :</i> | |
| District de Chicoutimi..... | 498 |
| District de Montréal..... | 498 |
| District d'Ottawa..... | 498 |
| District de Québec..... | 498 |
| District de Richelieu..... | 551 |

| | Pages |
|--|-------|
| MUNICIPALITY ANNEXED : | |
| To annex to Saint Canut No. 2 several lots of Saint Columban..... | 501 |
| To annex to Saint Lin several lots of Saint Roch de l'Achigan..... | 551 |
| MUNICIPALITY ERECTED : | |
| Municipality north part of township of Lochaber..... | 506 |
| INSOLVENTS : | |
| <i>Assignment :</i> | |
| Provencher..... | 511 |
| <i>Dividend :</i> | |
| Boucher <i>et al.</i> | 552 |
| Méthot..... | 511 |
| Paterson..... | 552 |
| Rousseau..... | 511 |
| Watters..... | 552 |
| <i>Appointment of curator :</i> | |
| Bernier..... | 511 |
| David..... | 511 |
| Dogherty..... | 512 |
| Douglas <i>et al.</i> | 510 |
| Kuhme..... | 552 |
| Lemire & Frère..... | 512 |
| Mathieu..... | 510 |
| Murray..... | 512 |
| Riboulet..... | 552 |
| Riopule..... | 512 |
| LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR : | |
| Montreal Stave and Barrel Co..... | 507 |
| LETTERS PATENT GRANTED : | |
| B. A. Boas & Co..... | 501 |
| Bostwick Metal Lath Co..... | 500 |
| APPOINTMENTS : | |
| <i>School Commissioners :</i> | |
| Sainte Martine..... | 498 |
| <i>Commissioner per <i>ad ius</i> potestatem :</i> | |
| H. McMillan..... | 498 |
| X. Tétreau..... | 498 |
| <i>Commissioners for summary trial :</i> | |
| Sainte Anne de la Pérade..... | 497 |
| <i>Commissioner to take affidavit :</i> | |
| H. Maxwell..... | 498 |
| Municipal Councillors : | |
| Dorset, Marlow, Jersey, Shenley..... | 497 |
| <i>Justices of the peace :</i> | |
| District of Chicoutimi..... | 498 |
| District of Montreal..... | 498 |
| District of Ottawa..... | 498 |
| District of Québec..... | 498 |
| District of Richelieu..... | 551 |

| | | | |
|--|-----|--|-----|
| <i>Syndics d'écoles :</i> | | <i>School trustees :</i> | |
| Saint-Zotique..... | 498 | Saint Zotique..... | 498 |
| SÉPARATION DE BIENS : | | SEPARATION AS TO PROPERTY : | |
| Dme Dorais vs. Gagnon..... | 551 | Dme Dorais vs. Gagnon..... | 551 |
| Dme Hearl vs. Leydon..... | 551 | Dme Hearl vs. Leydon..... | 551 |
| SERVICE CIVIL DES INDES : | | CIVIL SERVICE OF INDIA : | |
| Examen pour le..... | 500 | Examination for the..... | 500 |
| TERRES DE LA COURONNE : | | CROWN LANDS : | |
| <i>Avis de cancellation, etc. :</i> | | <i>Notice of cancellation, etc. :</i> | |
| McNider..... | 501 | McNider..... | 501 |
| Percé..... | 501 | Percé..... | 501 |
| Richmond..... | 501 | Richmond..... | 501 |
| VENTES POUR TAXES MUNICIPALES : | | SALES FOR MUNICIPAL TAXES : | |
| Ville de Longueuil..... | 549 | Town of Longueuil..... | 549 |
| Ville de Fraserville..... | 548 | Town of Fraserville..... | 548 |
| VENTES, FAILLITE : | | SALES IN INSOLVENCY : | |
| Brassard..... | 514 | Brassard..... | 514 |
| WATERLOO CEMETERY CO : | | WATERLOO CEMETERY CO : | |
| Divers actes de ventes sanctionnés..... | 502 | Several deed of sales sanctionned..... | 502 |
| VENTES PAR LES SHÉRIFS : | | SHERIFFS' SALES : | |
| BEAUHARNOIS : | | BEAUHARNOIS : | |
| McIntosh vs. Furry <i>et al.</i> | 515 | McIntosh vs. Furry <i>et al.</i> | 515 |
| GASPÉ : | | GASPÉ : | |
| Robin <i>et al.</i> vs. Enright..... | 520 | Robin <i>et al.</i> vs. Enright..... | 520 |
| IBERVILLE : | | IBERVILLE : | |
| Banque du Peuple vs. Monchamp..... | 521 | Banque du Peuple vs. Monchamp..... | 521 |
| Dme Bessette vs. Jetté..... | 521 | Dme Bessette vs. Jetté..... | 521 |
| JOLIETTE : | | JOLIETTE : | |
| Lamarche <i>et al.</i> vs. Landry..... | 523 | Lamarche <i>et al.</i> vs. Landry..... | 523 |
| Parent vs. Riberdy..... | 523 | Parent vs. Riberdy..... | 523 |
| MONTREAL : | | MONTREAL : | |
| Charbonneau vs. Legault..... | 526 | Charbonneau vs. Legault..... | 526 |
| Crédit Fon. Fr. Can. vs. Quesnel..... | 525 | Crédit Fon. Fr. Can. vs. Quesnel..... | 525 |
| Faucher vs. Lauzon..... | 526 | Faucher vs. Lauzon..... | 526 |
| Lamb <i>ès-ql.</i> vs. The Montreal & Sorel Ry. | 527 | Lamb <i>ès-ql.</i> vs. The Montreal & Sorel Ry. | 527 |
| Ville Côte Saint-Antoine vs. McCall | 525 | Town Côte Saint Antoine vs McCall... .. | 525 |
| OTTAWA : | | OTTAWA : | |
| Com. d'écoles de Maniwaki vs. Millmore.. | 536 | School com. of Maniwaki vs. Millmore... .. | 536 |
| do do do .. | 537 | do do do .. | 537 |
| QUÉBEC | | QUEBEC : | |
| Connors vs. Connors | 538 | Connors vs. Connors..... | 538 |
| Dme Samson vs. Lemelin..... | 538 | Dme Samson vs. Lemelin..... | 538 |
| SAGUENAY : | | SAGUENAY : | |
| Duburger vs. Asselin..... | 541 | Duburger vs. Asselin..... | 541 |
| TERREBONNE : | | TERREBONNE : | |
| Dme Wood <i>et vir.</i> vs. Charbonneau..... | 545 | Dme Wood <i>et vir.</i> vs. Charbonneau..... | 545 |
| Robertson vs. Dme Little <i>et al.</i> | 546 | Robertson vs. Dme Little <i>et al.</i> | 546 |